

# RIVAROL

N°3379

*“Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir”*

29/5/2019

HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

## Un match vraiment nul entre Macron et le RN !

IL EST des défaites apparentes qui sont de véritables victoires politiques et stratégiques. A première vue, Emmanuel Macron a perdu son pari d'arriver en tête des européennes. A 0,9 % près. A 205 000 voix près sur plus de 23 millions de votants. Sa liste obtient en effet 22,41 % des suffrages et se voit très légèrement devancée par celle du RN de Jordan Bardella qui récolte 23,31 %. Mais ce n'est là qu'une analyse superficielle. Car non seulement le parti présidentiel résiste mieux que prévu, réalisant un score voisin de celui réalisé par Macron au premier tour de la présidentielle de 2017 (24 %), mais il règne sur un champ de ruines, toutes les formations politiques traditionnelles étant laminées. Le PS et le parti de Mélenchon sont à 6 %, les Républicains connaissent une déculottée sans précédent dans leur histoire avec 8 % et sont même menacés de disparition de l'échiquier politique s'ils ne parviennent pas à se ressaisir et à trouver des solutions, le Parti communiste continue sa descente aux enfers avec 2,5 % des voix. L'UDI qui est dans les faits le successeur de l'UDF centriste et libérale plafonne également à 2,5 %. Les quatre grands partis (PS, PC, RPR et UDF) qui structuraient la vie politique sous la Ve République depuis soixante ans sont en agonie, en coma dépassé. Cet effondrement, certes totalement mérité au vu de leur bilan, est toutefois saisissant.

Le naufrage de ces partis, tant à gauche qu'à droite de l'échiquier politique, est objectivement une aubaine pour Emmanuel Macron. Car il apparaît plus que jamais comme le seul rempart face au populisme et a donc tout intérêt à installer dans la durée un duel très médiatisé entre la République en marche et le Rassemblement national. C'est pour lui une assurance-vie, la certitude de son maintien à l'Elysée et la promesse d'une confortable réélection. On peut d'ailleurs se demander si ce dimanche 26 mai 2019 ne constitue pas la première étape de la chronique d'une réélection annoncée. Depuis l'instauration du quinquennat, aucun président sortant n'a pu jusque-là être réélu. Ni Nicolas Sarkozy battu en 2012. Ni François Hollande qui n'a même pas pu se représenter en 2017, les sondages le donnant perdant dès le premier tour, avec moins de 10 % des voix. Mais là où Sarkozy et Hollande ont échoué, Macron pourrait bien réussir. Et c'est là un paradoxe, surtout si l'on se souvient à quel point, il y a quelques mois encore,

Macron était détesté, conspué, hué. On a tous en mémoire ces images saisissantes d'un président blême et apeuré jetant quelques pièces jaunes en décembre 2018 pour sauver sa place et sa peau et apaiser une colère populaire se transformant en révolte quasiment insurrectionnelle. Si on avait prédit à ce moment-là à ce président si affaibli, claquemuré à l'Elysée, malmené voire insulté dès qu'il se déplaçait en province que sa liste six mois plus tard ferait quasiment jeu égal avec celle du Rassemblement national et qu'elle enverrait autant d'élus que le RN à Bruxelles (23 eurodéputés chacun), il aurait sans doute été sceptique. Comme quoi en politique les impopularités les plus fortes, les plus violentes ne durent pas nécessairement, et il n'est pas de défaites, d'affaiblissement, de crises dont on ne puisse se relever.

Ce qui vaut pour Macron vaut également, mais dans une moindre mesure, pour Marine Le Pen. Beaucoup d'analystes avaient enterré la présidente du FN après son débat calamiteux et indigne du 3 mai 2017 où elle avait fait étalage deux heures durant de son incompétence, de sa vulgarité, de son agressivité et de sa désinvolture. Eh bien voilà que le FN, rebaptisé RN, retrouve à peu de choses près les scores qu'il atteignait entre 2014 et 2017. Comme quoi en politique, sauf à disparaître physiquement ou à quitter définitivement la vie publique, on n'est jamais mort. François Mitterrand qui avait organisé le faux attentat de l'Observatoire en 1959 pour se victimiser (c'est RIVAROL qui avait sorti le scoop à l'époque !) a finalement été le seul chef de l'Etat à accomplir deux septennats successifs en entier. Marine Le Pen peut avoir le sourire : le RN a réussi à marginaliser complètement Dupont-Aignan qui plafonne à 3,5 % — mais il est vrai que le président de Debout la France a multiplié les erreurs et les bourdes dans cette campagne —, Philippot qui est scotché à 0,65 % malgré son alliance avec des Gilets jaunes et Asselineau qui, comme à chaque



élection, malgré un discours très construit et cohérent, ne dépasse pas les 1 à 1,2 % des voix.

IL FAUT DIRE que depuis des mois les médias et le chef de l'Etat évoquent de manière permanente voire obsessionnelle un duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. De ce point de vue, disons-le tout net, il y a une alliance objective entre le RN et la République en marche qui s'épaulent l'un l'autre et marginalisent tous les autres. Plus Marine Le Pen est haute, plus Macron apparaît comme la seule digne à même de résister à la vague populiste. Et plus il incite tous ceux qui ne veulent pas de Marine Le Pen à voter utile en se prononçant pour son parti. Et à l'inverse, comme les instituts de sondage placent depuis des mois le RN et LREM au coude à coude, tous ceux qui ne voulaient pas que Macron arrivât en tête ont été fortement incités à voter pour le RN et donc à faire gonfler mécaniquement le score du parti de Marine Le Pen. La question était toutefois de savoir si les électeurs allaient cautionner par leur vote la mise en scène de ce duel ou de ce duo ou s'ils allaient s'affranchir de ce schéma préfabriqué et médiatisé à outrance. Eh bien, au nom du vote utile, et par réflexe grégaire, ils ont fait exactement ce que le Système attendait d'eux : placer en tête dans un mouchoir de poche le RN et LREM. Comme quoi le martelage auquel tous les grands médias se sont livrés constamment ces derniers mois (qui va arriver en tête du RN et de LREM ? qui va gagner de Macron ou de Marine Le Pen ? qui des deux aujourd'hui progresse ou recule d'un demi-point ?) a parfaitement fonctionné. Et cela marche à chaque fois : l'électeur se croit fin stratège et ne comprend pas qu'à tous les coups, le dindon de la farce, c'est lui !

Car, si l'on regarde les choses avec un peu de hauteur, ces élections sont un vrai motif de réjouissance pour Macron. Le RN est à un niveau très honorable, mais sans plus. Avec la crise des gilets jaunes, il eût pu atteindre ou dépasser

les 30 % comme Salvini en Italie et Farage au Royaume-Uni. Il en est loin. Il fait deux points de plus que Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2017, mais deux de moins qu'aux européennes de 2014, trois de moins qu'aux départementales de mars 2015 et cinq de moins qu'aux régionales de décembre 2015. Si le RN se redresse et sauve les meubles, il n'y a quand même pas de quoi pavoiser : dans un contexte extrêmement favorable il fait moins qu'aux dernières européennes en pourcentage et en nombre d'élus, de même qu'aux législatives de 2017 il avait fait un peu moins qu'à celles de 2012. S'il reste à des niveaux élevés, sa dynamique s'est quand même en partie cassée. Et le plafond de verre est toujours là. D'ailleurs, en trente-cinq ans, il est passé de 11 % (européennes du 17 juin 1984) à 23 %. Gagner une douzaine de points en presque deux générations, et compte tenu de la considérable aggravation de la situation dans tous les domaines, ce n'est quand même pas mirobolant !

Malgré l'effondrement de tous les partis du Système, malgré le Grand Remplacement qui progresse silencieusement, malgré le mouvement des gilets jaunes, malgré la dilution de la nation et de la famille, il ne parvient toujours pas à dépasser les 20 à 25 % des suffrages exprimés. Pis, si l'on remonte dans le temps et que l'on se souvient des européennes des années 1990 avec les listes Pasqua-Villiers, celles de Chasse Pêche Nature et Tradition (CPNT) et celles du FN de Jean-Marie Le Pen, on s'aperçoit que, toutes listes confondues, le courant souverainiste et défenseur de la ruralité est depuis une trentaine d'années resté relativement stable autour de 25 à 28 % des voix. Dans ce secteur de l'opinion les masses n'ont donc pas bougé. Malgré la dégradation continue de la situation. Et cela est particulièrement frappant.

AU FOND, c'est toujours la même France rurale, périphérique, celle des cols bleus et des gilets jaunes, celle de la boutique, de l'atelier, de la ferme et de l'usine qui s'oppose par son vote, son ressenti, ses préoccupations, son mode de vie et ses revenus à la France d'en haut, celle des gagnants de la mondialisation, celle de la bourgeoisie libérale et cosmopolite qui n'est pas attachée au terroir, aux racines, à l'être historique de la nation et qui se reconnaît logiquement en Macron ou dans les Verts et les socialistes.

Il est frappant de constater que le RN a obtenu ses scores les plus modestes dans les grandes métropoles et qu'en revanche il a réalisé comme toujours d'excellents résultats dans les campagnes, les villages et les petites villes. A l'inverse, Macron et les Verts ont obtenu des scores souvent impressionnants dans

*suite de l'éditorial  
en page 2*

N°3379 DU 29 MAI 2019

[www.rivarol.com](http://www.rivarol.com)

Imprimé en France/Printed in France

L 14240 - 3379 - F: 4,00 €



SUITE DE L'ÉDITORIAL

beaucoup de communes de plus de cent mille habitants, et singulièrement à Paris. Deux France se font donc face plus que jamais, avec deux sociologies très différentes et des intérêts fort divergents. Celui qui travaille dans une start-up, qui est sans cesse sur les tarmacs des aéroports internationaux n'a forcément pas la même vision, les mêmes soucis et centres d'intérêt que les gilets jaunes de province qui se demandent souvent dès le 10 du mois comment ils vont pouvoir boucler leur budget mensuel. Cette fracture sociologique et politique qui ne cesse de s'accroître, et qui se surajoute à une fracture ethnique entre les Français de souche et les autres (il était remarquable de voir à quel point le mouvement originel des gilets jaunes était composé quasi exclusivement de leucodermes !) est très inquiétante pour l'avenir car elle démontre que notre nation ne repose plus sur une certaine homogénéité et n'est plus vécue comme une communauté de destin dans l'universel, selon la belle formule de feu Jose Antonio Primo de Rivera.

Le RN, on l'a dit, retrouve des couleurs mais il est plus que jamais isolé, sans alliés et sans réserves de voix. L'effondrement de Dupont-Aignan, l'inexistence de Philippot et de ses Patriotes qui meurent avant d'avoir existé, mais aussi la quasi-disparition des Républicains lui ôtent toute possibilité de bénéficier de larges reports de voix dans le cadre d'un scrutin à deux tours, comme le sont toutes les élections en France, à l'exception des européennes. Il faut voir la réalité en face : bien qu'il soit arrivé d'un cheveu en tête de ce scrutin, non seulement il n'a pas écrasé Macron — ce qui eût été le cas s'il l'avait emporté avec 5 à 10 points d'écart, en 2014 le FN était en tête avec près de 5 points d'avance sur la liste arrivée en deuxième position, celle de l'UMP —, non seulement il plafonne à 23 %, assez loin de ses records historiques, mais le naufrage de la droite parlementaire (ou de ce qui en tient lieu) n'est pas une bonne nouvelle pour lui dans le cadre d'un second tour. Il ne fait guère de doute en effet que l'essentiel de l'électorat des Verts, du PS, de Mélenchon votera Macron par réflexe antifasciste en finale de la présidentielle. La disparition de la droite en France est d'ailleurs un phénomène politique non négligeable et qui devrait donner à réfléchir : à force de s'aligner sur la gauche dans tous les domaines, la droite perd son utilité et sa raison d'être. Il est triste que tous les partis dits de droite, au lieu de défendre des convictions fermes et des principes intangibles, naviguent à vue et cèdent à peu près tout à l'adversaire : immigration, avortement, euthanasie, peine de mort, "mariage" homosexuel, lois liberticides, etc.

Hormis chez les abstentionnistes, on ne voit pas vraiment où le RN pourrait bénéficier de fortes réserves de voix indispensables au franchissement de la barre des 50 % des suffrages exprimés. Il n'est donc pas excessif de dire que, sauf effondrement économique et social total, sauf chaos généralisé, le RN ne peut conquérir l'Élysée non plus que la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Il en va du RN comme du Parti communiste de la grande époque qui a obtenu, seul, jusqu'à 28 % des voix. Au premier tour il est incontestablement une force considérable mais au second il ne peut l'emporter faute d'alliés et faute de susciter un consensus assez large. Macron l'a très bien compris et en joue avec cynisme et efficacité : pour assurer sa réélection, il a besoin d'avoir Marine Le Pen face à lui en 2022. Bien malgré lui, le RN est une machine à faire réélire les sortants. En votant RN, les électeurs veulent manifester sincèrement leur opposition à la politique menée, leur colère, leur volonté de changement mais à l'arrivée cela aboutit à la réélection des mêmes, à la perpétuation d'un système mortifère. On le voit, les dés sont pipés, le système est verrouillé, complètement bloqué. La démocratie est décidément l'univers clos du mensonge et des manipulations en tous genres.

UN MOT quand même sur l'effondrement des Républicains. Ce parti croyait avoir atteint le fond avec les 20 % de Fillon à la présidentielle de 2017 et son élimination dès le premier tour. Eh bien non, maintenant il creuse ! Lorsqu'un parti ne sert plus à rien, n'a

plus d'utilité, il finit par disparaître. L'aile libérale de l'électorat républicain s'est reportée sur Macron et l'aile identitaire et droitière sur le Rassemblement national. LR est dans une impasse : s'il se recentre, il ne se distingue plus du macronisme dans lequel il se dilue et se dissout, s'il se radicalise, il ne se distingue plus du Rassemblement national mais pourquoi alors les électeurs choisiraient la copie plutôt que l'original, surtout quand la copie fait trois fois moins de voix que l'original ? C'est pourquoi la plupart des électeurs traditionnels de la droite dite modérée votent désormais Macron. Ce n'est pas un hasard si la République en marche a réalisé un de ses meilleurs scores dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris ! Le chiraquisme, le balladurisme et le juppéisme se dissolvent, assez naturellement, dans le macronisme qui est, comme eux, libéral, européiste, atlantiste et fermement opposé à la droite nationale et au populisme. Plus le temps passe, plus il apparaît que l'électorat macroniste se superpose de plus en plus à l'ancien électorat de LR (sauf la partie minoritaire la plus radicalisée qui vote RN) tandis que l'électorat socialiste de Macron tend à prendre en partie ses distances devant une politique jugée trop libérale. D'où la forte progression des Verts et d'autres listes écologistes. D'où le maintien, fût-ce à un niveau modeste, du Parti socialiste qui, contrairement aux Républicains, ne régresse plus par rapport à la présidentielle de 2017. Mais son socle, il est vrai, était plus bas. Quant à Mélenchon, il n'a nullement profité, malgré ses espérances, du mouvement des gilets jaunes et retrouve l'étiage habituel du Front de gauche. Son comportement inouï face à la police lors de ses démêlés judiciaires lui a très fortement nui et la dynamique qu'il avait réussi à insuffler pendant sa campagne présidentielle semble bel et bien morte. Ce n'est pas nous qui nous plaindrons de la dégringolade de ce Robespierre au petit pied. La forte poussée des Verts qui n'est pas une première (rappelons-nous les 16 % de Cohn-Bendit en 2009) est en revanche une claque pour les gilets jaunes qui se sont mobilisés contre la taxe carbone, contre l'excessive taxation des carburants. C'est bien la preuve là aussi qu'il existe deux France irréconciliables aux visions antagonistes. Les Verts sont le parti le plus toxique : antinationaux, pro-migrants à fond, ils sont pour toutes les perversions morales et sociétales, de la légalisation des drogues au soutien actif aux pires folies du lobby LGBT. Leur forte progression en France et en Allemagne est donc une catastrophe puisqu'elle va accroître leur influence particulièrement nocive dans les deux principaux pays et économies de l'Union européenne.

DUPONT-AIGNAN et Marine Le Pen nous avaient vendu pendant toute la campagne l'idée d'un Parlement européen dirigé ou orienté par les populistes, à la suite des victoires en Italie et en Autriche et des réalisations gouvernementales en Hongrie et en Pologne. Il n'en a évidemment rien été. Les populistes, toutes tendances confondues, sont très largement minoritaires à Bruxelles. Ils n'auront aucune influence sur les grandes décisions et ne pèseront nullement. Ils sont une centaine à peine sur 751 eurodéputés. De surcroît ils sont divisés en trois groupes antagonistes, s'excommunient les uns les autres, par souci de modération et de respectabilité. Bref, il n'y a rien à attendre de ce côté-là. Les immigrés continueront à entrer en France et en Europe, les impôts et taxes à flamber, la police de la pensée se renforcera et les lois immorales se multiplieront. Mais, ne soyons pas sévères, grâce au contribuable européen, les heureux eurodéputés élus pourront déguster les meilleurs crus, les bouteilles de champagne les plus prestigieuses et voyager à l'œil dans les plus grands palaces avec leur maîtresse, leur harem ou leur concubin du moment. Rien que pour ça, avouez que ça valait vraiment le coup de prendre un papier, de se cacher et d'urner !

RIVAROL,  
<jeromebourbon@yahoo.fr>

Résultats

| Listes                                                                                            | Voix      | % Inscrits | % Exprimés | Sièges |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|------------|------------|--------|
| PRENEZ LE POUVOIR, LISTE SOUTENUE PAR MARINE LE PEN                                               | 5 281 745 | 11,16      | 23,31      | 23     |
| RENAISSANCE SOUTENUE PAR LA RÉPUBLIQUE EN MARCHÉ, LE MODEM ET SES PARTENAIRES                     | 5 076 469 | 10,72      | 22,41      | 23     |
| EUROPE ÉCOLOGIE                                                                                   | 3 052 573 | 6,45       | 13,47      | 13     |
| UNION DE LA DROITE ET DU CENTRE                                                                   | 1 920 582 | 4,06       | 8,48       | 8      |
| LA FRANCE INSOUMISE                                                                               | 1 428 410 | 3,02       | 6,31       | 6      |
| ENVIE D'EUROPE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE                                                              | 1 402 143 | 2,96       | 6,19       | 6      |
| LE COURAGE DE DÉFENDRE LES FRANÇAIS AVEC NICOLAS DUPONT-AIGNAN. DEBOUT LA FRANCE ! - CNIP         | 795 031   | 1,68       | 3,51       | 0      |
| LISTE CITOYENNE DU PRINTEMPS EUROPÉEN AVEC BENOÎT HAMON SOUTENUE PAR GÉNÉRATION.S ET DÈME-DIEM 25 | 741 257   | 1,57       | 3,27       | 0      |
| LES EUROPÉENS                                                                                     | 566 692   | 1,20       | 2,50       | 0      |
| POUR L'EUROPE DES GENS CONTRE L'EUROPE DE L'ARGENT                                                | 564 739   | 1,19       | 2,49       | 0      |
| PARTI ANIMALISTE                                                                                  | 490 507   | 1,04       | 2,17       | 0      |
| URGENCE ÉCOLOGIE                                                                                  | 411 829   | 0,87       | 1,82       | 0      |
| ENSEMBLE POUR LE FREXIT                                                                           | 265 952   | 0,56       | 1,17       | 0      |
| LUTTE OUVRIÈRE - CONTRE LE GRAND CAPITAL, LE CAMP DES TRAVAILLEURS                                | 176 433   | 0,37       | 0,78       | 0      |
| ENSEMBLE PATRIOTES ET GILETS JAUNES : POUR LA FRANCE, SORTONS DE L'UNION EUROPÉENNE !             | 147 061   | 0,31       | 0,65       | 0      |
| ALLIANCE JAUNE, LA RÉVOLTE PAR LE VOTE                                                            | 122 538   | 0,26       | 0,54       | 0      |
| LES OUBLIÉS DE L'EUROPE - ARTISANS, COMMERÇANTS, PROFESSIONS LIBÉRALES ET INDÉPENDANTS - ACPLI -  | 51 348    | 0,11       | 0,23       | 0      |
| PARTI PIRATE                                                                                      | 31 601    | 0,07       | 0,14       | 0      |
| UNE EUROPE AU SERVICE DES PEUPLES                                                                 | 28 448    | 0,06       | 0,13       | 0      |
| ESPÉRANTO - LANGUE COMMUNE ÉQUITABLE POUR L'EUROPE                                                | 18 569    | 0,04       | 0,08       | 0      |
| PARTI FÉDÉRALISTE EUROPÉEN - POUR UNE EUROPE QUI PROTÈGE SES CITOYENS                             | 12 523    | 0,03       | 0,06       | 0      |
| À VOIX ÉGALES                                                                                     | 11 504    | 0,02       | 0,05       | 0      |
| DÉCROISSANCE 2019                                                                                 | 10 470    | 0,02       | 0,05       | 0      |
| ALLONS ENFANTS                                                                                    | 8 177     | 0,02       | 0,04       | 0      |
| PACE - PARTI DES CITOYENS EUROPÉENS                                                               | 6 852     | 0,01       | 0,03       | 0      |
| MOUVEMENT POUR L'INITIATIVE CITOYENNE                                                             | 6 235     | 0,01       | 0,03       | 0      |
| UDLEF (UNION DÉMOCRATIQUE POUR LA LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ)                                     | 5 020     | 0,01       | 0,02       | 0      |
| LISTE DE LA RECONQUÊTE                                                                            | 4 774     | 0,01       | 0,02       | 0      |
| DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE                                                                         | 3 450     | 0,01       | 0,02       | 0      |
| UNE FRANCE ROYALE AU COEUR DE L'EUROPE                                                            | 3 391     | 0,01       | 0,01       | 0      |
| NEUTRE ET ACTIF                                                                                   | 2 596     | 0,01       | 0,01       | 0      |
| ÉVOLUTION CITOYENNE                                                                               | 2 113     | 0,00       | 0,01       | 0      |
| LA LIGNE CLAIRE                                                                                   | 1 898     | 0,00       | 0,01       | 0      |
| PARTI RÉVOLUTIONNAIRE COMMUNISTES                                                                 | 1 452     | 0,00       | 0,01       | 0      |

|             | Nombre     | % Inscrits | % Votants |
|-------------|------------|------------|-----------|
| Inscrits    | 47 344 860 |            |           |
| Abstentions | 23 613 645 | 49,88      |           |
| Votants     | 23 731 215 | 50,12      |           |
| Blancs      | 552 002    | 1,17       | 2,33      |
| Nuls        | 524 831    | 1,11       | 2,21      |
| Exprimés    | 22 654 382 | 47,85      | 95,46     |

NOUVELLE VIDÉO RIVAROLIENNE, CELLE DE MAI 2019 : EUROPE, PROCÈS, NOTRE-DAME...

La seizième vidéo du directeur de RIVAROL interrogé par Florian Rouanet, celle de mai 2019, a été mise en ligne. On peut la visionner sur la page accueil de notre site rivarol.com ou en tapant sur la barre de Google le nom de notre chaîne youtube : Rivarol hebdo youtube. Cette vidéo qui fait comme chaque mois le tour de l'actualité nationale et internationale est intitulée : « Procès, Europe, Notre-Dame : 80 minutes de nitroglycérine ».

Par ailleurs, sur le site Egalité et Réconciliation, on peut voir la vidéo de 20 minutes de Pierre de Brague interrogeant Jérôme Bourbon sur la réédition par Kontre Kulture du livre de Maurice Bardèche *Qu'est-ce que le fascisme ?* paru en 1961.

# Chronique de la France asservie et... résistante

LES JOURNAUX allemands *Süddeutsche Zeitung* (SZ) et *Der Spiegel* ont publié, vendredi 17 mai, une vidéo tournée en caméra cachée, qui a créé un gigantesque scandale en Autriche. Cela s'est passé à Ibiza, une île des Baléares appréciée des fêtards, qu'affectionnent tout particulièrement les Allemands et les Autrichiens. Comme tous les ans, le vice-chancelier et président du Parti de la liberté autrichien (FPÖ), Heinz-Christian Strache y passait ses vacances, accompagné de son ami Johann Gudenus, le président exécutif du groupe des élus du FPÖ à la Chambre des députés. Installés dans la luxueuse villa qu'ils louent, ils sont assis dans un salon, en compagnie d'une jeune femme d'origine russe. Gudenus assure la traduction. Elle prétend se nommer Aliona Makarova, être la nièce d'un riche oligarque russe, désirant investir 250 millions d'euros en Autriche..

## L'INCROYABLE AFFAIRE AUTRICHIENNE

Heinz-Christian Strache va proposer à son interlocutrice d'investir des millions d'euros dans le *Kronen Zeitung*, le tabloïd le plus lu d'Autriche, afin de lui donner une orientation pro-FPÖ à quelques semaines des législatives, permettant ainsi au FPÖ d'accéder au pouvoir. Il lui explique aussi comment financer le FPÖ en échappant à la Cour des comptes. En échange, Strache promet à la jeune femme l'attribution de marchés publics, une fois le parti installé au gouvernement. « Elle aura tous les contrats publics remportés aujourd'hui par Strabag », un groupe autrichien de construction, déclare Strache. Toutes les conversations et les scènes sont enregistrées, filmées en caméra cachée. La vidéo, qui date de juillet 2017, vient d'être diffusée à quelques jours des élections européennes. Le scandale est immense. Heinz-Christian Strache et Sebastian Kurz, le chancelier social-chrétien (ÖVP) avaient formé en décembre 2017 un gouvernement de coalition, pour un mandat de cinq ans, comprenant six ministres du FPÖ à des postes stratégiques, dont les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères. Le vice-chancelier et président du Parti de la liberté, Heinz-Christian Strache, qui a présenté des excuses pour des propos « catastrophiques » et un comportement « adolescent » et « macho », a annoncé sa démission lors d'une conférence de presse, le 18 mai 2019 à Vienne, suivi de celle de Gudenus de toutes ses responsabilités au sein du parti. Le chancelier conservateur Sebastian Kurz a annoncé dans la foulée la convocation prochaine d'élections législatives anticipées, prévues pour l'automne. Sur-tout, il a limogé, le 20 mai, le ministre de l'Intérieur Herbert Kickl, tête pensante du FPÖ, dont il juge les fonctions incompatibles avec le déroulement de l'enquête sur la vidéo. « Il est clair que M. Kickl ne peut pas enquêter sur lui-même », a martelé le chancelier. Dans la foulée, les autres ministres FPÖ, ceux des Affaires étrangères, de la Défense, des Transports et du Travail, ont eux aussi démissionné. Et voici le chancelier lui-même désormais visé par une motion de censure !

Cette affaire est invraisemblable et digne du meilleur film d'espionnage. La jeune femme, d'origine russe, était entrée en contact avec Johann Gudenus quelques mois avant, au prétexte de vouloir lui acheter des bois dont il était propriétaire, expliquant vouloir investir en Autriche. Un rapport de confiance s'est installé entre eux (qu'un « rapport de confiance » ?). Au cours de la soirée d'Ibiza (il existe un enregistrement d'une durée de six heures des conversations !) Strache, très éméché, a un éclair de lucidité, qui s'estompé rapidement dans les vapeurs de l'alcool. Il remarque les orteils peu soignés de son inter-

locutrice : un détail difficilement compatible avec son statut. « C'est un piège, un piège grossier », glisse alors Strache à Gudenus. Lequel le rassure : « C'est pas un piège ». Et c'est ainsi que le piège se referma. Depuis, on a appris dans l'édition russe de *Forbes* qu'Igor Makarov, supposé oncle de la mystérieuse jeune femme, président du groupe international de sociétés Areti, spécialisé dans les investissements dans les secteurs pétrolier et gazier, assure être fils unique et donc ne pas pouvoir avoir de nièce.

## A QUI PROFITE LE CRIME ?

Ce « coup monté », d'après *Le Monde*, a, avec certitude, été réalisé par des professionnels disposant de gros moyens financiers. A qui profite le crime ? Le Kremlin a immédiatement fait savoir qu'il n'avait « rien à voir » avec cette vidéo. Ce que l'on croit bien volontiers car il ne semble pas y avoir de contentieux entre l'Autriche et la Russie. Certains ont évoqué les services turcs, l'Autriche étant en pointe dans le refus de l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne. Absurde, car tous les partis autrichiens sont sur la même ligne. Matthias Jung, chef de l'institut de sondage allemand *Forschungsgruppe Wahlen* relève que « ce scandale pourrait freiner l'avancée des populistes en Europe », tandis que le politologue allemand Werner Patzelt, prédit des conséquences néfastes pour le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD). La probabilité est, en effet, que les services allemands ont monté cette opération barbouzarde. La raison ? L'Allemagne de Merkel, mue par sa paranoïa anti-identitaire, redoute la montée en puissance de l'AfD, qui considère le FPÖ comme un modèle et qui bénéficie de son soutien logistique et très certainement financier.

Je puis témoigner, pour avoir participé activement à ces événements, que Strache et les cadres du FPÖ, que j'ai côtoyés, ont soutenu avec constance, il y a quelques années, par leur présence et par leur aide, les manifestations contre la construction de la gigantesque mosquée de Cologne, organisées par un petit parti allemand, Pro-Köln, implanté essentiellement en Rhénanie-Palatinat. Nous avions aussi constitué ensemble, à l'initiative du Vlaams Belang flamand et de Filip Dewinter, une organisation regroupant divers mouvements européens (pas le FN cependant), « Villes contre l'islamisation », où Strache, par sa présence à des manifestations à Anvers, avait pris une part active. Bref, le FPÖ, qui participait au pouvoir en Autriche, risquait demain d'en prendre totalement le contrôle. Une perspective redoutable pour Angela Merkel...

## L'ALLEMAGNE ENTRE EN AGONIE

Le 14 mai, Angela Merkel a célébré les 70 ans de la signature de la Loi fondamentale (constitution) allemande par un discours devant des jeunes. Devant de jeunes Allemands ? Pas du tout. Devant de jeunes migrants participant à un programme d'intégration. Elle a affirmé que « 19 millions d'Allemands » (le quart de la population) sont « d'origine immigrée » et que le futur de l'Allemagne dépend de l'immigration. Le site Breizh-info, cite des propos ahurissants qui relèvent de la haute trahison à l'égard du peuple allemand. C'est ainsi qu'elle déclare que les changements dus à l'afflux des migrants, font partie de la transformation continue de l'Allemagne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ajoutant : « Nous avons bien compris comment l'immigration est en train de changer notre pays et comment elle va continuer à changer notre pays ». Les jeunes filles violées et agressées à Cologne et ailleurs en Allemagne en savent certes quelque chose. Elle a martelé que l'Al-

lemagne « doit être un pays d'immigration et d'intégration », proférant cette monstrueuse ineptie : « La diversité, y compris par le biais de l'immigration, est présente ici, au cœur de l'Europe, depuis des siècles ». Car cette « diversité » n'était évidemment que d'origine européenne durant tous ces siècles. Oui, l'Allemagne, le pays de Goethe, de Caspar David Friedrich, d'Ernst von Salomon, de Beethoven et de Hoffmann von Fallersleben, l'auteur des paroles de l'hymne *Deutschland über alles*, entre en agonie. Désespérant...

## UN ANTISÉMITTE VIRÉ DU RN

Guillaume Pradoura est l'assistant parlementaire et l'ami du vice-président du Rassemblement national Nicolas Bay. Il a été photographié, caricaturant un juif traditionaliste grimaçant, aux doigts crochus, grand chapeau et papillotes. S'il s'était déguisé en alsacien, en corse ou en martien, il n'y aurait eu aucun problème. Mais en juif ! Le malheureux ignorait qu'il s'aventurerait sur un terrain hautement glissant qui mène tout droit à la guillotine. C'est Sophie Montel, très remontée contre le RN, qui a diffusé l'image, déclarant que cette photo « circulait dans le staff de toute la délégation FN au Parlement européen ». Histoire de mouiller toute l'équipe du RN, l'ex-numéro deux des Patriotes a ajouté : « Tout le monde l'a vue, ça faisait beaucoup rigoler ». Du coup, le très courageux et brillant vice-président du parti, Steeve Briois, vrai phénix de la pensée, a pris sa tête chromée et déclaré : « Monsieur Guillaume Pradoura est immédiatement suspendu du Rassemblement national et convoqué devant la commission des conflits en vue de son exclusion ». D'autant que Guillaume Padura sent le soufre. Il a, ajoute Sophie Montel, « des amis au KKK » (Ku Klux Klan). Il a été le fondateur des Jeunesses identitaires Massilia en 2007, et avait, *horresco referens*, aidé un skinhead violent pendant sa cavale, avait révélé Mediapart en 2016.

Nicolas Bay, qui n'est guère aimé au RN et par Marine Le Pen, car soupçonné d'être un traître en puissance, a tenté de défendre son assistant, évoquant de l'humour, dans un cadre strictement privé. Interrogé sur cette photo, qui contredit la stratégie de dédramatisation du parti, Nicolas Bay a répondu que « ce genre de comportement peut exister partout » et qu'il n'allait « rien changer du tout à ce que nous sommes et à la volonté de combattre l'antisémitisme, qui est le fait aujourd'hui dans notre pays du communautarisme et de l'islamisme ». Et pas des néo-nazis, qui sont pourtant légion ? Que Nicolas Bay continue avec ce genre de considérations, et lui aussi se retrouvera dans la charrette qui le mènera droit à la guillotine.

## LE RASSEMBLEMENT NATIONAL AIME TROP MARIANNE

La République, ou plutôt son symbole, Marianne, commence à coûter cher au parti de

Marine Le Pen. En 2014, à l'occasion des élections européennes, le Front national avait reproduit sans autorisation le buste de Marianne du sculpteur Aslan, inspiré de Brigitte Bardot, sur ses affiches électorales (« *Le Front national, premier parti de France* ») et sur son site internet. La veuve de l'artiste n'avait pas apprécié. L'affaire, qui aurait pu en rester là, s'était conclue par une transaction : 30 000 euros en échange de l'abandon des poursuites. Sauf que, le 30 juin 2015, rebeldie : la sculpture est à nouveau représentée sur les sites du parti et de plusieurs fédérations départementales, et reproduite sur des autocollants que l'on peut commander en ligne. Du coup, la veuve d'Aslan a déposé plainte. La cour d'appel de Versailles a donc décidé de sévir et a jugé que l'atteinte aux droits patrimoniaux de la veuve d'Aslan s'établissait à 30 000 euros. « Il convient également de prendre en compte l'atteinte aux droits moraux résultant de l'absence de mention du nom de l'auteur et de la diffusion de l'œuvre par un parti politique ne correspondant pas à ses idées », ajoutent les juges, qui alourdissent l'ardoise de 35 000 euros. Du coup, cette petite fantaisie républicaine a coûté 95 000 euros au total au Rassemblement national. Cher, le ticket d'entrée dans la caste des républicains...

## BERGOGLIO, HUÉ À MILAN !

Bergoglio s'était une fois de plus laissé aller, samedi 18 mai, à Rome, à ses insupportables geignardises concernant l'accueil des migrants : « Notre Méditerranée est en train de se transformer en cimetière, il faut aller vers la paix, ne pas semer la haine et le rejet de l'autre ». Matteo Salvini lui a, le jour même, vertement répliqué à Milan, sur la scène de la manifestation de l'internationale souverainiste : « Je le dis au pape qui veut réduire les morts en Méditerranée, notre politique, avec orgueil et esprit chrétien, réduit le nombre des noyades ». Tonnerre d'applaudissements pour Salvini, et bronca pour Bergoglio... Salvini, dans la foulée, a aggravé son cas en concluant le meeting, rosâtre à la main, en confiant sur le parvis du Dôme de Milan, sous les ovations, sa victoire aux élections européennes « au Cœur immaculé de Marie bénite par la croix ». Le coucou du Vatican en fut fou de rage. Du coup l'hebdomadaire *Famille chrétienne*, qui avait déjà titré une de ses couvertures « *Vade retro Salvini* » en juillet 2018, attaque le « souverainisme fétichiste », tandis que la revue *Civiltà Cattolica* dénonce « l'indécence de celui qui vend des images de saints en campagne électorale par la réélection d'un candidat ».

## LAMENTABLE RENAUD CAMUS QUI SE DÉCULOTTE !

Quatre jours avant le vote pour les élections européennes, Renaud Camus avait annoncé retirer sa liste « Ligne Claire » pour les Européennes, une liste qu'il menait avec Karim Ouchikh, président du Siel. En deuxième position, figurait la juvénile Fiorina Lignier, éborgnée lors d'une manifestation des Gilets Jaunes. Ce retrait, dans les faits, n'était pas possible, la loi ne permettant pas de retirer une liste une fois qu'elle a été entérinée. Du coup, il a appelé à ne pas voter pour sa propre liste. Hallucinant ! En fait, pris d'une panique incoercible, il s'est déculotté, comme il le faisait dans les *backrooms* sordides de San Francisco dont il avait raconté les détails les plus glauques dans *Gai Pied*, le magazine homosexuel dont il avait été un chroniqueur dans les années 1970, raconte le site Medias-presse. info. La raison ? Fiorina, alors âgée de dix-huit ans, avait été prise en photo, agenouillée, dessinant une swastika dans le sable. Une photo qui commençait à circuler. Et Camus de se mettre à pleurnicher : « C'est exactement le contraire de tout ce que nous sommes et de tout ce que nous voulons. Je ne pouvais pas demander aux électeurs d'envoyer à Strasbourg une personne qui s'amuse à de tels jeux ». Quel bouffon !

Robert SPIELER.



(Dessins de Chard)

# La guerre du Golfe (numéro 3) n'aura pas lieu !

**N**OUS NOUS souvenons tous de « *La guerre de Troie n'aura pas lieu* » de Jean Giraudoux, œuvre désormais classique, trop ignorée des nouvelles générations, mise en scène pour la première fois en novembre 1935. On sait encore, vingt-sept siècles plus tard, comment se régla le contentieux entre Lacédémoniens et Troyens : par la destruction de Troie dans un bain de feu et de sang... Ruines d'où naîtront Rome et l'Occident. Un miracle qui n'est pas appelé à se reproduire dans le cas de guerres actuelles, qu'elles soient militaires, commerciales ou idéologiques. Des guerres de normalisation destinées à fonder les peuples, les identités et les souverainetés, dans le grand chantage du mondialisme apatride, déraciné et nomade.

Cet Occident dont la date symbolique de la mort (avant une fort hypothétique renaissance ?) pourra à n'en pas douter, être fixée au crépuscule du 15 avril 2019 quand Notre-Dame, omphalos de la France, fille aînée de l'Église, s'embrasa fortuitement. Ce jour-là, avec l'effondrement d'une partie de sa voûte, portaient en fumée et en larmes de plomb fondu, nos dernières illusions (ou ce qu'il en subsistait), ne restait plus alors dans nos bouches qu'un amer et âpre goût de cendre. Nous pouvions dès lors méditer tout à loisir sur la somme des renoncements démocratiques et civiques, des lâchetés morales, des oisifs confort intellectuels gavés d'opiacés audiovisuels, de conformismes politiques, de sidérant vide spirituel, tous ces abandons qui nous ont, presque en silence mais inexorablement, conduits jusque-là. Jusque'au point de non-retour, peut-être jusqu'à la guerre ! Avec cet incendie prophétique annonciateur de grands malheurs à venir, avec cette clôture des temps, se dévoilait — sens premier du mot apocalypse — la fin de notre chrétienté certainement appelée à se fondre dans un vaste mouvement d'animation spiritualiste et consumériste de la démocratie universelle comme feu l'abbé de Nantes se plaisait à qualifier notre meilleur des mondes.

Toutefois ce qui menace aujourd'hui, dans l'immédiat et de façon pressante, est, nous le savons, un nouveau possible dérapage du néoconservatisme américain, ce monstre à têtes multiples, mâtiné de messianisme judéo-protestant et badigeonné d'internationalisme transgénéralisé freudo-marxiste rongé par son frein à l'idée de rependre Haman et ses fils<sup>(1)</sup>. Marmite débordante d'où pourrait sortir à gros bouillons une autre sale guerre, après l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et la Syrie (en attendant l'Algérie), cette fois avec le pays des Mollahs. Au reste, ces derniers jours, les discours belliqueux à l'encontre de Téhéran se faisaient à Washington sur un ton moins suraigu. Pourtant, outre les flottes de combat déjà sur zone, le Président Trump envoyait le 24 mai un supplément de corps expéditionnaire de 1 500 hommes destinés soi-disant à protéger les unités américaines prépositionnées dans le Golfe... tout en déclarant ne pas vouloir la guerre ! *Si vis pacem para bellum*... devise prise ici au pied de la lettre, un peu trop même !

Faut-il pour autant croire ou espérer une désescalade dans la poudrière du Golfe alors que, nous l'écrivions la semaine passée, la guerre ne démarre pas forcément parce qu'elle serait inéluctable, mais bel et bien parce que l'on a décidé de la faire ? Dans un tel cas de figure, les États-Unis ne peuvent absolument pas se passer de l'Europe comme base arrière et pourvoyeuse de troupes supplétives... et encore moins de la France, seule puissance nucléaire de l'Union (le Royaume-Uni n'étant que le dépositaire de vecteurs balistiques *made in America*) et unique nation européenne disposant d'une robuste force de projection. Or dans le pire des cas, il est loisible d'imaginer, compte

tenu de ces données, que tout, tout sera fait par Washington pour entraîner *volens nolens* ses "alliés" — quelles que soient leur réticences — dans un affrontement dévastateur avec la République islamique d'Iran.

## L'AMÉRIQUE VEUT MAINTENIR L'UNION EUROPÉENNE SOUS SON ÉTROITE TUTELLE

Le 18 avril dernier, un vote du Parlement européen de Strasbourg créait un Fonds Européen de la Défense de 13 milliards d'euros afin de doter l'Union européenne d'une relative autonomie, en particulier dans le domaine de la recherche industrielle et scientifique relative à la sécurité collective. Une volonté d'indépendance stratégique qui inquiète évidemment Washington, les 27 étant accusés de « *mettre en péril des décennies de partenariat transatlantique en matière de production d'armes et de coopération militaire* ». Soit, traduit en langage courant, de mettre en péril l'existence même des prérogatives et privilèges de l'OTAN... allant jusqu'à menacer à demi-mots les Européens de « *représailles* » s'ils devaient poursuivre la construction d'un force opérationnelle indépendante. En gros et en clair, les Américains veulent garder la mainmise sur la défense européenne, laquelle leur assure, à travers un vaste marché captif, un quasi-monopole de vente sur certains armements et équipements... Une dépendance matérielle qui assujettit les Européens et les soumet à une étroite tutelle politique et militaire. Ajoutons que dans un contexte de guerre commerciale chaude — non seulement contre la Chine, mais également avec l'Union<sup>(2)</sup> — le fossé s'accroît désormais également entre les deux rives de l'Atlantique, mais cela n'est sans doute pas le plus important.

Dans ce contexte d'éloignement tendanciel de l'Europe et de Brexit rampant (s'il sort de l'Europe, le Royaume-Uni, gardien vigilant des intérêts américains au sein de l'Union, ne sera plus là pour mettre son veto à toute velléité de timide souverainisme européen... et singulièrement dans le secteur de la Défense), la hantise du Département d'État est de voir se renouveler aujourd'hui (alors que la montée des tensions s'accélère au Proche-Orient) la pénible situation — punissable en outre au moyen de vicieux coups bas commerciaux — de 2003 quand la France, l'Allemagne et le Canada (on passe toujours ce dernier sous silence) avaient refusé de participer à la guerre d'agression contre l'Irak... lancée en parfaite transgression de la légalité internationale ! On sait également qu'en cas de conflit avec l'Iran, la fermeture du détroit d'Ormuz pourrait constituer un authentique *casus belli* impliquant l'engagement de l'Otan<sup>(3)</sup>... c'est-à-dire de la totalité de

l'Europe dont les États sont tenus (pour ceux qui l'ont ratifiée) par l'article V de la Charte atlantique, laquelle fait obligation à tous les membres de l'Organisation de la suivre, le cas échéant, dans sa course à l'abîme.

## LA GUERRE DU GOLFE NUMÉRO TROIS. JEUX ET ENJEUX

On peut comprendre qu'au regard de l'importance des enjeux géoénergétiques, géostratégiques, eschatologiques<sup>(4)</sup> liés à une guerre contre l'Iran, l'on puisse recourir à tous les moyens, même les plus radicaux, utiles entre autres à faire rentrer Paris dans le rang, c'est-à-dire à s'aligner sans barguigner sur l'axe de la guerre et à s'y maintenir en dépit de la pusillanimité d'un président français qui, "Rome" étant en flammes, se rendit ce 15 avril 2019 sur les lieux du drame, bras dessus, bras dessous avec un Premier ministre indécemment rigolard.

Pour mémoire, déjà en 2017, Macron s'était imprudemment écarté de la ligne rouge tracée par Washington dans les Affaires du Levant... La ligne mortelle (*dead line*) de démarcation était alors relative au changement de régime en Syrie, Macron ne faisant plus du renversement du président Assad un préalable obligé, cela au grand dam des tenants de la doctrine du « *regime change* », c'est-à-dire du renversement de tous les systèmes nationalistes et d'autorité faisant obstacle à la diffusion de l'idéologie fusionnelle libertaire, précurseur ou support de la démocratie anarcho-libérale<sup>(5)</sup>. Un an après des confidences intempestives relatives au sort réservé au président syrien (lequel n'a bien entendu aucune envie de voir

4. Cent à deux cents millions d'évangélistes et de judéo-chrétiens à travers le monde, notamment en Amérique, pensent que le conflit ultime, celui de la fin des temps, permettra au peuple juif de se rassembler sur le sol d'Israël, ce qui déclenchera le retour pour les uns ou la venue pour les autres du Messie.

5. Notons que pour que tout soit permis et toutes les déviances autorisées voire encouragées, il devient nécessaire d'exercer une féroce police de la pensée et une répression impitoyable de tout comportement ou argumentaire pouvant remettre en question le nouvel ordre établi et son intransigeante morale. La liberté des uns est l'enfermement des autres, mais désormais dans une logique de l'inversion ou du renversement de l'ordre moral antérieur.



s'achever sa carrière au bout d'une corde comme Saddam Hussein ou lapidé comme Mouammar Kadhafi), en juillet 2018, éclatait l'affaire Benalla par laquelle ses commanditaires mondialistes le clouaient au pilori de la mauvaise gouvernance... par le truchement de leur journal officiel *Le Monde*.

Il est, dans ce dossier, assez difficile de supposer qu'un tel lâcher d'infos ou que ce type de déballage de la part des faiseurs de rois du quotidien vespéral, ait été le fruit d'une cascade de maladroites, d'un simple hasard et n'ait pas été une opération politique mûrement réfléchie décidée très haut quelque part du côté des oligarchies régnantes. Cette *piqûre de rappel* a pu — à juste titre — sembler destinée à maintenir le *bonhomme* dans le droit chemin euratlantiste... Mais aujourd'hui, dans une conjoncture autrement cruciale, ce type de désagrément devenait très insuffisant dans la perspective d'un conflit ouvert avec l'Iran annoncé et préparé depuis près de deux décennies.

Au final, si Macron accepte sans barguigner le rôle qui lui est assigné, celui d'élève docile dans la classe de l'Oncle Sam, il se trouvera généreusement gratifié — par les bonnes fées Coïncidence, Isochronie et Fortuitude, penchées sur sa molle couche d'enfant gâté — d'un merveilleux hochet susceptible d'inscrire son nom au Panthéon de la France reconnaissante par la reconstruction de Notre-Dame de Paris... L'un de ces « Grands travaux » à la mesure du gros Ego de notre petit marquis élyséen. Un chantier prestigieux qui plus est adossé au projet du *futurama* touristique des « Deux Îles ». Trump aura quant à lui, « sa guerre », un épisode inévitable autant que prérequis, marquant en Amérique la grandeur de toute présidence démo-républicaine. Barack Obama ne dérogea pas à la règle, mais plus finaud, il

## AIDEZ-NOUS ! AIDEZ RIVAROL !

**POUR FAIRE FACE AUX PERSÉCUTIONS  
(nous faisons face à quatre procédures judiciaires !), FAITES UN DON, ABONNEZ-VOUS  
OU COTISEZ AUX AMIS DE RIVAROL, LE PRO-  
CHAIN POT AURA LIEU LE 15 JUIN 2019 !**

**Cotisation simple 2019 : 20 euros**  
**Adhésion donateur 2019 : 40 euros**  
**Adhésion bienfaiteur 2019 :  
à partir de 100 euros**  
**Adhésion pour personnes  
en difficulté 2019 : 10 euros**

— On peut nous aider en faisant un don par Paypal sur la page accueil de notre site [www.rivarol.com](http://www.rivarol.com) (il n'est pas nécessaire d'avoir un compte Paypal, on peut régler par carte bancaire).

— Les virements doivent être faits sur notre compte bancaire à la Banque postale : IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048. BIC : PSSTFR PPPAR.

— Les chèques doivent être adressés à l'ordre des Amis de RIVAROL ou des Editions des Tuileries (Editions des Tuileries, 19 avenue d'Italie, 75013 Paris).

On peut aussi nous aider en prenant des abonnements de soutien, de propagande ou à vie au journal, des abonnements de deux ans ou en abonnant des amis ou de la famille, ou en s'abonnant à notre revue mensuelle *Ecrits de Paris*.

1. Cf. « Le rouleau d'Esther », vingt et unième livre de l'Ancien Testament. Selon le récit biblique, Esther, épouse du roi de Perse, persuade ce dernier de faire pendre le grand vizir Haman, qui voulait la destruction du peuple hébreu, ainsi que tous ses fils. Ces exécutions sont à l'origine de la fête annuelle de Pourim.

2. Après la guerre de l'aluminium et de l'acier (mai 2018), la Maison-Blanche menace depuis début avril l'UE de mesures de rétorsion d'ici l'été si elle ne met pas fin aux aides de la Commission à Airbus Industrie. Selon le président Trump : « *L'Organisation mondiale du commerce indique que les subventions de l'Union à Airbus pénalisent les États-Unis à hauteur de 11 milliards de dollars (9,7 milliards d'euros) d'échanges commerciaux chaque année* ».

3. La fermeture du détroit d'Ormuz est impensable. Or la tension sur zone monte de jour en jour : quatre pétroliers séoudiens ont été la cible d'opérations de sabotage dans le port émirati de Fujairah et des drones ont survolé des stations de pompes de pétrole en Arabie. Les rebelles houthis du Yémen, soutenus par Téhéran, ont revendiqué l'attaque. De son côté l'Iran a déployé ses missiles balistiques et de croisière, le grand ayatollah Ali Khamenei a appelé le Corps des gardiens de la révolution et l'Armée à être prêts à répondre aux scénarii du pire. Les États-Unis ont annoncé un nouveau déploiement de missiles antiaériens Patriot et ont prépositionné des bombardiers B-52 au Qatar. Le département d'État vient d'autoriser la vente de 60 systèmes de missiles Patriot Advanced Capability 3 (PAC-3) et de 100 missiles Patriot Guidance Enhanced-Tactical (GEM-T) aux Émirats pour un montant de deux milliards de dollars. La guerre est toujours quelque part une bonne affaire !

conduisit sa guerre contre la Jamahiriya libyenne par le truchement des Français, des Anglais et des Italiens et pour le reste arrosa une partie du monde (Somalie, Zones tribales du Pakistan) avec les missiles de ses drones tueurs...

## DÉPLORABLES ERREURS D'APPRECIATION

Alors que ces jours-ci convergeaient vers le Golfe les éléments d'une puissance de feu inégalée, les déclarations se multipliaient à Washington et à Tokyo (où Donald Trump était en visite d'État) pour dire que l'Amérique ne veut pas la guerre et qu'il ne s'agit pour l'heure que d'un dispositif "défensif" (mais quel dispositif<sup>(6)</sup> !) et que l'Administration américaine serait disposée au dialogue. « Une démarche dissuasive » comme tentait aussi (le 13 mai) de nous en persuader le quotidien israélien Yediot Aharonot<sup>(7)</sup>. Pourtant, au-delà d'enjeux énergétiques (l'Iran menacerait-il de fermer le détroit d'Ormuz s'il n'était lui-même menacé par un blocus pétrolier qui lui ferme toutes les portes à l'exportation ?) très concrets (à vrai dire, surtout des prétextes ou des rideaux de fumées), se trouvent des buts plus éloignés et d'une autre importance. Et parmi les objectifs poursuivis à long terme par le Département d'État, pensons par exemple au projet de confinement — dans une logique de guerre froide — de la Chine au sein de l'espace continental eurasiatique afin de limiter sa liberté de mouvement et d'expansion via les nouvelles Routes de la soie ! Une dimension qui échappe complètement à ceux qui se polarisent sur des défaillances dans l'analyse stratégique ou encore de supposés mauvais choix et erreurs d'appréciation quant à la résilience de l'adversaire (iranien) ou encore à propos de sa capacité à porter des coups sévères à une coalition arabo-américaine dans le cadre d'une éventuelle nouvelle guerre du Golfe. Certes les missiles des Paskarans (Gardiens de la Révolution) font peser une menace tangible sur les bases séoudiennes, émiraties et sur les flottes de combat croisant dans les eaux faisant face aux côtes iraniennes.

Certains prédisent en effet, à l'instar du journaliste anglais (de gauche) Patrick Cockburn, que la guerre annoncée ne peut être pour les États-Unis qu'un cuisant fiasco parce que « depuis la révolution iranienne de 1979, il faudrait faire le point des crises et des guerres au cours desquelles les États-Unis et leurs alliés ont fatalement sous-estimé la motivation religieuse de leurs adversaires. Cela signifie qu'ils sont sortis perdants ou ont tout simplement échoué à s'imposer dans des conflits où le rapport de forces leur semblait pourtant très favorable »<sup>(8)</sup>. À ceci près que la "faiblesse" des Américains — d'ailleurs doit-on parler de faiblesse là où il y a un comportement délibéré, calculé ? — ne procède pas d'une carence en expertise car pendant des décennies les jeunes gens de l'USAID<sup>(9)</sup> ont sillonné les zones chaudes de la planète, apprenant les mœurs, les coutumes et les langues des peuples non encore totalement tombés dans l'escarcelle impériale (dont évidemment le farsi). Mais

6. Selon le Pentagone, les États-Unis disposeraient actuellement de quelque 70 000 soldats dans la zone couverte par le Centcom (dont 14 000 en Afghanistan, 5 000 en Irak, et environ 2 000 en Syrie). Le 5 mai le porte-avions américain USS Abraham Lincoln, le navire de guerre USS Arlington, une force de bombardiers B-52, ainsi que des systèmes de missiles Patriot arrivaient sur zone. Le 24 mai ce sont 1 500 personnels supplémentaires de renfort qui auront été acheminés.

7. « Les dernières nouvelles », ce quotidien israélien est publié depuis 1939 à Tel-Aviv, alors sous mandat britannique.

8. Patrick Cockburn, *The Independent* — Londres, 17 mai 2019.

9. « L'Agence des États-Unis pour le développement international » est née en 1961, elle est dotée d'un budget de 27,2 milliards de dollars, (réputée indépendante vis-à-vis du gouvernement américain tout en œuvrant sous la supervision de la présidence, du Département d'État et du Conseil de sécurité nationale !), elle est en charge du développement économique et de l'assistance humanitaire dans le monde.

gageons qu'à l'évidence l'information ne remonte pas — ou si peu — jusqu'aux centres décisionnaires qui refusent d'ailleurs d'en tenir compte... comme dans le cas des rapports circonstanciés du Bureau fédéral d'enquête (FBI) relatifs à la préparation des attentats de Manhattan du 11 septembre 2001.

Derrière cette erreur de jugement (de nature métapolitique) de la part de journalistes aguerris et d'universitaires renommés, se trouve toujours la tendance à penser le monde sur un mode étroitement rationnel, autrement dit avec un nombre de paramètres trop restreint et de faible pertinence. Aussi faut-il bien voir que les décombres et le chaos social, politique et confessionnel que laisse l'Amérique derrière elle (près de chez nous, au cœur de la dive Europe, n'oublions pas le Kosovo), là où le char de la démocratie est passé, relève plus du franc succès que de l'échec consommé, à condition toutefois de considérer la chose sous l'angle du Nouvel Ordre International, celui-ci ne progressant que sur la dislocation des nations. On voit singulièrement ce paradigme à l'œuvre en économie où le postulat de la rationalité des acteurs conduit à des raisonnements et à des prises de décision erronées... L'erreur majeure consistant à prendre ses désirs pour des réalités en négligeant les forces architectoniques au travail sous la surface visible des événements.

Le raisonnement de Patrick Cockburn n'en est pas moins intéressant et mérite toute notre attention pour éviter quelques écueils dans l'analyse géopolitique : « Au moins à quatre reprises [les Américains se sont fourvoyés]... au Liban après l'invasion israélienne de 1982, avec l'explosion un an plus tard [23 octobre 1983] de la caserne de la marine américaine à Beyrouth, au cours de laquelle 241 militaires américains ont été tués [simultanément 58 personnels français, parachutistes de



L'infamale continuité du projet judéo-protestant d'annihilation de l'Iran

la force multinationale, meurent dans l'attentat dirigé contre l'immeuble Drakkar] ; durant huit années de guerre entre l'Iran et l'Irak, de 1980 à 1988, les États occidentaux et sunnites de la région ont appuyé Saddam Hussein, avant de se retrouver dans une impasse. Puis, après 2003, la tentative américano-britannique de transformer l'Irak d'après Saddam en un bastion anti-iranien a échoué de façon spectaculaire. De même, après 2011, des pays tels que l'Arabie séoudite, le Qatar et la Turquie [soutenus par les États-Unis] ont tenté en vain de se débarrasser de Bachar al-Assad et de son régime en Syrie — le seul État arabe fermement ancré dans le camp iranien. Aujourd'hui, le même processus est en cours et risque d'échouer pour les mêmes raisons qu'auparavant : les États-Unis et leurs alliés locaux lutteront non seulement contre l'Iran, mais également contre des communautés chiïtes dans leur intégralité dans différents pays, principalement dans la partie nord de la région allant de l'Afghanistan à la Méditerranée ».

## ENTRE RATIONALITÉ ET IRRATIONALITÉ

Bref, tous ces raisonnements en cours seraient donc bels et bons si la dimension géopolitique était trivialement "rationnelle". La théorie probabiliste dite des jeux fait une large place au facteur humain, à ses passions, ses peurs et ses haines, ses changements d'humeur et de cap par essence et par avance difficiles à anticiper avec certitude. Le Pentagone calcule des risques, des coûts, des

moyens, des pertes, il détermine des cibles, escompte des résultats, mais le déroulement des événements lui échappe, de même que la décision ultime... Textuellement Trump voudrait que l'Iran vienne à résipiscence sans coup férir, « que l'Iran rampe jusqu'à lui pour négocier une forme de capitulation », selon les propos d'un diplomate européen que rapporte le 19 mai — avec gourmandise — le *Journal du Dimanche*. Au reste, même en faisant la part du bluff, l'on sait qu'il sera impossible de menacer indéfiniment et que, tôt ou tard, il faudra passer aux actes... Alors, sommes-nous parvenus au pied du mur ? Face à l'inconnu, en l'occurrence la part de risques non maîtrisés inhérente à une guerre régionale pouvant dégénérer en conflit nucléaire et, à partir de là, se propager à l'échelle mondiale ! Parce que la crise actuelle se développe dans une région gravement malade depuis soixante-dix ans et que, de crise en crise, les convulsions qui la secouent vont crescendo et s'accompagnent d'un inquiétant accroissement des tensions Est/Ouest... Tensions singulièrement palpables dans la crise syrienne, particulièrement ces jours-ci avec l'offensive russo-syrienne contre la poche djihadiste d'Idlib tenue par Hayat Tahrir Al-Cham, une branche d'Al-Qaïda...

En résumé, si l'on fait la part des passions dévorantes (et inavouées la plupart du temps) qui sous-tendent et animent les décisions de certains grands dirigeants planétaires, la guerre devrait normalement survenir de façon entièrement fortuite à l'occasion d'un incident de frontières comme il s'en est produit un le 13 mai avec les attaques dirigées en pleine mer contre deux pétroliers séoudiens, action faisant suite au sabotage de quatre navires commerciaux de diverses nationalités (dont un norvégien), au large du port émirien de Fujairah. Tout cela parce que *l'Iran doit être détruit*, parce qu'il s'agit d'une « théocratie nationaliste » vouée à rentrer dans le rang du Marché mondial unifié. Ce n'est pas l'Islam en soi qui est visé, mais l'État-Nation, modèle et concept auxquels la démocratie universelle, participative et décentralisée, a déclaré une lutte sans merci depuis 1945. La Nation est accusée de tous les maux, à commencer par le premier d'entre eux, la Guerre... Ce qui serait au demeurant plutôt l'apanage des démocraties, la Grande Amérique donnant le bon exemple avec quelque cent soixante guerres extérieures précédant 1940, guerres pour la plupart d'ingérence, d'annexion ou d'expansion<sup>(10)</sup> ! Pour aggraver le cas iranien, soulignons le caractère national-islamique (voire mystique) de l'Iran révolutionnaire. Ce pourquoi, nonobstant les procès d'intention relatifs à son programme nucléaire (blanchi par l'AIEA<sup>(11)</sup>), il est impérial de faire rentrer l'Iran — son arrogant indépendance n'ayant que trop duré — dans le rang des démocraties libérales, c'est-à-dire d'exiger que Téhéran rejoigne définitivement le Marché unique au sein du Système-monde.

## L'ULTIMA RATIO

La décision ultime ne sera donc pas technique (calcul rationnel) mais "politique" ! Il n'en demeure pas moins que la guerre n'est pas encore tout à fait inévitable : Curtis LeMay, l'homme de l'incendie de Tokyo, d'Hiroshima et de Nagasaki, n'est ainsi jamais parvenu à lancer la guerre nucléaire préventive contre l'Union soviétique qu'il

10. Le 14 juillet 2012, la Secrétaire d'État Hillary Clinton, très sûre d'elle-même, faisait observer au ministre égyptien des Affaires étrangères qu'au cours de ces « 236 années d'existence les États-Unis [avaient] partout défendu la démocratie ».

11. Chargée de vérifier sur le terrain l'application par l'Iran de l'accord de 2015 signé à Vienne, l'AIEA a toujours attesté le bon respect de ses engagements par Téhéran qui de sorte limite ses réserves d'eau lourde à 130 tonnes, celles d'uranium enrichi (UF6) à 300 kg tout en renonçant à enrichir de l'uranium à plus de 3,67 %. [https://www.lepoint.fr/monde/accord-sur-le-nucleaire-l-iran-decide-de-suspendre-certains-de-ses-engagements-08-05-2019-2311307\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/accord-sur-le-nucleaire-l-iran-decide-de-suspendre-certains-de-ses-engagements-08-05-2019-2311307_24.php)



De Donald Trump ou John Bolton... qui l'emportera ?

désirait ardemment... même si ce sont les plus acharnés, c'est-à-dire les plus durs, qui finissent généralement par l'emporter... Fin renard, Donald Trump songerait néanmoins à limoger son chef du Conseil national de sécurité, John Bolton, faucon parmi les faucons. Toutefois celui-ci ne fait — au fond — que prolonger ou reprendre les propos tenus en des milliers de circonstances, à l'instar de ceux, en mars 2012, de Jacques Kupfer, co-président du Likoud mondial (le parti du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu) et membre de l'exécutif de l'Organisation sioniste mondiale, qui entendait vitrifier l'Iran... pour la bonne raison qu'il ne croit pas aux solutions négociées ni même au bombardement conventionnel sur les infrastructures nucléaires iraniennes (un expédient qui ne serait « en rien la solution définitive »). Ce pourquoi il proposait judicieusement — en contrepartie — un usage non restrictif de l'arme atomique : « vitrifier l'Iran serait dans la lignée de la destruction justifiée de Hambourg et Dresde aux mains des nazis, de la destruction d'Hiroshima et Nagasaki aux mains des alliés japonais du Reich » !

Un discours qui n'a pas varié d'un iota et c'est bien cette extraordinaire continuité de la pensée et de la volonté qui constitue certainement l'un des plus sûrs indicateurs quant aux risques encourus par les peuples voisins du champ de bataille de l'Armageddon qu'Israël voudrait bien voir l'Amérique et l'Europe déclencher à sa place... parce que « l'Iran est certainement le péril le plus menaçant. Sa volonté désormais avérée, même pour les sceptiques, d'acquiescer le nucléaire militaire, impose à Israël et à ce qui reste éventuellement du monde civilisé, une action défensive et préventive... entre l'Occident et le bloc soviétique, l'équilibre créé par des armes de destruction massive était dissuasif pour les deux parties. Cette logique n'est pas applicable pour un pays musulman où n'existe aucune rationalité et où l'esprit d'analyse est embué par une religion-idéologie de conquête et de guerre... Une fois disparu le rempart que représentait Israël pour la défense d'un Occident émasculé et inconscient, l'invasion de l'Islam pourra régler le sort de l'Europe anciennement judéo-chrétienne ».

Discours qui oppose le camp des civilisés à la barbarie, notons que nul à l'époque ne s'est risqué à répondre à M. Kupfer ou bien à nuancer ses analyses à l'emporte-pièce. Au pays de Descartes, l'examen critique du monde qui nous entoure ne fait désormais plus partie des programmes de ce joyau hexagonal qu'est, à n'en pas douter, l'Éducation nationale, pas plus que les politiques invités à commenter au cours de la soirée du dimanche 26 mai les résultats des élections au Parlement européen, n'ont jugé bon (y ont-ils d'ailleurs même songé ?) d'évoquer d'un mot les risques et périls qui entourent et menacent la sublime démocratie européenne. Sans doute eût-ce été trop leur demander.

Léon CAMUS.

## Chard sur la toile

Allez donc vous délecter des caricatures de Chard auxquelles un de ses admirateurs, fervent lecteur de RIVAROL, a consacré un site, très fréquenté :

<<http://dessinsdechard.free.fr>>

## DROIT AUX LETTRES

● De Jean-Pierre PAPADACCI, chargé de mission de l'ADIMAD-MRAF, qui nous prie d'insérer son droit de réponse à la lettre de Louis de Condé, publiée dans le courrier des lecteurs du numéro 3378 du 22 mai 2019 :

### DROIT DE RÉPONSE

Le 13 mai 2018, suite à la démission de l'ex-président Régis Guillem, six adhérents qui n'avaient jamais assumé, auparavant, aucune fonction dans notre association, ont été élus membres du conseil d'administration. Dès le 2 juillet 2018, ils ont contesté la gestion du nouveau Président Jean-Paul Le Perlier. Fait sans précédent dans l'histoire de l'ADIMAD, ils ont eu recours à des méthodes étrangères à l'esprit de concorde et de camaraderie qui avait toujours régné au sein de l'association : déballeage public de nos affaires internes, attaques calomnieuses et injurieuses, appel à la démission du président par voies d'huissier, délation auprès des autorités de la V<sup>e</sup> république, menaces de recours en justice, destitution illégale du président en exercice et auto-proclamation d'un nouveau bureau. Ces agissements ont entraîné leur convocation par notre commission de contrôle. Devant leur refus de se présenter et de s'expliquer, la commission a prononcé pour fautes graves et multiples, l'EXCLUSION de CONDE Louis et de ses cinq complices, membres déloyaux du conseil d'administration.

Cette sanction a été entérinée par le vote des adhérents réunis en assemblée générale le 12 mai 2019 à Marignane. Résultats du vote, effectué en présence d'un huissier de justice : vote à main levée, pour l'exclusion : 25 voix. Abstentions : 3 voix. Contre l'exclusion : 0. Résultat général (vote et procurations) : Pour l'exclusion 232. Abstentions : 3 voix. Bulletins nuls : 6 votes par procurations. Contre : 0. Ce résultat, qui prouve le soutien au bureau historique, se passe de commentaires. Nous reconnaissons que Condé fut le seul des six contestataires à avoir eu le courage de se présenter devant ses compagnons de combat et devant le président Le Perlier qu'il avait auparavant prétendument destitué. Nous regrettons qu'il s'obstine dans une conduite que chacun jugera, et qui porte préjudice à l'ADIMAD-MRAF et à la cause qu'il a servie autrefois. L'ADIMAD-MRAF, quant à elle, continuera, dans le calme et la sérénité, le combat pour la mémoire de la Résistance Algérienne Française.

[La controverse s'arrêtera là dans les colonnes de RIVAROL. Sinon, chaque partie se répondant et contre-attaquant à l'infini, on n'en verra jamais le bout. Nous regrettons vivement ces navrantes querelles de personnes entre militants valeureux partageant un même idéal, militants dévoués pour lesquels nous avons tous de l'estime et de l'amitié.

Seule doit compter la cause noble qui nous unit : la défense de la mémoire de l'Algérie française et des hommes et héros qui se sont sacrifiés pour elle.

### ERRATUM

Dans mes articles sur les élections provinciales de Nouvelle-Calédonie (RIV. du 20 mai 2019), un certain nombre de fautes, d'erreurs et de coquilles ont échappé à mon attention. Je voudrais au moins rectifier la plus grosse qui se trouve au début de l'avant-dernier paragraphe du second et enlève tout sens au texte. C'est en effet ce qui est écrit dans le paragraphe suivant qui est exact. Il fallait lire : « Au total ces deux territoires, peuplés essentiellement de Kanaks, avec 25 % des habitants possèdent 22 ( et non 32) élus et le Sud avec 75 % n'en a droit qu'à 32 ( lieu de 40) »

Les lecteurs de RIVAROL qui sont particulièrement avisés auront sûrement corrigé d'eux-mêmes.

René BLANC.

## Le petit coin du talmudiste (CXII)

### Mouslim, le rapporteur sans pudeur

Mouslim a rapporté autant de hadiths que Boukhârî mais il y a une différence de ton, dirons-nous, entre les deux. Beaucoup plus inspiré par Abou Hurayra (qui reste douteux) que Boukhârî, il est beaucoup plus trivial. De son vrai nom Moslim Ibn Al-Hajjaj Al-Qochayri, né et mort en Iran au 9<sup>e</sup> siècle, il fut l'élève d'Ibn Hanbal et de Boukhârî sans qu'on puisse le rattacher à l'école hanbalite.

Son Sahîh est structuré en 54 livres et est considéré comme le meilleur recueil de hadiths après Boukhârî. Je possède une édition libanaise abrégée qui contient l'essentiel de son œuvre (50 %), donc les hadiths principaux. L'intégrale est publiée chez l'éditeur Al-hadith.

Je l'ai déjà cité maintes fois à l'occasion des chroniques sur An-Nawawi qui fut son principal commentateur au 13<sup>e</sup> siècle.

Je voudrais vous citer des hadiths moins connus qui témoignent d'une approche très pragmatique voire triviale de la religion, comme c'est souvent aussi le cas dans le Talmud.

Je ne vous donnerai que quelques exemples les plus significatifs. Et parfois les plus choquants quand ils ne sont pas grotesques.

Dans le livre 2 (la propreté) : « Chacun de vous ne doit ni tenir son sexe par la main droite en urinant ni nettoyer son fondement par la droite en allant à la selle ni respirer dans le vase » (hadith n° 261). Tout comme dans le Talmud on est parfois au ras des pâquerettes.

Dans le livre 3 (les menstrues) : « Le Messager d'Allah faisait l'accouplement avec ses femmes pendant leur période de menstrues à travers leur voile » (hadith n° 290). En revanche, c'est le contrepied total du Talmud. Mais c'est contraire à Coran II-222 ainsi que le rappelle le hadith numéro 300 de Mouslim. Alors ?

Je ne vous citerai pas le hadith n° 315 dans lequel le Prophète détermine le sexe d'un en-

fant selon que la semence de l'homme l'emporte ou non sur l'humeur de la femme en précisant toutefois qu'il tenait cette science d'Allah lui-même.

« Celui qui vient de manger de l'ail ou du poireau ne doit pas s'approcher d'une mosquée car les Anges sont lésés par tout ce qui fait du mal aux gens » (hadith n° 589 dans le livre 5 des Mosquées).

« L'exemple du croyant qui récite le Coran est l'exemple du cédrat, délicieux de goût et d'odeur ; l'exemple du croyant qui ne récite pas le Coran est celui des dattes douces de goût mais sans odeur ; l'exemple du mécréant qui récite le Coran (qui peut-ce être ?) est celui du myrte à la bonne odeur mais amer de goût ; l'exemple du mécréant qui ne récite pas le Coran (donc le non-musulman), est celui de la coloquinte qui, amer de goût, n'a pas d'odeur » (hadith n° 839 dans le livre 6 de la prière du voyageur). Métaphore tout à fait talmudique. À noter que le traducteur en bas de page a cru bon de préciser que le cédrat s'apparente à la pastèque alors que c'est un agrume.

« La richesse n'est pas celle des biens mais celle de l'âme » (hadith n° 1126 dans le livre 12 sur l'aumône). Inspiration évangélique évidente.

Le hadith 1164 du livre 13 sur le jeûne nous rapporte que le Prophète a désiré s'accoupler (le jour, car la nuit cela est permis) avec Aïcha le 29<sup>e</sup> jour du mois du ramadan. Devant sa surprise il lui fit remarquer que ce mois avait 29 jours. Ce devait donc être février et le Prophète devait être impatient...

C'est dans le hadith 1217 qu'on apprend que le Prophète a décidé le jeûne pour le jour de la sortie des juifs d'Égypte. Encore une influence...

Pendant le pèlerinage, il s'en passe de belles. « Peut-être pourrions nous entrer à Arafâ (une des stations obligées du pèlerinage, le hajj), nos sexes égouttant de la semence » et « La jouissance pendant le pè-

lerinage était particulièrement autorisée par les compagnons du Prophète » (hadiths n° 1321 et 1333).

Dans le livre 16 du mariage, il est conseillé de se marier pour pouvoir s'accoupler. Et celui qui n'a pas les moyens financiers du mariage devra donc s'abstenir de s'accoupler. Il devra donc jeûner pour affaiblir son désir tout comme la castration affaiblit les testicules (hadith n° 1533). Soulignons la poésie de ce passage.

Dans le même livre, Aïcha nous révèle ceci : « Le Messager d'Allah s'est marié à moi à ma sixième année et il a exécuté le mariage à ma neuvième année ». Mais Aïcha raconte aussi que « le Prophète s'est marié à elle âgée de sept ans, qu'elle a été conduite en nouvelle mariée, à l'âge de neuf ans chez lui portant toujours ses jouets et que le Prophète est mort en la quittant à l'âge de dix-neuf ans » (hadiths 1565 et 1566). Boukhârî (prochain article) ne dit pas autre chose. Je rappelle que la majorité sexuelle est de 3 ans dans le Talmud pour une fille.

« Le musulman n'hérite pas de l'infidèle et l'infidèle n'hérite pas du musulman » (hadith 1834). Tribalisme, quand tu nous tiens.

Dans les hadiths 1943 et 1947 avec des détails sordides, l'auteur reconnaît la lapidation en soulignant qu'elle n'est pas dans le Coran. Il a raison. Nouvelle preuve d'une marque juive dans ces écrits "hadithiques" car la lapidation est très présente dans la Torah et le traité Sanhédrin du Talmud.

Après avoir dit qu'il est interdit de changer le vin en vinaigre (hadith 2270), Mouslim nous explique que le meilleur des condiments est le vinaigre (hadith 2358). Que comprendre ?

Autre sentence très talmudique : « Le mécréant mange pour remplir sept intestins, alors que le croyant mange pour en remplir un seul » (hadith 2368 ; voir aussi Boukhârî 5397).

La condamnation des dessinateurs et des portraitistes voués à la torture du Jugement dernier est explicite dans les hadiths 2436-2437. On trouve la même chose chez Boukhârî.

« Ne commencez pas de saluer les juifs et les nasaras (les « judéo-chrétiens » qui sont

supérieurs, & des artisans, des agriculteurs acceptent de travailler 70 heures par semaine, tandis que de nombreux salariés jouissent, paisiblement ou non, de leurs 35 heures hebdomadaires et de 5 semaines ou plus de congés payés, à quoi s'ajoutent de fréquents arrêts maladie... Mais si la locomotive doit entraîner chaque année un wagon supplémentaire rempli d'envahisseurs clandestins, combien de temps encore la machine pourra-t-elle fonctionner ?

[Louis de Condé nous demande de préciser que l'hommage qu'il organise chaque année à Vichy en mémoire du général Raoul Salan aura lieu non le samedi 15 juin comme annoncé initialement mais bel et bien le samedi 22 juin. Se référer à l'agenda dans ce numéro pour tous les détails pratiques et pour l'inscription.]

### AGENDA

☞ 2 juin au Touvet (11h00). Cérémonie d'hommage à Claude Piegts, un des quatre fusillés de l'OAS, sur sa tombe, organisée par l'ADIMAD. Repas à proximité ensuite (sur inscription, 30 euros). Renseignements et inscriptions : 06-80-58-43-50.

☞ 15 juin à Paris 10<sup>e</sup> (Espace Dubail, 18 passage Dubail, de 14h à 19h). Pot annuel des Amis de RIVAROL.

☞ 22 juin à Vichy journée d'hommage au général Raoul Salan. À 10h, messe pour le repos de l'âme du Général et de son épouse, en la Chapelle du Sacré-Cœur, rue Louis Blanc à Vichy, entrée 17 rue des Pyrénées. L'office sera célébré selon le rite traditionnel. À 11h15, rassemblement devant l'entrée du cimetière de Vichy, 17 rue des Bartins. À 11h30, cérémonie devant la tombe du Général. Dépôts de gerbes et allocutions des responsables de plusieurs associations. À 12h, dépôt de gerbes et allocutions devant la tombe du Lieutenant Axel Gavaldon. À 12h30, déjeuner au restaurant la Pataterie, 2 boulevard Alsace-Lorraine, Cusset, à 500 mètres du cimetière. Le déjeuner est à 20 euros. S'inscrire avant le 8 juin. Le chèque est à faire à l'ordre de Louis de Condé et à envoyer à son adresse : Manoir du Plaix, 52 route de Saint Pourçain, 03110 Charmeil. Tél. : 04-70-32-26-38. Mobile : 06-95-58-25-30.

en réalité à l'origine de l'Islam), et une fois rencontrant l'un d'eux en route, vous devez l'obliger à s'engager dans le plus étroit des passages » (hadith 2499). Une fois encore le Talmud a frappé.

« Le plus détestable des gens pour Allah est le grand disputeur et adversaire en matière de Coran » (hadith 3066 condamnant la bida, c'est-à-dire l'innovation dans le livre 47 de la connaissance).

« Au jour du jugement dernier, Allah, Puissant et Grand, livre à tout musulman un juif et un nasrani en lui disant : c'est ta rançon contre l'Enfer » (hadith 3172). Je vous le laisse méditer.

« Le Prophète dit : si dix juifs m'avaient suivi, tous les juifs de la Terre auraient professé l'Islam pour religion » (hadith 3203). Curieux hadith qui me laisse sans voix.

« Les gens du Paradis mangent et boivent dans le Paradis sans cracher, sans uriner, sans aller à la selle et sans se moucher. Alors, à quelques-uns qui lui ont demandé : que dis-tu au sujet de leur digestion d'aliments ?, le Prophète a répondu : leur érucation et leur sueur sont du musc. Ils sont inspirés à glorifier et à louer Allah tout comme ils le sont pour respirer » (hadith 3246).

Je ne fais pas de commentaire...

« Certes vous allez combattre les juifs. Certes vous allez continuer à les combattre jusqu'à ce que le rocher dise : O, musulman, voici derrière moi un juif. Donc viens pour le tuer » (hadith 3333). L'image du rocher abritant le juif se retrouve près de dix fois aussi chez Boukhârî.

Dans son livre 52 intitulé « Les Dissensions », on trouve ce passage prophétique : « A ce moment-là (c'est-à-dire quand arrivera ad-Dajjâl, le Messie trompeur, l'Antichrist), Allah leur enverra un bon vent qui leur embaumera les aisselles avant d'emporter les âmes de tous les croyants et musulmans en abandonnant les méchants qui en butte au châtiement du Jour du Jugement dernier, se mettront à faire le coït à la manière des ânes » (hadith 3351).

Sans commentaires !

Juda LE PRINCE.

# La présence de Vincent Lambert provoque l'ire du Système !

D'AUCUNS imaginent naïvement ou font mine de penser que l'ONU aurait empêché la mise à mort de Vincent Lambert en réitérant son appel à poursuivre les soins (sa nutrition et son hydratation). Mais l'ONU, mondialiste dans sa définition, n'a pas le pouvoir qu'on lui prête. On le voit régulièrement avec toutes ses condamnations à l'encontre d'Israël qui ne servent à rien, ou plus précisément avec le veto de la France en 2003 (refusant une nouvelle vitrification de l'Irak) qui ne servit à rien. Le pouvoir mondialiste, sinon mondial, existe bel et bien mais il se trouve ailleurs. Dans l'ombre, partout. C'est le grand paradoxe de nos porteurs de lumière condamnés à nous "éclairer" à partir du trente-sixième dessous. Le mensonge, l'argent, le chantage, les menaces, l'abrutissement des masses, la manipulation sont leurs instruments. La vérité est leur cauchemar parce qu'elle les éblouit et réveille les âmes fatiguées. L'euthanasie, qui est un projet planétaire, ne prolifère que si elle se pratique discrètement. Vincent Lambert devait mourir de soif selon les maîtres du jeu. Ils n'allaient évidemment pas filmer son agonie, cela aurait été inélégant. Mais, surtout, ils ne voulaient en aucune façon que des vidéos de Vincent *pré-mortem* soient diffusées sur la toile, des vidéos montrant un Vincent Lambert, certes lourdement handicapé mais non végétalisé comme le prétendent les marchands de mort pour mieux le liquider à défaut de l'abreuver. Malgré les menaces de l'épouse de Vincent, Rachel, sa tutrice, refusant la diffusion de tout film, les parents du martyr n'ont pas eu d'autre choix que de montrer la réalité, soit la souffrance morale d'un homme qui savait qu'on allait le tuer. C'est cette vidéo le montrant vivant, écrasé par la souffrance avant même le début de sa déshydratation programmée, qui a contraint les trois magistrats de la cour d'appel à interrompre la mise à mort de Vincent Lambert. Ont-ils été bouleversés par ces images, convaincus que Vincent Lambert n'était pas un morceau de viande ? Ont-ils compris que ladite vidéo avait littéralement sorti de l'ombre Vincent Lambert et qu'un nombre croissant de Français était enfin révoltés par le sort qu'on lui avait jeté ? C'est possible.

Les juges n'ayant pas une folle envie d'apparaître comme les ultimes bourreaux d'un homme innocent et dans un coma pour le moins relatif. Malheureusement, Vincent Lambert, maltraité, abandonné du monde, affaibli par les privations et la morphine pour maquiller les effets nerveux de la soif, ne va pas mieux. Il faudrait que Vincent puisse intégrer une structure adaptée à son handicap pour qu'il puisse progresser. Il faudrait de l'audace, non celle des thanatocrates, des thanatophiles, des hyènes et des cloportes mais celle des médecins ambicieux et courageux. Pourquoi a-t-on empêché le transfert de Vincent vers un établissement adapté à son cas ? Le pouvoir l'avait-il choisi pour amorcer un processus d'institutionnalisation euthanasiaque ? Pourquoi Vincent ? Pourquoi cet acharnement contre un homme en particulier ? Vincent Lambert a-t-il été choisi parce qu'il est catholique, parce que son père était un médecin militant anti-avortement ? Ce choix pourrait en effet reposer sur une stratégie employée par le Système et désormais bien rodée. Soit fabriquer, face au projet euthanasiaque, une opposition d'apparence strictement catholique, donc apparemment communautaire et très minoritaire.

Même si les catholiques sont naturellement des opposants à la mort préméditée et préma-

turée, même s'ils sont les mieux à même de comprendre les enjeux de la légalisation de l'euthanasie, s'ils disposent d'un décodeur traditionnel leur permettant d'appréhender l'ampleur du mal, ils ne sont pas les seuls, loin de là, à s'opposer vigoureusement à l'extermination des handicapés lourds et à comprendre que le discours officiel en la matière mène tout droit à la généralisation du suicide assisté. Ils ne sont pas les seuls, disons-nous, et ne possèdent qu'une faible puissance médiatique. *La Manif pour tous*, aussi massive fût-elle, était estampillée catholique et pesa bien peu face à la télévision, à la maçonnerie et au cinquième Etat confédéré qu'est la bund homosexaliste.

Ainsi, immédiatement après l'annonce du sursis accordé à Vincent, une annonce faite par les deux avocats des parents du martyr dans un soulagement certain, une joie naturelle, celle de la vie, malgré tout, aussitôt, disons-nous, les fétides promoteurs de mort que sont les politiques et les journalistes en vue éructèrent non seulement contre la décision de Thémis mais aussi contre les deux défenseurs des Lambert, odieux coupables d'avoir montré devant les soutiens de Vincent et les reporters les signes d'une réelle satisfaction. Indignes ! Méchants ! Délinquants des sentiments ! Comment osez-vous vous réjouir de cette prolongation de vie ! Ordures patentées ! Honteux, qu'on vous dit ! On allait réussir à le tuer dans une atmosphère de tension formidable comme on aime à en créer et vous, vous souriez devant cette lueur de vie ! Voilà en substance le discours de l'élite de leur république. *Marianne* de Natacha Polony, le sosie du travelo Julia, s'offusque. La Gueuse fait une descente d'organes. Bref, s'opposer à l'exécution de Vincent Lambert (qui pleura à l'annonce de la sanction), c'est, je cite, "indigne", "impitoyable" et une attitude "d'enragés". L'inversion, encore et toujours. Faire mourir un handicapé est une action digne pour eux et le protéger est indigne. Ne pas être particulièrement favorable à l'acte abortif est indigne. Promouvoir les avortements, les multiplier ? C'est digne ! Le mystique, l'ermite ? Un asocial ! L'inverti mousseux ? Un monsieur ! Une crème ! Une perle dans la société macédoine ! Tout est inversion, tout, dans cette foire sociétale, est faux et mensonger. L'avocat du neveu Lambert, un certain Gérard Chemla, adhérent de *La république en marche* (et ancien candidat macronien aux dernières législatives), adversaire acharné de l'humoriste Dieudonné et vénérable Israélite, est lui aussi furibond. « *Le débat dans cette affaire était juste de savoir si l'avis du comité de l'ONU prévalait ou pas sur la loi française* », a-t-il affirmé. Ou l'on comprend que l'avis de l'ONU ne pesait pas lourd aux yeux de ce défenseur euthanasiaque. La mort de Vincent, il l'avait dans la poche ! C'était gagné, bon sang ! Et puis... « *Un registre totalement émotionnel* » est apparu ! « *Or en visionnant la vidéo, ils (les magistrats) ne se sont plus posés* » cette question mais « *se sont positionnés en juges de l'opportunité de l'arrêt des soins [...]* sur un registre totalement émotionnel, en dehors manifestement de leurs fonctions », a-t-il déploré, dénonçant « *une faute majeure* ». « *Cette décision est une escroquerie intellectuelle. Ils auraient dû s'interdire de regarder la vidéo.* » Ce visionnage « *n'apparaît pas dans l'arrêt* » de la cour. « *On est dans un détournement de procédure évident* », a-t-il encore affirmé. « *Cela montre à quel point on est dans l'aberration judiciaire* », osa-t-il

encore. Une aberration quand quelques hommes face à leurs responsabilités hésitent à supprimer un homme ? Lisons la suite de sa plaidoirie funèbre : désormais, « *nous sommes nécessairement dans un temps long : au mieux cela va s'éclaircir dans les deux, trois mois qui viennent, au pire cela peut durer davantage* ». Pour lui, les choses s'éclairciront quand une nouvelle date de mise à mort sera cochée sur son calendrier satanique. En attendant, le prolongement de cette vie lui semble insupportable : « *Au pire, cela peut durer davantage* », déclare-t-il sincèrement. Il faut le noter, il faudra toujours s'en souvenir. L'avocat du diable est impatient.

## UN CŒUR QUI BAT

Parmi les commentateurs indignés par le toujours vivant Vincent Lambert qui fascinent la jeune génération libérale qui se croit forte d'un QI exceptionnelle et qui s'imaginent sexy dans ses codes, on trouve l'affreux Laurent Alexandre, l'ami intime du grand rabbin de France, ce soleil de la République. On savait l'auto-proclamé pape du transhumanisme un petit peu bancal dans sa tête, mais on ignorait à quel point la haine lui servait de carburant dans la vie de tous les jours. Le lendemain de l'annonce de la suspension de la déshydratation de Vincent Lambert, l'escogriffe a déversé un torrent de bile sur Twitter. Lui, le défenseur d'un antichristianisme radical, le grand contempteur de l'homophobie, l'amoral illustré se lâcha, aigri, amer, si déçu par la présence de cette vie qu'il vomit : « *Vincent Lambert est un enfant adultérin qui a été reconnu très tardivement dans une famille ULTRA-intégriste et profondément homophobe. La surenchère des parents vient de la culpabilité du péché adultérin. Un père aimant aurait reconnu Vincent plus tôt.* » Par haine, le franc-maçon israélite s'emmêle les pinceaux. Après avoir reproché l'intégrisme radical des malheureux parents (dont nous ne saurions sonder ni le cœur ni les reins), il s'interroge sur la sincérité de cet intégrisme espérant décevoir les soutiens de Vincent Lambert (où l'on voit que ce sinistre individu ne comprend rien à rien) : « *Vues les révélations de Sudouest sur les parents de Vincent Lambert... les catholiques intégristes vont se mordre les doigts de les soutenir. Ils sont TOUT sauf de bons CHRÉTIENS. Ne pas reconnaître un enfant adultérin, des PARENTS AIMANTS ne le feraient pas.* » Nous n'allons pas dresser la liste de tous les zozos issus du personnel politique du progressisme obligatoire qui ont pleuré de fureur en apprenant que Vincent était encore en vie. Ils sont si nombreux et si bavards... Mais il faut les comprendre, les pauvres. Ils n'avaient pas encore reçu sur un plateau d'argent la tête de Jean le Baptiste. *Crise de haine ! Colère noire ! Vengeance ! Nous voulons sa tête, nous avons trop attendu, vous nous prenez pour des tyrans de pacotille ou quoi ? !* Même l'illustre médiocre, ce Premier ministre, absurde bilboquet, majesté des bidets, Edouard Philippe ou Philippe Edouard, ça ne change rien, a cru bon de faire savoir à un parterre de journalistes abrutis qu'il était choqué par la fin de cet épisode qu'il espérait certainement davantage ludique.

Finalement, dans cet univers lugubre, les voix dissonantes étaient rares. Quelques perce-neige redonnant espoir à ceux attendant inlassablement le printemps des âmes, une renaissance. Et cette divine surprise, femme gracile à la voix si douce née toute entière de son baptême, petite flamme vacillante, qui ne danse pas mais qui vibre et qui ne s'éteint jamais. Elle vient de loin, de si loin. Véronique, Véronique Lévy, la petite sœur d'un frère qui ressemble à son antithèse. Et peut-être sert-il à cela dans l'histoire. Véronique Lévy qui, chaque jour, réagit contre

l'armée des ombres et contre ces robots qui remplissent les espaces délaissés par le sacré. Véronique ne possède pas le zèle de la convertie, elle possède tout simplement la force de la foi, car plus le temps l'éloigne du jour de sa naissance plus elle est ardente, plus elle discerne là où il se trouve le mal, le mal et ses suppôts. Les dernières « précipitations » de l'affaire Vincent Lambert (l'affaire de tous) l'ont immédiatement mobilisée. Elle n'aura plus accès aux grands media. Elle était déjà tricarde après ses critiques acerbes contre l'entité sioniste, contre les cosmopolites, contre la synagogue de Satan, contre la politique immigrationniste. Véronique Lévy s'attaque désormais aux dignitaires de la mort "digne". C'est ainsi que le degré zéro de la compromission s'en prit au « *degré zéro de la conscience* » journalistique après la campagne ordurière orchestrée contre les défenseurs courageux de Vincent : « *Désinformation et mauvaise foi totale ! Journalistes menteurs, manipulateurs, vous étiez à la Marche blanche et vous n'avez montré que des extraits choisis servant la cause des lobbies de la mort ! Vous laissez dire que cette affaire est celle de traditionalistes catholiques... Absurde ! ! Elle concerne l'Humanité entière ! Des musulmans et des athées étaient présents mais vous les avez ignorés ! Vous osez dire que Vincent coûte cher ? Mais vous, que coûte-t-il à la France en mensonge et en désinformation ? Vous affirmez que, je cite votre propagande, "Vincent est branché et que son état est la conséquence du progrès... car sans la médecine cela ferait longtemps qu'il serait mort ?" Mensonge ! Vincent n'est branché à aucune machine ; il est nourri et hydraté par voie entérale et c'est du "nursing"... une vidéo le montre alimenté à la cuillère... C'est par économie d'amour et de soins qu'il est sous perfusion entérale. Modernité, dites-vous ? Quelle est cette modernité qui préfère donner la mort de la soif à un handicapé plutôt que de le transférer dans un centre de vie formé à sa pathologie ? Il y recevrait stimulations, tendresse et rééducation adaptées à son état de conscience altérée certes, mais ô combien sensible... Quelle est cette modernité qui se débarrasse de ses "maillons faibles" par économie et ose déguiser ce crime au nom de l'humanisme ? Honte ! Vous manipulez les Gilets jaunes et les divisez à la solde de l'industrie de mort de George Soros ! Internationale de la faucheuse au sourire humaniste. » [...] A ceux qui osent dire que dans la Bible, il n'est pas mentionné de nourrir et d'abreuver les malades jusqu'aux extrémités de la vie, je rappelle les paroles de Jésus : "Car J'avais faim, et vous ne M'avez pas donné à manger ; J'avais soif, et vous ne M'avez pas donné à boire... J'étais malade et en prison, et vous ne M'avez pas visité." Alors ils répondront, eux aussi : "Seigneur, quand T'avons-nous vu avoir faim, avoir soif, être nu, étranger, malade ou en prison, sans nous mettre à Ton service ?" Il leur répondra : "Amen, Je vous le dis : chaque fois que vous ne l'avez pas fait à l'un de ces plus petits, c'est à Moi que vous ne l'avez pas fait." Et ils s'en iront, ceux-ci au châtimement éternel, et les justes, à la vie éternelle. » Il est temps, plus que temps, de se réveiller. Il n'est jamais trop tard. Vincent Lambert, lui, en a connu d'autres... Il y a quelques années, les méchants avaient déjà essayé de le tuer, en humanistes. Vous savez comment ? En ne lui donnant pendant 31 jours d'affilés que 50 cl d'eau quotidiennement, rien de plus. Vincent ne se laissa pas mourir, et je crois bien qu'il fallait une sacrée volonté de vie pour ne pas abandonner dans cette misère et devant la noirceur de ce monde. Le juge demanda *in extremis* l'arrêt des tortures. Pourquoi réitérent-ils et réitéreront-ils ces supplices ? Pour l'exemple ? Pour inciter tous les Français épouvantés par le sort de notre frère Vincent à signer un contrat de mort autorisant je ne sais quel Kariger ou Sanchez à les saigner (avec prélèvement des bons organes qui partiront là où l'on sait) durant les premiers jours d'un coma hasardeux ? Pour l'instant on peut dire que l'opération est assez réussie.*

François-Xavier ROCHETTE.

# Victoire des nationalistes en Inde

L'INDE, sous-continent géologique de l'Asie de 3,3 millions de kilomètres carrés — soit 6 fois la France métropolitaine —, et abritant la deuxième population du monde, avec 1,3 milliard d'habitants, juste derrière la Chine — qui devrait bientôt être dépassée, vers 2030 —, se définit couramment comme la « *plus grande démocratie du monde* ». Cette définition est parfaitement exacte, car, même s'il y a régulièrement des fraudes locales, des bagarres avec des dizaines de morts, les élections législatives indiennes proposent en effet de nombreux partis concurrentiels, avec des choix réellement différents pour les électeurs. Les Chinois ne peuvent qu'applaudir le parti communiste, et les Européens savent que de la vraie gauche socialiste à la fausse droite libérale, la politique menée

sera toujours à peu près la même, pour le pire ajouterons-nous... La population indienne adhère à ce système électoral, avec une participation importante de 67 %. Elle traduit une vraie motivation, avec dans certains bureaux de vote plusieurs heures d'attente. Le scrutin est uninominal, majoritaire, à un tour, comme en Grande-Bretagne — modèle évident et inavoué —, ce qui amplifie les mouvements favorables en nombre de sièges pour le parti en tête : le mécanisme a joué à plein en faveur du vainqueur le BJP — Parti Indien du Peuple —. Il existe 84 sièges réservés pour les très basses castes et intouchables, et 47 pour les populations tribales ; mais tous les partis trouvent des candidats dans ces populations, donc cela ne change rien au final.

Ces élections ont vu une victoire historique à la Lok Saba — chambre basse — du parti nationaliste indien, le BJP, et de ses alliés, qui détiennent désormais une nette et large majorité, avec 45 % des voix et 352 sièges, soit largement la majorité absolue des sièges (sur 543). Le grand concurrent, le Parti du Congrès, a subi une défaite historique, avec 27 % des voix et 91 sièges. Les partis régionaux ont été contenus, avec 6 % des voix et 15 sièges pour leur alliance — manifestement artificielle —, et les communistes du Front de Gauche, avec 2,6 % des voix et 6 sièges, ont subi une déroute. Les périls potentiels pour l'Inde, régionalistes, sinon séparatistes, et communistes, ont donc été réduits à des scores très faibles. Certains communistes ont en outre figuré sur les listes des régionalistes. Comme d'habitude, les grands médias gauchistes internationaux avaient fait campagne contre les nationalistes, ici les nationalistes indiens, et ont donc été à la fois déçus et surpris du résultat. Mais cette victoire du BJP et de son chef est-elle vraiment si étonnante ?

## LES CONDITIONS DU VOTE EN INDE

Les électeurs indiens sont allés voter, par centaines de millions, autour de 600. Il a fallu mettre en place une logistique impressionnante, avec des votes étalés pour des raisons pratiques sur plusieurs semaines, du 11 avril au 19 mai 2019. Le dépouillement a eu lieu en même temps, partout, le 23 mai 2019. Il n'y a pas eu de fuites, de tricheries massives — à commencer par des bourrages d'urnes —, et il faut saluer l'exploit sur ce point. Si le parti sortant au pouvoir, le nationaliste BJP, avait été simplement soupçonné de mauvaises pratiques électorales ou postélectorales, l'opposition indienne l'aurait fait savoir, et aurait protesté bruyamment.

La parole politique est libre en Inde, de façon générale plus qu'en Europe, et certainement plus qu'en France. Les débats sont animés, et, lorsqu'il s'agit d'enjeux nationaux, ont souvent lieu en anglais avec un fort accent local. Toutefois, il y a des tabous locaux à connaître : ainsi, il serait suicidaire politiquement, et même dangereux, de défendre la consommation de viande bovine... La vache sacrée indienne est

plus que jamais une réalité. Les candidats du BJP ont régulièrement traité leurs adversaires du Congrès de « *partisans des musulmans et des mangeurs de vaches* », avec, semble-t-il, un certain succès. Le Congrès, parti laïc, n'a absolument pas su répondre à ces insultes basiques, manifestement efficaces auprès de l'électorat populaire hindou. En outre, la tête de liste, Rahul Gandhi, a pu certes bénéficier de l'effet dynastique de son appartenance à la famille des Nehru-Gandhi, mais il souffre terriblement dans l'électorat hindou conservateur d'avoir une mère Italienne, ce qui, pour beaucoup, n'en fait pas un vrai hindou ou indien.

L'Inde est formée à plus de 80 % d'hindous, qui s'opposent violemment aux 15% de musulmans, et aux autres minorités, dont les chrétiens et les bouddhistes — très peu nombreux —. Toutefois,

le nombre relatif de musulmans a augmenté en Inde depuis 1947, ce qui, même s'ils ne sont pas aimés, indique l'absence de persécution. À l'inverse, les hindous, comme les chrétiens, sont en voie de disparition dans le Pakistan, et régressent nettement au Bangladesh, anciennes provinces musulmanes de l'Inde britannique. Selon le BJP, et désormais clairement la majorité des Indiens, c'est l'hindouisme, sinon comme religion, du moins comme élément majeur de civilisation, qui doit fournir le cadre fondamental à l'unité de l'Inde. Modi et les cadres de son parti cherchent aussi à favoriser la diffusion de l'hindi comme langue nationale, mais la résistance sur ce point du Sud dravien persiste, et l'anglais demeure d'usage courant. La maîtrise de l'anglais est à la fois un signe d'appartenance à la bourgeoisie, et un outil utile dans le cadre de la mondialisation.

Les électeurs indiens ont eu le choix entre le projet nationaliste indien du BJP, soit la droite nationaliste, le projet socialiste patriotique du parti du Congrès, les projets régionalistes d'une Inde très décentralisée — et peut-être éclatée à terme —, les projets communistes. Il y a quelques mois, pesait une vraie incertitude sur l'issue de ces élections. L'Inde en est encore à un stade de développement intermédiaire, avec des centaines de millions de paysans pauvres, qui forment aussi la plus grande masse des électeurs. Le niveau de vie, de toute façon bas, de ces paysans pauvres, dépend des pluies de moussons. Trop faibles, c'est la sécheresse, et c'est une catastrophe pour les récoltes. Trop fortes, c'est l'inondation, et c'est une catastrophe aussi. Heureusement, les épisodes climatiques problématiques affectent plus souvent des régions différentes du vaste sous-continent, et non la totalité du pays.

Les récoltes de 2018 avaient été mauvaises au niveau national. Il en est résulté des difficultés économiques pour les paysans, et par voie de conséquence, pour l'ensemble de la société, du fait d'une baisse très sensible de la consommation. Le nombre de chômeurs a augmenté aussi fortement, très au-dessus des 7 % officiels. Modi a donc échoué dans son ambition affichée lors du scrutin précédent de 2014 de faire de l'Inde un grand pays industriel et prospère en quelques années, objectif du reste manifestement trop ambitieux. Les 7 % de croissance affichée restent trop justes pour laisser espérer autre chose qu'un progrès lent, du fait du faible niveau de départ. Remarquons que les juges gauchistes qui entravent depuis des années et des années les indispensables projets de barrages géants et de grands canaux permettant l'interconnexion des bassins fluviaux en Inde ont une large part de responsabilité dans cette crise agricole. Avec tous ces barrages et canaux, l'eau excédentaire là, insuffisante ailleurs, aurait été bien mieux répartie. De même la dépendance économique de l'Inde envers les importations pétrolières, ou la pollution liée à l'utilisation du charbon, auraient-elles été très significativement réduites grâce à l'hydroélectricité. La pollution de Delhi et des très grandes villes est un véritable enjeu de santé public,

mais force est de constater qu'il n'a pas du tout été au cœur de la campagne. Les partis écologistes sont significativement inexistantes ou ultramarginaux.

Beaucoup d'observateurs nationaux ou étrangers avaient donc anticipé une défaite « logique » du BJP. Certains sondages du début de l'hiver 2017-2018 avaient annoncé sinon une victoire du Congrès, du moins une situation politique indienne ingérable, avec un parlement complètement éclaté et sans majorité. Pourtant le BJP a remonté très fortement dans les sondages du fait de la décision du Premier ministre de bombardier des « *camps de terroristes* » au Pakistan. Ces derniers, sis à proximité de la frontière indienne, servent indiscutablement de base arrière aux mouvements de guérilla islamiste du Cachemire, qui réclament le rattachement de cette province majoritairement musulmane au Pakistan. Le Cachemire est une cause sacrée autant au Pakistan qu'en Inde.

Narendra Modi, hindouiste pieux, tient beaucoup au Cachemire, lieu de naissance de dieux hindouistes ; dans les faits, les habitants musulmans ont mené une épuration ethnique de la minorité hindouiste, qui n'est toujours pas revenue chez elle, malgré les appels empressés du Premier ministre en ce sens. Bombarder le Pakistan est toujours populaire en Inde, manifestement. Les électeurs, même modestes, ont adhéré à un mouvement d'union nationale en faveur du BJP au pouvoir, depuis 2014. Le principal concurrent, le Parti du Congrès, n'a pas su se positionner de manière claire durant cette crise, alternant les discours contradictoires d'adhésion à l'union nationale, ou de dénonciation d'un bellicisme dangereux, surtout entre deux puissances nucléaires, et d'une grossière manœuvre préélectorale. Modi, réputé habile manœuvrier politique, a évidemment songé à récupérer cette campagne militaire, du reste demeurée dans des limites modestes de bombardements conventionnels réciproques ; mais sa sincérité sur ce dossier du Cachemire, qui lui tient à cœur depuis des décennies, est néanmoins hors de doute. La dénonciation de l'ennemi extérieur pakistanais, et, à demi-mot — le BJP n'appelle pas à des émeutes, mais à la « surveillance » —, des musulmans en Inde comme ennemi intérieur, a relancé une campagne du BJP enlisée jusque-là dans des argumentaires économiques peu clairs et la défense d'un bilan discuté.

## L'ÉCHEC DES PROJETS ALTERNATIFS AU BJP

Le Parti du Congrès, renouant franchement avec ses origines socialistes, un peu estompées durant les années 1990-2010, a développé un programme économique vraiment démagogique, du Benoît Hamon 2017 dans le contexte indien : chaque paysan pauvre indien aurait bénéficié d'un revenu minimal de 150 dollars par mois (conversion de la roupie effectuée) ; c'est peu dans l'absolu, mais beaucoup en Inde, et une telle somme chaque mois pour des centaines de millions de bénéficiaires aurait été pour le moins difficile à financer, et dans la version maximaliste annoncée — effectivement 150 dollars versés chaque mois pour chaque paysan —, impossible à financer. Mis en difficulté sur le financement envisagé de cette mesure-phare dans les débats, le Parti du Congrès n'a jamais réussi à s'expliquer, passant donc pour démagogue. Pour le BJP, une croissance forte doit amener des progrès pour tous, et le raisonnement simple n'est pas faux. Encore faut-il que cette croissance se maintienne et même s'accroisse.

Quant aux projets concurrents régionalistes ou communistes, ils bénéficient d'une audience potentielle significative, mais sans le moindre succès à ces élections. Il existe des identités régionales fortes dans certaines régions de l'Inde, que ce soit dans tout le Sud, qui parle des langues dravidiennes — et non indo-européenne, et ainsi l'hindi est, relativement, beaucoup plus proche du français que du tamoul ! —, au Cachemire — majoritairement musulman —, dans le Grand-Assam historique — aujourd'hui subdivisé en de multiples États —, quasiment séparé de l'Union Indienne par le Bangladesh,

aux ethnies antagonistes — elles se détestent toutes entre elles — particulièrement nombreuses. Les partis régionaux restent forts dans les régions évoquées, mais ne sont majoritaires que dans des poches au Dravidistan — l'ère des langues dravidiennes, soit le tiers méridional du sous-continent, le Cachemire, et, très localement, le cœur de l'Assam —. Le Dravidistan est aussi la grande base de repli du Parti du Congrès, parti national et non nationaliste. Ces partis régionaux ont proposé par définition des plates-formes avant tout régionales, ont été incapables de proposer une plate-forme politique alternative claire ; tous sont favorables à une Inde très décentralisée, mais l'ébauche de programme commun s'arrête là.

Les communistes, et nous nous permettons de regrouper sous cette appellation de nombreux partis communistes concurrents, séparés par des schismes idéologiques subtils — où se perdent les Indiens eux-mêmes —, restent dans leur grande majorité dans une fidélité historique indéniable à cette idéologie criminelle, se référant explicitement au marxisme-léninisme et au maoïsme. Cette dernière référence, qui possède l'avantage d'adresser un discours idéologique spécifique aux masses paysannes, dessert ces partis, car ils les font assimiler à un « parti de la Chine », grand ennemi régional de l'Inde avec le Pakistan. Les partis communistes proposent l'expression politique légale du mouvement de guérilla maoïste des Naxalites ; plutôt déclinante, cette guérilla n'en continue pas moins de continuer à présenter une vraie source d'insécurité et de gêne économique dans de nombreuses régions rurales de l'Inde profonde, en particulier dans l'État du Jharkhand. Les élections, vraiment libres et concurrentielles, permettent de mesurer l'audience réelle de ce courant politique. Force est de constater qu'il est des plus réduits, avec 2 % en audience nationale.

## APRÈS LA VICTOIRE ÉLECTORALE, LES DIFFICULTÉS DEMEURENT

Les élections ont démontré à travers la victoire du BJP et ses alliés la force du sentiment national, et même nationaliste en Inde. Le BJP confirme sa véritable audience nationale, y compris désormais dans le Sud dravien ou dans l'extrême-Est aux minorités très particulières. Le danger, potentiel, redoutable depuis l'indépendance en 1947, d'éclatement du pays aux dizaines de langues principales et aux régionalismes souvent forts, paraît surmonté. L'éventuel péril communiste, qui avait submergé le Népal voisin dans les années 2000, paraît lui définitivement conjuré — autant que l'on peut avoir des certitudes en ce domaine —.

En revanche, les défis économiques et sociaux demeurent absolument essentiels. Si 200 à 300 millions d'Indiens sont sortis de la pauvreté, l'Inde reste un pays soumis aux aléas météorologiques ! Modi devrait veiller à relancer les projets de grands barrages et d'interconnexion des canaux, quitte à inventer de nouvelles lois ou des astuces juridiques pour contourner les tribunaux hostiles. La stratégie d'industrialisation de l'Inde pourrait passer par un protectionnisme partiel et subtil. Il n'est pas question de revenir à la quasi-autarcie prônée par le Congrès dans les années 1950-80, et qui avait échoué, le socialisme n'aidant pas. L'Inde est un pays exportateur qui ne doit pas voir les marchés étrangers se fermer en cas de représailles. Mais l'industrie indienne n'est pas apte à lutter frontalement contre la voisine chinoise. Peut-être que des tensions géopolitiques, récurrentes, pourraient servir de prétextes à des barrières douanières.

Si l'Inde est réputée pour ses informaticiens, force est de constater que ce potentiel n'a pas été complètement exploité. La Chine a réussi à favoriser l'émergence de grandes entreprises nationales aptes à concurrencer les américaines, comme par exemple Huawei, objet de l'ire de Donald Trump depuis un mois. Mais ce potentiel demeure. L'Inde est exactement un pays intermédiaire, entre la Chine et l'Afrique. Elle peut finir par émerger comme la première ou sombrer comme la deuxième. Mais la première hypothèse reste à terme la plus probable.

Scipion de SALM.

# Européennes : une victoire de l'abstention et des européistes

**L**A MOITIÉ des électeurs des Etats membres de l'Union Européenne, convoqués tous en même temps, à quelques jours près, à la fin mai 2019, n'est pas allée voter. Le premier parti reste de loin celui des abstentionnistes. Puis, parmi les suffrages exprimés, domine l'arc des partis européistes du système, de l'extrême gauche communiste à la fausse droite du Parti Populaire Européen, le PPE, qui ont recueilli les trois quarts des voix et des sièges.

Les 751 députés du Parlement européen sont élus suivant un scrutin proportionnel, au sein de chaque Etat. Le nombre de députés est aussi proportionnel à la population des Etats, avec une surreprésentation pour les moins peuplés : ainsi, Malte, Chypre, le Luxembourg, ont chacun 6 députés — et non un seul —, et l'Allemagne 96. L'Allemagne vote massivement pour la fausse droite du CDU et les partis de gauche, socialistes et Verts, qui forment l'ossature des partis européens PPE, socialistes et Verts, avec les contingents les plus nombreux, et dit-on, les députés les plus sérieux, présents et travailleurs : outre-Rhin la CDU a fini en tête, mais avec un score moyen de 29 % ; puis vient la surprise, les Verts, deuxième avec 21 %, devant les socialistes de la SPD avec 16 %. L'élection s'est donc surtout jouée dans les grands Etats, l'Allemagne (96 sièges), la France (74 sièges, 79 en cas de Brexit), l'Italie et le Royaume-Uni (73 sièges chacun), puis la Pologne et l'Espagne, qui ont 51 et 54 sièges. L'Espagne a vu la victoire des socialistes avec 33 %. Lorsque le Brexit aura lieu, les députés britanniques devraient logiquement quitter le parlement européen.

Les partis nationaux doivent se regrouper en partis européens, afin de pouvoir former des groupes au parlement. Appartenir à un groupe donne beaucoup plus d'efficacité à la présence au parlement, et c'est un véritable enjeu. Les moyens financiers importants alloués aux députés sont aussi conditionnés à l'appartenance à des groupes. De l'extrême gauche aux droites patriotiques, ou ce qui en tient lieu, ces différents groupes politiques sont :

- les gauches radicales, avec communistes et écologistes scandinaves (plus rouges que verts, et qui l'admettent), 40 sièges (contre 52 dans le Parlement sortant) ;
- les socialistes, 153 sièges (contre 185) ;
- les écologistes, 78 sièges (contre 52) ;
- les libéraux, qui comptera dans ses rangs le nouveau LREM français, 106 sièges (contre 69) ;
- les populistes, avec les rares LR en France ou la CDU allemande, 174 sièges (contre 216) ;
- les eurosceptiques, 56 sièges, dont les 29 eurodéputés britanniques pour le Parti du Brexit de Nigel Farage (contre 77) ;
- les souverainistes, 56 sièges (contre 36) ;
- les "nationalistes" ou populistes, avec le RN français (23 élus et 23,31 %), la Ligue de Salvini (28 élus et plus de 34 %), le FPÖ autrichien (3 élus et 17,50 %), le Vlaams Belang flamand (3 élus), soit 57 sièges au total (contre 36).

Quelques dizaines de députés atypiques chercheront à s'intégrer aux différents groupes. Il est possible qu'il y ait de fortes recompositions politiques au sein des trois derniers groupes, relativement les plus à droite, mais c'est très relatif. Leur nombre pourrait se réduire à 2 ou augmenter à 4, tout est possible, mais c'est de la cuisine politique sans grand intérêt. Et ces trois groupes parfois classés à l'extrême droite s'insurgent contre cette "insulte". Le seul parti

significatif en Europe qui aurait sans doute accepté ce qualificatif, l'Aube Dorée en Grèce, a subi un net revers électoral, avec 5 % des voix et l'élection de deux eurodéputés, qui se retrouveront probablement ostracisés par tous — y compris par le RN — et donc non-inscrits.

## UNE ASSEZ FAIBLE PARTICIPATION (50 %)

Comment expliquer la victoire de l'abstention ? Ce résultat est certes moins catastrophique qu'attendu, certains sondeurs ayant pu prédire à tort jusqu'à deux tiers d'abstention. Mais il reste une masse énorme et majoritaire de plus de 200 millions d'électeurs abstentionnistes. Cette abstention, à ce niveau, est forcément largement motivée politiquement : elle illustre la défiance envers l'Union Européenne et ses institutions, à commencer par celle concernée directement ici, le Parlement européen.

Outre la motivation politique, il faut souligner aussi la totale méconnaissance des institutions de l'Union Européenne et de leur fonctionnement. Le Parlement européen est un quasi-parlement pour le quasi-Etat qu'est l'Union Européenne, et contrôle, en théorie, mais fort peu en pratique, la Commission Européenne qui est le quasi-gouvernement de l'Union Européenne. Toutefois, il est faux de soutenir que ce parlement ne serait qu'une enceinte symbolique ne disposant d'aucun pouvoir. En pratique certes, il ne propose pas directement des lois, et ne peut pas, au sens strict, renverser la commission. Mais il peut suggérer fortement des lois à la commission, et, politiquement, la commission ne pourrait pas surmonter un éventuel vote négatif. La commission est elle-même en théorie soumise à un troisième pôle, le conseil européen. En pratique, elle est très indépendante. Tout cela est une version simplifiée d'un fonctionnement fort complexe. Cette opacité permet à des lobbies occultes d'exercer une influence des plus importantes et délébiles. Certaines causes, qui ont fini par s'imposer, ont ainsi été lancées au parlement européen, comme le prétendu "mariage" homosexuel, à l'origine extravagance de Verts danois, qui faisait sourire dans les années 1980, et qui est aujourd'hui entré dans la législation de la quasi-totalité des Etats membres de l'Union européenne.

## LA FORTE DOMINATION DES PARTIS EUROPÉISTES (3/4 DES SUFFRAGES)

Cette abstention illustre la limite de la capacité de séduction des partis dits eurosceptiques, qui n'ont pas su mobiliser au sein de cet énorme réservoir potentiel. Elle relativise considérablement le résultat des partis européistes et leurs deux tiers de suffrages exprimés. Mais ils ont gagné quand même, et c'est tout ce qui compte pour eux.

Ces européistes comportent la fausse droite du Parti Populaire Européen ou PPE, les Libéraux, les Socialistes, les Verts, les Communistes et les Verts scandinaves. Ces derniers veulent réaliser la Révolution prolétarienne et climatique — comprennent qui pourra, comme le dit si bien l'ami Robert Spieler dans sa truculement chronique ! — au sein de l'Union Européenne, qu'il n'est plus question pour eux de quitter. En apparence, ce parlement peut sembler ingouvernable du fait de la multitude de

ces groupes, en théorie différents. Mais il n'en sera rien.

L'éclatement est aussi favorisé par le mode de scrutin proportionnel. Il est vrai toutefois qu'il est le plus juste. Là où les élections nationales ont lieu en partie ou en totalité suivant ce mode de scrutin, les résultats forment des indications claires des rapports de force nationaux ; c'est le cas dans tous les pays de l'Union ou presque, comme l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne... En revanche, là où les élections nationales obéissent à un scrutin majoritaire, favorable au bipartisme et aux partis déjà installés, la situation est différente, particulièrement en France et au Royaume-Uni. Dans ces deux pays, les européennes donnent toujours ou presque des résultats atypiques : ainsi l'UKIP a pu être plusieurs fois le principal parti du Royaume-Uni aux européennes, comme l'est aujourd'hui son successeur — encore plus à gauche hélas — le Brexit Party avec 31,6 % des voix et 29 sièges, mais donc sans conséquences à terme sur la politique nationale ; en France, les Verts ont réalisé, depuis 1989, constamment de bons scores, sans que cela ait jamais présagé de bons résultats aux législatives ou présidentielles.

En fait, à l'exclusion peut-être des Communistes et Verts scandinaves, tous peuvent parfaitement gouverner ensemble, ce qu'ils ont déjà fait au parlement européen, et pour beaucoup c'est ce qu'ils pratiquent au quotidien dans leurs parlements nationaux ou régionaux. Il y aura des tractations, secrètes ou non, donnant encore la pire image, parfaitement méritée, du parlement européen. Le PPE, la fausse droite, restant le premier parti, il réclame la présidence de l'assemblée pour son candidat, défini avant les élections, à ce poste, l'Allemand Manfred Weber. Mais les gauches s'avèrent plus nombreuses et pourraient s'imposer au PPE, ou menacer fortement de le faire, pour obtenir des compensations ailleurs. La bagarre pour le partage des places s'annonce rude. Mais ils devraient quand même s'entendre. Et dans le fond, tous sont alignés, à d'infimes nuances près, sur le courant culturel dominant, celui des écolo-gauchistes. Le groupe des Verts a significativement progressé, ayant bénéficié du matraquage médiatique en faveur de la petite autiste suédoise à couettes.

## UNE VAGUELETTE POPULISTE

Certes, il y a eu aussi une poussée — très relative — des partis dits populistes ou nationalistes. Mais on est très loin du raz-de-marée souhaité ou craint selon les opinions. La seule exception importante qu'il faut mentionner est le cas de l'Italie, avec la Ligue nettement en tête avec 34 %, et en troisième place son partenaire le M5S avec 17 % — du reste, un clair échec pour le M5S, derrière les socialistes du PD à 23 % —. Les trois partis européens contestataires passent de 20 % à 25 % du parlement. Ce n'est certes pas tout à fait rien. Mais on est très loin des 50 %, chose certaine dès le départ, ou même des 30 %, voire des 35 %, espérés, de manière plus ou moins crédible, par d'aucuns.

L'étiquette "nationaliste", voulue à tort in-famante, alors qu'elle est une marque d'honneur, est en outre distribuée fort généreusement à tout vague mouvement patriotique. Tous ont peur de leur ombre, encore plus de l'ombre de leurs possibles correspondants européens, et passent leur temps à se justifier devant des procureurs médiatiques gauchistes ravis, et toujours insatisfaits, sur le fait que non, ils ne sont pas d'extrême-droite, absolument pas antisémites, mais, au contraire, très grands amis de l'Entité Sioniste, antiracistes, etc.

Il en est résulté trois groupes souverainistes concurrents au Parlement européen. Il faut toutefois reconnaître qu'un nationaliste, ou même un patriote authentique, pense avant tout à son pays, et qu'il lui plus difficile de trouver des correspondants étrangers pour for-

mer un parti européen — condition légale de formation des groupes —, alors que ce n'est pas le cas pour des internationalistes apatrides par principe comme le sont les socialistes, les Verts, ou même les libéraux.

Le groupe le plus radical des trois, si l'on ose dire, comporte le RN de Marine Le Pen, ce qui donne un indice clair et net de la très grande modération, pour ne pas dire mollesse, de l'ensemble. Au sein de ce groupe, derrière les sourires de façade, l'harmonie ne règne pas, Marine Le Pen refusant absolument pour l'heure de se rallier au leadership reconnu par tous les autres ou presque du ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini, de la Ligue.

Le paradoxe est que les plus à droite réellement dans les idées et les principes — comme les valeurs chrétiennes et familiales, au vrai sens du mot —, le Fidesz hongrois et le PiS polonais, vainqueurs dans leurs pays, et ce triomphalement à 56 % pour le Fidesz — et 46 % pour le PiS —, ne rêvent que d'intégrer ou de réintégrer le groupe PPE. Le Fidesz d'Orban expulsé il y a quelques mois, ou plus exactement suspendu, du PPE, veut y revenir ! Cette démarche s'inscrit dans une conception très naïve d'« union des droites ». Ces simples conservateurs patriotes, qui ne sont surtout pas de vrais nationalistes d'extrême droite, effraient pourtant leurs collègues de la droite molle, qui voient en eux des blasphémateurs opposés à l'homofolie et l'avortement... Voilà les valeurs de la "droite" en Europe.

Salvini a essayé de rallier Orban à son panache blanc ; le Hongrois a refusé, évoquant l'horreur que lui inspire l'idée de siéger dans un groupe comprenant le RN de Marine Le Pen, qualifiée d'antisémite — quelle absurdité ! — et de prorusse — ce qui n'est pas faux, mais sur ce point particulier, elle n'a pas tort pourtant —. Ce caractère prorusse du RN est aussi totalement insupportable pour les Polonais du PiS, qui cultivent une véhémente haine antirusse ; cette dernière s'explique certes par l'Histoire particulièrement douloureuse de la Pologne, et ses nombreuses invasions russes dévastatrices de 1650 à 1945. Les patriotes polonais détestent bien sûr aussi les Allemands, et *a fortiori* les patriotes allemands de l'AFD — qui ont obtenu le score moyen de 11 % —, ce qui commence quand même à faire beaucoup, et donne une idée de la difficulté de la constitution de groupes de droites nationales.

## QUELLES CONSÉQUENCES DE CE SCRUTIN ?

Au Parlement européen, rien ne devrait changer fondamentalement. L'homosexualisme et l'immigrationnisme resteront plus que jamais au programme. Mais certains scrutins européens ont eu des conséquences politiques nationales. Au Royaume-Uni, Theresa May, anticipant justement les pires résultats historiques pour son parti depuis 1834 au moins, avec 9 % des voix, et nerveusement épuisée par toutes ses tentatives vaines de faire adopter son Brexit doux par son parlement — y compris en adoptant toutes les exigences de l'opposition travailliste, qui en a donc ajouté de nouvelles plus impossibles encore à satisfaire —, a présenté sa démission, effective le 7 juin 2019. Le parti conservateur devrait lui trouver un successeur en juillet ; Boris Johnson est pour l'instant donné favori. De nouvelles élections législatives seraient conformes à la logique politique, mais elles pourraient être repoussées jusqu'à la réalisation effective du Brexit — alors probablement dans une formule dure sans accord —, ou sous d'autres prétextes moins pertinents, par exemple tant que les sondages seront défavorables aux conservateurs.

L'autre gouvernement qui a estimé ne plus avoir la légitimité populaire et jugé politiquement nécessaire de nouvelles élections législatives nationales, pour le mois prochain en principe, est celui de Tsipras en Grèce. Le SYRIZA, avec 24 %, a été nettement devancé par la Nouvelle Démocratie avec 34 %, apparue au PPE. Quant à la France, même s'il est devancé d'un cheveu par le RN, Macron se maintient plus qu'honorablement. Ce qui doit constituer pour lui un vrai soulagement après six mois de mouvement de gilets jaunes.

S. de S.



# Sous couvert de rap, le racisme anti-Français en plein essor

« JE RENTRE dans des crèches, je tue des bébés blancs. Attrapez-les vite et pendez leurs parents. Écartelez-les pour passer le temps. Divertir les enfants noirs de tout âge, petits et grands. Fouettez-les fort, faites-le franchement Que ça pue la mort, que ça pisse le sang. Pendus aux arbres dans le vide sidéral. Que ces fruits immondes procurent un spectacle fascinant. Macabre, effrayant, vise comme ils se meuvent Blafards et marrants. Pendez-les, pendez-les, pendez-les, pendez-les Blancs... » Il s'agit là d'un extrait du dernier chef-d'œuvre du rappeur Nick Conrad dont le talent ne doit guère éblouir au-delà



de sa tribu camerounaise et les borborygmes incendiaires n'exciter qu'au pied des cages d'escaliers de sa barre de béton de banlieue. Et encore. A l'automne dernier, ce baragouin intitulé « Pendez les Blancs » lui valut une brutale notoriété médiatique. Depuis on essaie de nous embarquer dans toute une série d'explications... que son père était diplomate, qu'il aurait grandi dans un milieu d'intellectuels, qu'il aurait suivi des cours de trompette au Conservatoire, qu'il aurait fait un rap sans succès rendant hommage aux victimes du Bataclan et autres bricoles sans intérêt. La seule vérité de cette affaire est que cet Africain — 36 ans, tout de même ! — hait les Blancs et est venu chez eux pour le leur cracher à la figure au prétexte que ses ancêtres auraient été colonisés et ses arrière-ancêtres réduits

en esclavage. La seconde vérité est que, aurions-nous écrit le dixième des érucations de ce crétin, on imagine le déferlement de bonne grosse justice antifasciste qui se serait abattu sur nous. Or qu'arriva-t-il au pseudo-Nick Conrad ? Les médias de masse en un chœur touchant nous informèrent que sa vidéo avait été aussitôt retirée de YouTube... Quand même ! Quand tant des nôtres sont censurés pour des billevesées dites négationnistes qui n'appellent nulle part au crime. Le dernier en date étant Alain Soral. Ce qui n'empêche pas l'énergumène de poster autant d'interpellations qu'il veut sur le même YouTube pour expliquer qu'il

n'y a rien de raciste dans ses élucubrations. Du fait qu'il soit Noir, donc victime de la barbarie coloniale, il aurait le droit de traiter les Blancs comme ceux-ci seraient supposés l'avoir fait depuis quelques siècles vis-à-vis des siens. Juste inversant les rôles en somme. Une plainte avait néanmoins été déposée auprès du procureur pour incitation au meurtre sanctionnée jusqu'à 45 000 euros d'amende et 5 ans de prison. Une peine de 5 000 euros avait été requise. Il fut finalement condamné à 5 000 euros avec sursis. Point final. Pourtant Edouard Philippe avait assuré que la France entendait renforcer les poursuites contre les contenus racistes sur Internet. Sans doute ne pouvait-il s'agir que des propos racistes tenus par des Blancs sulfureux à chemises brunes. Quoi qu'il en soit, Conrad vient de

produire une nouvelle vidéo tout aussi provocatrice et raciste que la précédente, « Doux Pays ». On y reconnaît bien l'analphabétisme de son auteur. « Je Baise la France jusqu'à l'agonie... je brûle la France... Cet Hexagone, j'l'encule sa grand-mère. Elle aime quand on se tue, quand il y a du sang à l'aéroport. Marianne a falsifié ma story, j'ai posé une bombe sous son panthéon »

## HAMON, UN RÉCIDIVISTE DU RACISME ANTI-BLANC

Il circule à travers les media, faisant l'article, expliquant complaisamment le sens de son combat et comment on le traite injustement. On l'a vu par exemple dans l'émission de BFMTV d'Alain Marschall et d'Olivier Truchot sur RMC. Il eut tout loisir de s'expliquer avec les intervenants présents. En particulier l'Antillais David Dickens, d'ordinaire plus caustique, qui lui reprocha moins le fond de sa dialectique que la forme. Dans cette vidéo en effet il trucidait une femme et prétend stupidement qu'il ne faut pas prendre la séquence au premier degré mais qu'elle représente « la mentalité française ». Ah bon ! Il y a quelques mois, deux fermiers afrikans ayant surpris pour la énième fois un chapardeur en train de voler des câbles de cuivre, las de ces déprédations, l'attrapèrent, l'enfermèrent dans une caisse en bois en lui disant qu'ils allaient le brûler vif et livrèrent la caisse au poste de police le plus proche. Ils furent aussitôt incarcérés. Accusés de tentative de meurtre, assaut et kidnapping. La juge noire justifia les 14 ans de prison qu'elle leur infligea en dénonçant « un comportement déshumanisant et dégoûtant ». Ajoutant qu'ils entretenaient les tensions ra-

ciales... Ce n'est pas ce qui arrivera à Conrad en Europe.

Quelques jours plus tard, l'invité de cette émission était Jérôme Triomphe, l'avocat des causes traditionnelles et des parents Lambert. On aura pu apprécier les différences de traitement. Me Triomphe eut en face de lui cinq énergumènes baveux et déchaînés qui tentèrent de l'empêcher de parler pendant un quart d'heure par des vociférations ininterrompues. Outre Truchot et Marschall, participèrent à la curée Mourad Boudjellal, Rosa Ameziane et Etienne Liebig (pour lequel « les électeurs du Front National sont des cons »). Au demeurant, ce Conrad n'a pas grand-chose à craindre de la Justice française parce qu'il se présente constamment comme un artiste, ce qui le met à l'abri de la Loi Gaysot. Tandis qu'il est traité avec une grande sympathie dans les médias à mesure que ses propos insultants pour la France et les Français de souche se font plus outrageants. Benoît Hamon, par exemple, qui se serait vanté que « si la Présidentielle avait lieu à Barbès, il serait élu avec 80 % des voix ». Il met en garde ses quelques électeurs européens. « Qu'est-ce qui relève de la liberté de l'artiste et qu'est-ce qui relève du message politique ?... Attention à ne pas condamner, brûler Gainsbourg, Brassens et beaucoup d'autres avant ! ». Comparer ce type avec Brassens ! Wfff... Mais il est vrai qu'Hamon est un récidiviste de l'antiracisme ou du racisme anti-Blancs.

Après quelques années dans un collège privé d'Afrique, le voici, jeune homme, de retour à Brest pour terminer ses études. Il confiera ses humeurs à un journal local : « Quand je suis rentré à Brest, j'ai trouvé la ville très blanche. Pour être très honnête, j'ai même trouvé qu'il y avait trop de blancs puisque Brest est une ville sans immigration. Cette attirance pour les autres cultures a certainement favorisé mon engagement politique ». Pas étonnant qu'il ne trouve pas grand-chose à redire au clip de Conrad, à genoux sur une femme blanche qu'il tente d'étrangler — dans les Grandes Gueules il se justifiera en prenant ses auditeurs pour des crétins, et les juges également, en précisant qu'il a débuté en inscrite « un avertissement qui demande un esprit de distanciation au spectateur ». Sur le clip précédent c'était un homme blanc dont il écrasait la tête à coups de talon. Sur France Culture, la radio experte en racisme anti-Blancs qui n'existe pas, depuis des mois une émission « Les Idées Claires » prétend « lutter contre les désordres de l'information, des fake news aux idées reçues ». Ils décident d'un sujet à traiter, font venir un personnage baptisé expert, qui correspond à l'idéologie des producteurs ou à l'orientation qu'ils entendent donner à leur réponse, et sans aucune contradiction lui donnent carte blanche. En l'occurrence, à partir du rap de Conrad, ils ont invité le militant d'ultra-gauche Eric Fassin, sociologue, antiraciste, pro-immigré qui considère la laïcité comme « un outil islamophobe ». Pour lui, c'est simple, le racisme anti-Blanc, ça n'existe pas : ça n'a aucun sens pour les sciences sociales. Raphaël Enthoven, qui n'est certainement pas connu pour son racisme débridé, lui rétorque : « J'adore les théoristes qui, partant du principe que les sciences sociales n'envisagent pas le racisme anti-blanc, en déduisent l'inexistence d'un tel racisme, au lieu d'en déduire l'urgence de repenser les sciences sociales ». Fassin et ses pareils ayant observé qu'il n'existait pas d'exclusion des Blancs des logements, du travail, des activités dans des pays majoritairement peuplés de Blancs, il n'y a pas lieu d'évoquer quelque racisme dirigé contre eux. Qu'ils aillent faire un tour en Afrique du Sud où le racisme à l'embauche appelé « empowerment » est désormais inscrit dans la constitution. Et où va l'être l'expropriation sans indemnisation des terres des fermiers BLANCS exclusivement. Et c'est vrai qu'il n'y a pas de racisme anti-Blancs dans tous les pays ex-colonisés dont on les a purgés. Et si on ne peut nier que dans les « quartiers » peuplés d'immigrés la vie n'est pas simple pour les derniers Blancs, nos sociologues dominants ont réglé le dilemme, en gommant le racisme et en invoquant des insultes, voire des brimades.

R. B.

René BLANC.

# La haine de la France n'est pas du racisme !

« NIQUE la France et son passé colonialiste. Ses odeurs, ses relents et ses réflexes paternalistes. Nique la France et son histoire impérialiste. Ses murs, ses remparts et ses délires capitalistes. Les nazillons sont lâchés, les bidochons décomplexés. Carte blanche pour les gros beaufs. Qui ont la haine de l'étranger. Petits bourgeois, Démocrate républicain, Ton pays est puant, raciste et assassin, Les lumières des droits de l'homme, Soi-disant universels, Un mythe, un mirage, un mensonge officiel. »

Un autre thuriféraire du racisme anti-Blanc est le journaliste d'extrême gauche Claude Askolovitch. En juin 2017 il publiait dans Slate une longue diatribe, sous le titre « Niquer la France n'est pas réhabilitaire » qu'il faisait précéder d'un bref chapô qui disait : « La députée de la France insoumise Danièle Obono appartient à une école de pensée qui met la colonisation et ce qu'elle a généré au cœur de la crise ». De quoi s'agit-il ? D'un groupe de rap de sexagénaires du Nord, s'accompagnant à l'accordéon, auteur notamment d'un morceau composé en 2012 intitulé « Nique la France ». Ils se nomment ZEP, pour Zone d'Expression Populaire, projet militant dénonçant « la légalisation de la société, la banalisation des discours racistes, le chantage à l'intégration, le néo-colonialisme, les conditions de vie des sans papiers et des minorités ». Ils ont fait parler d'eux lorsque des salles municipales leur ont été refusées pour des concerts et qu'ils sont allés devant des tribunaux. Tandis que des associations comme l'AGRIF ont également porté plainte contre eux les faisant inculper « d'injures publiques envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur appartenance à une ethnie, une race ou une religion ». Pour une phrase disant : « Petit Gaulois de souche, arrête d'ouvrir ta bouche ». La XVII<sup>e</sup> Chambre Correctionnelle considérera que « les Français blancs dits de souche ne constituaient pas

un groupe de personnes ». L'affaire traînera d'instance en instance et finalement ZEP ne sera pas condamné. Mais au cours de cette période, une pétition de soutien aura été lancée par le NPA et la LCR tirée par Besancenot et Mamère, alors qu'une bibliothécaire très active, native du Gabon, Danièle Obono, quasi inconnue, militait dans cette mouvance. Quelques années plus tard, elle était élue député de la France Insoumise et de ce fait se retrouvait invitée par Marshall et Truchot qui, ayant fouillé dans son passé, étaient tombés sur cet épisode. « Alors, lui disent-ils, vous préférez dire Nique la France que Vive la France ». C'est du moins ce que prétend Askolovitch. On est dans l'après-Charlie et il est mal vu de prendre ses distances avec le patriotisme. Même les gauchistes sont tentés. Obono va prendre l'interpellation à la légère. Elle ne l'est pas. Elle l'apprendra à ses dépens. Les Grandes Gueules de RMC le lui feront vite comprendre. Askolovitch profondément communautaire, n'ayant de la patrie française, comme elle d'ailleurs, qu'une vision parfaitement désincarnée, à l'humeur de sa propre respiration, trouvera assez superficielle cette façon de prendre à rebrousse-poil l'idéologie qui continue à dominer ce pays — l'idéologie française —. Il faut apprendre à manipuler avec prudence ces concepts explosifs avec lesquels d'évidence elle n'est pas familière.

## ENCORE UN GROUPE IMMIGRÉ !

D'autant que, si nul ne le clame sur la place publique, ZEP n'est pas un groupe de ch'tis, même s'ils sont originaires de Roubaix et ont toujours vécu dans le Nord. Ils sont quatre et tous sont Maghrébins : Said Zougghag, Salim Sferdjella, Kamel Flekka, Sakness. Ainsi que Said Bouamama, sociologue, auteur de la chanson « Nique la France ». Comme c'est devenu l'attitude la plus commune, ils

ont adopté le parti pris d'une revendication artistique au nom de laquelle ils exigent le droit à une expression totalement libre. Leur slogan : « Devoir d'insolence contre le racisme ». Il y aurait donc deux sortes de racisme. Celui qu'ils combattent et celui dont ils sont pétris et dont évidemment ils nient la réalité. « Nique la France incarne une expression populaire, spontanée et politique. Qu'on le veuille ou non, elle existe et on l'entend tous les jours dans les quartiers, alors pourquoi ne pas en faire une chanson ? » Said Bouamama précise : « Nous voulions comprendre ce que les jeunes veulent dire à travers cette expression. Et ce qu'ils expriment, c'est le sentiment d'être méprisés et insultés. Derrière [...], il y a une demande d'égalité ». Etant entendu qu'il n'y a dans les paroles de ce rap rien qui soit de nature à donner à des millions de Français « le sentiment d'être méprisés et insultés ». Bouamama n'est pas Français. Il est Algérien. Il est communiste, cadre à la SGT. Porte-parole du comité de soutien aux sans-papiers (donc hors-la-loi) de Lille, il est un activiste, militant, agitateur dans les quartiers immigrés, son métier de sociologue lui donnant accès à toutes les associations révolutionnaires. On comprend pourquoi sitôt que la Justice a prétendu s'intéresser à lui, toute l'ultra-gauche s'est mobilisée (parmi ceux qui ont signé, on trouve évidemment Eric Fassin, Pascal Blanchard, Clémentine Autain, Rokhaya Diallo, Mathieu Kassowitz). Il est intervenu en mai 2018 au pseudo-Bandoeng du Nord, organisé par le Réseau International de Décolonisation. Dont le mot d'ordre est « Antiraciste, féministe, anti-capitaliste ». Une nouvelle phase de la décolonisation est en cours : elle se déroule dans les territoires ancestraux des Européens et vise à transférer le pouvoir aux populations immigrées.

# L'arrière-fond religieux des guerres américaines

## Eschatologie juive et judéo-protestantisme

**A**L'HEURE où une partie de l'appareil d'Etat américain se prépare à une éventuelle guerre contre l'Iran, au profit d'Israël, nous allons retracer ici à grands traits l'histoire religieuse de l'alliance géopolitique à l'origine de l'empire anglo-américain et judéo-protestant.

### GÉOPOLITIQUE DU JUDÉO-SIONISME

Pour justifier ses guerres, cet ensemble impérial s'est appuyé sur une stratégie géopolitique rabbinique et messianique, élaborée au Moyen-Âge, et visant à envoyer les mondes chrétien et musulman dans une guerre mutuellement destructrice, en vue du rétablissement du Royaume d'Israël.

Une stratégie qui s'appuie elle-même sur une lecture et une interprétation aventurées de la Bible, à commencer par celle du grand rabbin Eliezer ben Hourcanos au I<sup>er</sup> siècle (Rabbi Eliezer, *Les chapitres*, chapitre 28).

D'après lui, et les rabbins qui lui succéderont, le règne d'Israël n'advient qu'après la destruction de l'Europe, dont le père est Esau (le fils aîné de Jacob), aussi appelé Edom, et la destruction des Arabes, descendants d'Ismaël, le fils d'Abraham.

Dans le livre le plus important de la tradition mystique juive, le Zohar, rédigé au XIII<sup>e</sup> siècle, il est expliqué que les chrétiens et les musulmans s'entredétruiront à la fin des temps, et ce au profit d'Israël :

« Les fils d'Ismaël (les musulmans) domineront la terre sainte pendant longtemps alors qu'elle sera vide, de même que leur circoncision est vide et imparfaite. Ils empêcheront les fils d'Israël d'y retourner jusqu'à ce que s'épuise ce mérite des fils d'Ismaël. Les fils d'Ismaël provoqueront de dures guerres dans le monde et les fils d'Edom (le monde occidental) se rassembleront contre eux pour les combattre. Ils feront contre eux une bataille sur la mer, une sur la terre et une autre proche de Jérusalem. Les uns auront la maîtrise des autres. Néanmoins, la terre sainte ne sera pas conquise par les fils d'Edom. » (Zohar, parachat Vaéira, p. 32A.)

Cela ressemble étrangement au combat qui opposa, durant la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne à l'Empire ottoman, et à l'issue duquel ce dernier perdit le contrôle de la Palestine où un Foyer national juif vit alors le jour sous mandat anglais.

Déjà au XVI<sup>e</sup> siècle, deux rabbins kabbalistes tentèrent d'appliquer ce projet géopolitique. Solomon Molcho et son maître David Reuveni, entre 1525 et 1532, s'adressèrent successivement au roi du Portugal Jean III, au Pape Clément VII et à l'Empereur du Saint Empire romain Germanique Charles Quint, pour les envoyer dans une guerre contre l'Empire ottoman, les chasser



de Palestine et refonder le Royaume d'Israël<sup>(1)</sup>.

Ce fut la première tentative d'application de la stratégie du choc des civilisations, qui doit conduire à la promesse d'établissement d'un Grand Israël, du Nil à l'Euphrate.

Cette stratégie a été actualisée, laïcisée et baptisée « Choc des civilisations » en 1957 par l'historien juif britannique Bernard Lewis, qui a également joué un rôle important dans le déclenchement de la guerre d'Irak de 2003 en persuadant l'ancien vice-président des Etats-Unis Dick Cheney de se prononcer en faveur de cette guerre.

Ce projet religieux, messianique et politique, fallacieusement érigé en théorie scientifique, a amalgamé successivement le judaïsme et le christianisme, le protestantisme et le catholicisme (apparent), l'Europe continentale et le monde anglo-américain, pour opposer l'Occident au monde musulman, à la Russie et à la Chine.

### DOMINER LA CHRÉTIENTÉ

Le préalable à ce triomphe eschatologique est la domination de l'Occident chrétien par les tenants du judaïsme. Pour comprendre le rapport des juifs aux Européens et le rapport du judaïsme au christianisme à l'époque contemporaine, il est essentiel de connaître la nature des rapports de Jacob et de son frère Esau dans la Torah et l'interprétation qu'en font les rabbins.

Esau et Jacob sont des frères jumeaux, mais Esau a vu le jour le premier. Il est écrit dans la Torah qu'avant leur naissance, Dieu, s'adressant à l'épouse d'Isaac, la mère d'Esau et Jacob, lui annonça que deux nations seront issues d'elle :

« Le Seigneur lui dit : « Deux nations sont dans ton sein, et deux peuples sortiront de tes entrailles ; un peuple sera plus puissant que l'autre, et l'aîné obéira au plus jeune. » » (Genèse, 25 : 23).

Selon l'interprétation rabbinique, le peuple d'Edom, l'Europe, est destiné à obéir au peuple de Jacob, le peuple juif, Israël. C'est bien cette promesse que tentèrent d'accomplir au XVI<sup>e</sup> siècle David Reuveni et Solomon Molcho.

Comme l'écrivait le grand historien du judaïsme Gershom Scholem : « Les visions et les discours de Solomon Molcho mêlaient kabbale et incitation à une action politique à visées messianiques, parmi les chrétiens. Son martyre (1532) le fit compter par la communauté juive comme l'un des « saints » de la kabbale. Les mouvements apocalyptiques virent dans l'avènement de Martin Luther un nouveau présage, un signe de l'effondrement de l'Eglise et de l'approche de la fin des temps. »<sup>(2)</sup>

Solomon Molcho s'attacha à attirer l'attention des prêtres chrétiens, ce qu'il réussit très habilement ; les clercs vinrent

écouter ses discours, grâce à son charisme et à ses visions, lesquelles impressionnaient ses auditoires (il prédit par exemple l'inondation de Rome en 1530 et le tremblement de terre au Portugal en 1531).

Il annonçait dans certains de ses discours la chute de Rome et du christianisme, ainsi que la reconstruction de la Judée. Par l'intermédiaire de son maître David Reuveni, Molcho put se rapprocher des cardinaux à Rome et rencontrer le Pape Clément VII qu'il tenta de convaincre que la rédemption du peuple juif était imminente. Il réussit à impressionner le Pape, au point qu'il lui accorda une approbation écrite l'autorisant à prêcher devant un public chrétien et à publier ses textes (à condition qu'ils ne soient pas antichrétiens).

Alors que Molcho posait les premières pierres de l'alliance judéo-chrétienne, l'Inquisition et l'Empereur Charles Quint y ont mis un terme en envoyant Molcho au bûcher (à Mantua, en Italie) et son maître Reuveni dans un cachot en Espagne.

C'est au siècle suivant que s'établira définitivement l'alliance judéo-chrétienne, plus précisément entre le judaïsme messianique et le millénarisme protestant.

Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, des théologiens protestants anglais ont commencé à défendre l'idée de réimplantation des juifs en Terre sainte afin de hâter le retour de Jésus et ainsi de convertir les juifs au christianisme. Parmi ces théologiens protestants ayant promu cette idée, se trouvent Joseph Mede (1586-1635), Richard Baxter (1615-1691) et un parlementaire anglais, Sir Henry Finch (1558-1625), qui rédigea un ouvrage d'exégèse dans lequel il « prédit » le retour des juifs en terre sainte : *The World's Great Restoration, or the Calling of the Jews* (La grande restauration mondiale, ou l'appel des juifs).

### L'AMÉRIQUE JUDÉO-PROTESTANTE

Cette vision messianique originellement juive, devenue judéo-protestante, va s'implanter dans l'Amérique colonisée par les Anglais, lesquels se considéraient comme le nouveau peuple élu, l'Amérique comme la nouvelle terre promise, terre des origines du monde. Quant aux Indiens, ils étaient considérés comme une race inférieure, des autochtones encombrants à exterminer.

Or, cette conception raciste et génocidaire est celle des anglais protestants (en bons héritiers des juifs), mais du point de vue catholique, il en va autrement. En effet, la question de l'humanité des Indiens donne matière à débat à la Renaissance. La controverse de Valladolid (Espagne), en 1550-1551, permet au dominicain Las Casas de réaffirmer le devoir missionnaire des chrétiens face aux indigènes<sup>(3)</sup>.

La question réémerge au siècle suivant quand le calviniste Isaac de La Peyrère (1594-1676) avance l'hypothèse que les premiers habitants de l'Amérique seraient les descendants d'une humanité antérieure à Adam<sup>(4)</sup>.

John Lock, dans le second de ses *Deux Traités de gouvernement* (1690), donne à l'Amérique sa fonction philosophique :

« Au début, écrit-il, le monde était l'Amérique »<sup>(5)</sup>

De terre origine du monde, l'Amérique est devenue, au XVIII<sup>e</sup> siècle, une annonce prophétique de l'avenir. Dans la conscience d'une certaine élite européenne, l'Amérique était liée à l'espérance messianique de la rédemption, en grande partie sous la

pression du mouvement évangélique qui fait de l'ancienne terre de mission un foyer missionnaire.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, Alexis de Tocqueville avait bien perçu cette transformation :

« Il me semble voir toute la destinée de l'Amérique renfermée dans le premier puritain qui aborda sur ses rivages, comme toute la race humaine dans le premier homme. »<sup>(6)</sup>

En 1781, un visionnaire, l'abbé Guillaume-Thomas Reynal, a perçu le danger que présenterait l'Amérique ; à savoir la possibilité d'une colonisation à rebours de l'Europe par l'Amérique :

« On va jusqu'à craindre que l'Europe ne trouve un jour des maîtres dans ses enfants. »<sup>(7)</sup> Parallèlement, dans l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle et du XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement proto-sioniste protestant, aussi appelé restaurationnisme, se prolonge, et il est représenté par des personnages comme Thomas Newton, évêque de Bristol, et Anthony Ashley Cooper, comte de Shaftesbury.

Finalement, ces différentes branches du protestantisme issues du messianisme juif convergeront et guideront la politique étrangère américaine, en définitive au profit d'Israël.

Il existe, depuis 1967, des lobbies évangéliques sionistes qui agissent essentiellement au sein du parti républicain, comme le *National Christian Leadership Conference for Israel* (fondée en 1967), l'*Ambassade chrétienne internationale à Jérusalem* (fondée en 1980), le *Christian Zionist Congress* (fondé en 1996), *Voices United for Israel* (organisation judéo-évangélique) ou encore le *Christian's Israel Public Action Campaign* (CIPAC)<sup>(8)</sup>.

L'engouement de la droite américaine pour Israël s'est alors développé dans les années Reagan, avec l'émergence de prédicateurs influents, tel Jerry Falwell<sup>(9)</sup>, qui ont profondément modifié le parti républicain. C'est à leur initiative qu'a été voté en 1995 le *Jerusalem Embassy Act*, loi qui prévoit le déplacement de l'ambassade américaine de Tel Aviv vers la ville sainte.

Le millénarisme protestant et le messianisme juif ont, depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, avancé de pair, notamment en faveur du projet sioniste, les protestants étant les outils du judaïsme sioniste. En 1980, pour préparer l'avènement de l'ère messianique, d'influents intérêts évangéliques américains ont fondé l'Ambassade chrétienne internationale à Jérusalem. Cette « ambassade » s'attache, depuis, à exercer une action de lobbying en direction du Département d'Etat en faveur des intérêts d'Israël<sup>(10)</sup>...

D'ailleurs, pour ses bons et loyaux services, l'influent prédicateur protestant susmentionné, Jerry Falwell, a reçu en cadeau de la part du gouvernement israélien un jet privé<sup>(11)</sup>.

Aujourd'hui, les héritiers respectifs des protestants millénaristes et des juifs messianistes, aux Etats-Unis comme en Israël, convergent, en ce qu'ils sont pris simultanément d'une poussée de fièvre messianique qui pourrait bien nous mener vers l'Armageddon, au profit du « peuple élu » d'Israël qui doit régner sur le monde.

Jean TERRIEN.

### Comment trouver RIVAROL en kiosques ?

Sur la page accueil de notre site [www.rivarol.com](http://www.rivarol.com), cliquez sur l'onglet « Points de vente » et vous aurez ainsi accès à l'intégralité des points de vente actualisés de RIVAROL dans toute la France, classés par département. Vous pourrez ainsi trouver plus facilement l'hebdomadaire de l'opposition nationale près de chez vous.

1. Voir : Youssef Hindi, *Occident & Islam — Tome 1 : Sources et genèse messianiques du sionisme*, 2015, Sigest.

2. Gershom Scholem, *La Kabbale : une introduction, thème et biographie*, Gallimard, 2003, p. 142.

3. J. Dumont, *La Vraie Controverse de Valladolid*, Paris, Critérion, 1995.

4. Isaac de La Peyrère, *Preadamitae*, sl, 1655.

5. Bernard Cottret, *Histoire de la réforme protestante XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Perrin, 2001, p. 209.

6. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard, 1986, I, p. 414.

7. G. Esquier, *L'anticolonialisme au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1951, p. 290.

8. Sébastien Fath, *op. cit.*

9. En 1979, Jerry Falwell fonde la *Moral Majority* (Majorité morale), une organisation politique réunissant des catholiques, protestants et évangéliques. Elle compte jusqu'à 6,5 millions de membres et a contribué à l'élection à la présidence des Etats-Unis de Ronald Reagan, et plus tard de George W. Bush, cf. Brian Steensland, Philip Goff, *The New Evangelical Social Engagement* OUP USA, USA, 2014, p. 111.

10. Sébastien Fath, *Le poids géopolitique des évangéliques américains : le cas d'Israël* : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2005-4-page-25.htm>

11. Cadeau du gouvernement de Menahem Begin, cf. Sébastien Fath, *op. cit.*

# Cannes : esbroufe et illusions

LE FESTIVAL de Cannes vient de s'achever et, comme les années précédentes, a charrié son lot de gauchisme snobinard et de fêtes cocainées. Ce carrousel des médiocres est le fidèle reflet de la déliquescence des temps, avec les modèles consumériste et hédoniste imposés comme seul but de vie. Il ne fait guère de doutes que le suffrage universel est un miroir aux alouettes, et à ce titre le Festival intéressera l'observateur puisque les forces travaillant à l'abrutissement des masses y débambulent en toute décontraction. Les habitués de la Croisette avaient d'ailleurs répondu présent : nababs levantins au bras de starlettes en devenir, théâtrales affectant la conduite de la Sainte Nitouche le jour — l'affaire Weinstein titille encore les esprits — et se transformant en fêtards pétardisés la nuit, demi-mondaines en mini-jupes au bras de patapoufs huileux au teint olivâtre, goussets en pantalon et casquette de poulbot fumant le cigare, petits gitons tortillant du croupion devant les invertis à gourmettes, fausses gloires, ringards de la télé-réalité prêts à se vendre pour une invitation branchée, soulographies et pochardes arrimés aux buffets comme le yacht à son ponton, pique-assiettes divers. On aura, entre autres entités discutables, remarqué la présence de la dénommée Zahia, « créatrice de lingerie » née à Alger et ancienne call-girl, qui a fait ses débuts d'actrice dans le bien nommé *Une fille facile* de Rebecca Zlotowski. On a eu droit aussi, bien entendu, à un appel de deux cents personnalités à « la protection du vivant » et à « la lutte contre le dérèglement climatique » (à noter qu'on ne parle plus du tout de « réchauffement ») bien que ce sujet n'ait pas le moindre rapport avec le septième art.



D.R.

## DELON HONORÉ

Le festival a rendu un hommage d'honneur à Alain Delon (voir plus bas), ainsi qu'à la virago Agnès Varda : déjà récompensée par une palme d'honneur en 2015, celle-ci — étrange sosie de la fée Carabosse — n'a réalisé que d'obscurs navets ou des courts-métrages narcissiques, aussi pouvait-on à bon droit s'étonner d'un tel choix. Voici l'explication du mystère : militante historique de l'IVG, la passionaria a prêté sa maison pour réaliser des avortements clandestins avant la promulgation de la loi Veil, ce qui équivaut, dans ces milieux interlopes, à une médaille Fields.

Prenons de la hauteur avec l'autre promu, Alain Delon. Sa remise de palme fut très émouvante et digne, à mille lieues des pitreries de la lavette Bilal Hassani la veille, lors du concours de l'Eurovision, où le Marocain à mèches blondes a glapi au nom de la France, sans succès, ce qu'a disséqué François-Xavier Rochette la semaine passée.

Pour crime de pensée non conformiste, l'interprète du *Guépard* a vu sa carrière peu à peu ralentie, puis stoppée. Le cinéma français a le cœur à gauche, viscéralement, d'où le bannissement progressif de sa seule star mondialement connue (l'étrange liaison entre Julie Gayet et le poussah boutonueux Hollande — sorte de *Belle et la bête* contemporain — procède du même mécanisme).

Comme le notait il y a déjà vingt ans Yannick Dédie dans son *Mythologies politiques du cinéma français* (PUF) : « quand la gauche s'assume sans complexe à l'écran, la droite reste honteuse, à quelques exceptions près ».

On comprend sans mal, donc, que la Palme d'or d'honneur décernée avec courage par le comité du Festival ait provoqué une éruption de boutons chez les progressistes. Pas moins de vingt-cinq mille personnes avaient ainsi signé préventivement une pétition pour annuler cette remise de récompense, sous l'égide de

l'organisation américaine féministe *Women and Hollywood* ; sa fondatrice, une certaine Melissa Silverstein, avait fait part au magazine *Variety* de son dégoût : « Comment le Festival de Cannes peut-il honorer la carrière de cet acteur ? ».

« Alain Delon a le droit de penser ce qu'il pense », a répliqué Thierry Frémaux la veille de l'ouverture. Le délégué général de la sélection a invité ses détracteurs à « faire la part des contradictions d'une existence [...] en l'occurrence, d'un homme qui est parti très tôt à la guerre et qui est d'une autre génération ».

En effet, les petits planqués qui pointent du doigt l'acteur n'ont souvent même pas accompli leur service militaire ! Soyons francs : l'ex-matelot de première classe Alain a bien mérité l'opprobre de bobos nomades se gavant de caviar aux frais de la plèbe... Il s'est depuis des lustres prononcé pour la peine de mort, avance que les « couples » homosexuels ne devraient pas avoir le droit d'adopter ou de se marier, a affirmé encore récemment que la France devrait arrêter d'ouvrir ses frontières... De quoi être banni à vie, notamment, par les Trissotins du comité de l'Avance sur Recettes — organisme d'Etat qui maintient sous perfusion, à coups d'argent public, la production des films en France.

Il est utile à ce propos, en déviant à peine de notre sujet, de rappeler le plus grand scandale de ce comité Théodule abondé par le contribuable, lié au navet intersidéral *Le Jour et la Nuit* réalisé en 1997 par le faux philosophe (et vrai grenouilleur) Bernard-Henri Lévy. Echec public et critique d'anthologie, on avait découvert par la suite que l'homme en chemise ouverte avait trouvé son financement initial — plus d'un million d'euros — grâce à la Commission d'avances sur recettes, organisme dont le susdit était, hasard heureux, le président à l'époque.

## LONGS-MÉTRAGES ET CERVEAUX LENTS

Le jury de Cannes pour cette année a semblé très terne, composé de personnalités peu connues, à l'exception du militant d'Act-Up Romain Campillo, dont le grotesque *120 battements par minutes*, hymne criard aux sidéens, avait obtenu un « Grand Prix » de complaisance l'an passé. Le festival avait invité en outre ses grandes consciences, l'infortuné spectateur étant pris en otage pour pilonnage idéologique : Arnaud Desplechin, Ken Loach (qui tourne inlassablement le même film : trois ans après *Moi, Daniel Blake*, Palme d'or, le cinéaste présentait cette année son « *Sorry We Missed You* », portrait d'une famille modeste de Newcastle en lutte contre des patrons insensibles), les frères Dardenne — Belges dont chaque *opus* assure une plongée rapide dans les bras de Morphée — ou le Franco-Algérien Abdellatif Kechiche, qui avait remporté la Palme d'or il y a six ans pour son demi-porno *La Vie d'Adèle*, mettant en scène des adeptes enrégées de Sapho.

Disons-le tout net, le « cinéma d'auteur » — nom pompeux désignant des pamphlets pour paumés et fielleux — prôné par Cannes représente une part très marginale de la production mondiale. La consommation en salles a profondément évolué et est maintenue à flots par les superproductions hollywoodiennes à base de super-héros invincibles, de monstres gluants et de martiens menaçants : sur les vingt films ayant réalisé les meilleures entrées en 2018 au pays de Gargantua, treize sont des « blockbusters » américains. Sans ces péplums de l'Espace, qui phagocytent les entrées (65 % du chiffre d'affaires global), la consommation en salles vacillerait, puisque films et séries se retrouvent désormais en « streaming » sur l'or-

dinateur, ou distribués au moyen des chaînes à péages distribués par les bouquets numériques. Les petites structures de quartier ferment à la queue leu-leu, et seuls surnagent de vastes complexes pour ados et jeunes, cibles principales des films de science-fiction, dont le chiffre d'affaires repose pour une forte proportion sur la vente de sucreries et de sodas, à la grande satisfaction des dentistes.

Ces agapes cannoises, fêtes de l'entre-soi mondain ne reflétant en rien l'état du marché, prônent par conséquent l'universalisme nomade, en faisant pleurer Margot via des élégies à la gloire de l'immigré (mal à l'aise dans une société injuste), quand ce ne sont pas des brûlots orientés (avec blancs sots qui ne comprennent goutte aux avantages d'une société « plurielle »).

## LE PALMARÈS DES AIGRIS

Cette tendance geignarde a bien entendu prédominé cette année, et la majorité des films retenus — vingt et un au total — étaient soit barbant, soit convenus, soit à visée culpabilisante pour le *souchien*. Précision qui n'étonne même plus : sur les 21 films de la sélection, 6 étaient consacrés à l'homosexualité ! On aura noté entre autres *pensums* : *Les misérables* (drame français d'un certain Ladj Ly, black natif du 93, sur l'embrasement des banlieues), *Atlantique* (drame franco-sénégalais sur la condition inacceptable des gentils migrants), *Une vie cachée* (drame germano-américain sur d'implacables nazis pourchassant un gentil paysan. Le héros, Franz Jägerstätter, célèbre en Autriche, refusa en effet de jurer fidélité à Hitler, comme devaient le faire tous les soldats allemands), *Mektoub my love* (drame d'Abdellatif Kechiche avec Shain Boumedjène et Salim Kechiouche. L'argument est mince : des jeunes désœuvrés draguent dans une boîte de nuit. Les quelques rescapés qui ont subi ces 3 H 30 de pseudo-film, dont un plan rapproché de 13 minutes sur une pratique sexuelle orale, étaient éparés, la moitié de la salle s'étant vidée), *Le jeune Ahmed* (drame franco-belge sur le parcours d'un radicalisé islamique), *Franckie* (drame franco-portugais sur la fin de vie et la déchéance d'une actrice à la dérive), *Matthias et Maxime* (drame de Xavier Dolan mettant en scène deux gays, thème déjà abordé par le Canadien dans son libidineux *Laurence anyways* en 2012), *Roubaix, une lumière* (drame français d'Arnaud Desplechin retraçant le meurtre sordide d'une vieille dame par deux jeunes zonardes drogués).

Parallèlement au misérabilisme, Cannes s'est fait depuis longtemps l'avocat de films pervers à destination des déréglés, et cette année il n'y a pas eu de dérogation à cette loi d'airain : à la Quinzaine des réalisateurs le vomitif *Dogs dont wear Pants* narrait la renaissance d'un veuf inconso- lable, retrouvant joie de vivre et punch grâce au sadomasochisme, et aux graves mutilations (plusieurs scènes sont insoutenables) prodigués par une professionnelle tarifiée !

On le voit, gaieté et bonne humeur ont régné sans partage sur le choix des sélectionneurs avec, signe des temps, une tonalité non négligeable d'abjections morales et politiques. Tout cela n'est pas mineur : on peut le voir comme un signe net de la victoire intellectuelle du mondialisme... Imaginons un festival organisé par l'Œuvre Française et présidé par Henry de Lesquen, et ne retenant dans sa sélection que des films à la gloire du corps des parachutistes de combat du 1<sup>er</sup> RCP, de Pie XII, ou de l'Algérie des années heureuses

avant le bradeur De Gaulle, en excluant *de facto* les films défaitistes, amoraux, ou neuneus, celui-ci serait boycotté dans l'heure par les médias stipendiés... Il s'agit donc bien ici d'un combat intellectuel, capital pour une reconquête des esprits.

Les résultats ? On ne pourra passer sous silence, pour commencer, la dorénavant fautive *Queer Palm*, récompensant le film incarnant le mieux le prosélytisme homo et trans ; le jury, au sein duquel figuraient deux Brésiliens — dont on ignore s'ils débarquaient directement du bois de Boulogne — a porté son choix sur le film français *Portrait de la jeune fille en feu* narrant des amours saphiques. Dans la foulée, on décernera le trophée du narcissisme gay au chanteur Elton John, producteur de *Rocket Man*, hagiographie à sa propre gloire qui lui arrachera des torrents de larmes lors de sa première Cannoise !

Sans surprise, le palmarès final a de son côté récompensé les films visant à la rééducation des foules. *Les Misérables* du Français Ladj Ly et l'obscur *Bacurau* (film d'Amérique Latine) remportent *ex aequo* le Prix du jury. *Les Misérables*, dont l'action se déroule en partie à Montfermeil, s'inspire, nous dit-on, d'une « bavure policière sur un jeune homme noir en Seine-Saint-Denis, en 2008 ». Inutile de préciser qui a le mauvais rôle... La réalisatrice française Céline Sciamma a été récompensée, elle, du Prix du meilleur scénario pour son film *Portrait de la jeune fille en feu*, déjà primé par la « Queer Palm ».

Les jeunes Français — comme nos deux soldats qui donneront leur vie récemment pour sauver le voyage de noces de deux inconscients énamourés — constituent-ils le socle de nos descendants ? Non. C'est ce que prouve sans conteste le sacre des frères Dardenne, qui ont reçu le Prix de la mise en scène pour l'assommant *opus*, *Le Jeune Ahmed*, dont le héros est un Beur vénérant Allah. « Alors que le populisme identitaire et les crispations religieuses montent, nous avons souhaité filmer un appel à la vie », disent-ils : bon appétit, messieurs !

Etrangement, *Parasite*, thriller du Sud-Coréen Bong Joon-ho, a remporté la Palme d'or en clôture du 72<sup>e</sup> Festival de Cannes. Or, il se trouve que ce film a fait l'unanimité de la critique — le cinéma coréen est très fécond et créatif — et ce choix semble donc assez justifié. Il est temps de conclure. La culture est aux mains de personnes athées, goûtant à la fois immigration, luxe et argent facile, méprisant le peuple (cette masse idiote) et festoyant à grands frais. Voilà le triste constat de ces orgies cannoises.

Jean BEAUMONT.

## Bulletin d'abonnement à RIVAROL

NOM :  
Prénom :  
Courriel électronique :  
Adresse :  
Code postal :  
Ville :  
Pays :

Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :

- ☐ Trois mois : 40 €
- ☐ Six mois : 70 €
- ☐ Un an : 125 €
- ☐ Deux ans : 215 €
- ☐ Soutien 1 an : 175 €
- ☐ Propagande 1 an : 210 €
- ☐ A vie : 2000 € (3000 € avec l'abonnement à vie à *Ecrits de Paris*)
- ☐ Un an pour personnes en grande difficulté : 100 €
- ☐ Numérique : 80 € (150 € pour un abonnement papier et numérique)
- ☐ Prélèvement mensuel : 12 € par mois (15 € pour un abonnement à *Ecrits de Paris* en plus de celui de RIVAROL)

IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel :

Chèques à l'ordre des Editions des Tuileries.  
Editions des Tuileries, 19 avenue d'Italie, 75013 Paris.

# Salvini et cette étrange Italie politique

« Matteo Salvini ou l'itinéraire d'un parcours politique météorique ». Tel est le titre du livre de notre camarade Gabriele Adinolfi que Mario Borghesio, député européen de la Lega, décrit dans sa préface, comme un « soldat politique ». Le livre décrit avec talent le parcours politique foudroyant du jeune dirigeant dont la formation est arrivée largement en tête en Italie aux européennes du 26 mai avec plus de 30 % des suffrages, mais va beaucoup plus loin, nous plongeant dans les arcanes les plus improbables de la politique italienne, dont on découvre, parfois stupéfait, la complexité. Imaginerait-on, en France, une alliance au niveau gouvernemental de Marine Le Pen et de Mélenchon doublée d'une alliance entre le RN et les Républicains au niveau des régions ? C'est, bien sûr, forcer le trait, mais nous ne sommes pas loin d'une situation de ce type en Italie.



## L'ÉTRANGE ALLIANCE

Le 1<sup>er</sup> juin 2018, Matteo Salvini était nommé ministre de l'Intérieur et vice-Premier ministre du gouvernement italien résultant de l'alliance populiste entre la Lega et le mouvement *Cinque Stelle* (cinq étoiles), fondé par l'humoriste Beppe Grillo, une sorte de Coluche italien. Cette nomination était l'aboutissement d'une très longue négociation que l'on a du mal à comprendre si l'on ne connaît pas l'histoire de la vie politique italienne et sa psychologie de masse, coutumière des coups de théâtre à la *Commedia dell'arte* et de ce qu'on appelle le « transformisme », nous explique Adinolfi. Le « transformisme », inventé par Giovanni Giolitti (1842-1928) est fondé sur les compromis, la corruption et le clientélisme et fut incarné après la Deuxième Guerre mondiale par la Démocratie chrétienne, mais avait en partie survécu durant le régime fasciste. Cette mentalité apparaît en pleine lumière dans ce chef-d'œuvre du cinéma italien, *Le Guépard* de Lampedusa. Avec cette formule magique typiquement italienne, on avait inventé la cohabitation chronique, c'est-à-dire le constant équilibre entre catholiques, libéraux, conservateurs et socialistes !

Mais voyons comment cette bizarre alliance entre la Lega et 5 étoiles s'est retrouvée au pouvoir en Italie. Les élections législatives et sénatoriales avaient lieu le 4 mars 2018. Trois partis ou coalitions

s'affrontaient. Aucun n'était en capacité d'être majoritaire. L'Italie possède une loi électorale qui la rend pratiquement ingouvernable. Il y avait le *Parti démocratique* de gauche, le mouvement *Cinque Stelle* et une coalition de centre droit rassemblant divers partis : *Forza Italia* de Silvio Berlusconi, *Fratelli d'Italia* (néo-fasciste), et la *Lega*. Imagine-t-on une telle alliance en France ? Le mouvement *Cinque Stelle* obtenait 32,7 % des suffrages, le Centre droit, 37 % (17,4 % pour la *Ligue*, 14 % pour *Forza Italia*, 4,3 % pour *Fratelli*

*d'Italia*) et le *Parti Démocrate* 22,8 %. La loi prévoit que le secrétaire du parti arrivé en tête soit nommé Premier ministre. La coalition de centre-droit l'avait emporté mais c'est le mouvement de Beppe Grillo qui avait remporté le plus de suffrages. Ce fut donc Luigi Di Maio, nouveau leader de *Cinque Stelle* qui fut désigné Premier ministre. Il entreprit d'ouvrir des négociations avec la gauche, qui échouèrent. Di Maio proposa alors une alliance à la *Ligue*, mais non à la coalition, ne voulant pas de Berlusconi ni des « fascistes » de *Fratelli d'Italia*. Au bout de longues négociations, Matteo Salvini fit le grand saut. Cette étrange alliance pouvait se prévaloir du soutien des États-Unis, ce qui compte beaucoup en Italie. Il y eut, nous apprend Adinolfi, de nombreux appels américains au Quirinal, auxquels les deux partis firent une large publicité, en faveur du nouveau gouvernement et en faveur d'Elizabetta Trenta comme ministre de la Défense, une atlantiste fanatique qui prétend que c'est à l'OTAN de s'occuper de la Méditerranée !

## LE MARIAGE DE LA CARPE ET DU LAPIN ?

Les orientations des deux partis étaient, à vrai dire, difficilement compatibles. Citons quelques exemples. La *Ligue* est surtout forte dans le Centre Nord, parmi les classes productives, refuse l'immigration de masse et soutient l'idée d'une taxe qui favorise les entreprises. *Cinque Stelle* est enraciné dans le Centre Sud et est le champion de l'Etat providence. En politique étrangère, ces derniers sont très proches des Anglo-Américains alors que la *Ligue* entretient de très bonnes relations avec la Russie. Les deux mouvements avaient d'ailleurs réagi de façon diamétralement opposée au bombardement de Damas. Mais, après des jours et des jours

de palabres, les deux mouvements finirent par rédiger un programme de gouvernement. Matteo Salvini resta ferme sur la question de l'immigration et, à la surprise générale, ses nouveaux alliés s'y plièrent. En échange, ce fut Roberto Fico, un gauchiste, qui hérita de la présidence de la Chambre des députés, une tribune depuis laquelle il vient de combattre la politique du gouvernement !

Pour le moment, cette coalition hétéroclite tient, mais il ne s'est pas passé grand-chose à l'exception de l'issue victorieuse du combat de Matteo Salvini contre les ONG en matière d'immigration. Elle tient aussi parce que les protagonistes ont défini une méthode pour surmonter les divergences et éviter une crise. Les deux partis se sont engagés à en « discuter de façon approfondie et dans le respect des principes de bonne foi et de loyale coopération ». Au cas où les divergences subsisteraient, un Comité de conciliation sera convoqué. Cela signifie que le mouvement *Cinque Stelle* ne peut ouvertement mettre des bâtons dans les roues de la *Ligue* en matière d'immigration et d'insécurité. Mais la réciprocité s'impose. Parmi les points « fondamentaux » des Grillistes, figurent la politique du genre et les LGBT. La *Ligue* a certes obtenu le ministère de la Famille, mais Matteo Salvini a été contraint de désavouer son ministre, Luciano Fontana, lorsque ce dernier a affirmé qu'il ne pouvait y avoir de famille gay. Compliqué, tout cela...

## LA LIGUE

La *Ligue* est née en 1992, alors que les classes dirigeantes italiennes, plus corrompues les unes que les autres, avaient été massacrées par les magistrats. Elle était la formation politique la plus jeune, la plus moderne et deviendra, en 2013, la force la plus ancienne sur l'échiquier politique. L'origine du parti se situe à gauche. C'est en 1987 qu'Umberto Bossi, issu de la gauche, fut nommé secrétaire de la *Ligue* lombarde. Le parti proposait, en toute simplicité, le démembrement de l'Italie en trois Républiques fédérales. La *Lega Nord*, issue de l'alliance de divers mouvements autonomistes, voire sécessionnistes, vit le jour le 4 décembre 1989. Les thèmes fondateurs étaient la révolte fiscale contre « Rome la voleuse » et le mépris pour les Italiens du Sud, considérés comme des ploucs et des parasites. Elle obtint d'excellents résultats aux élections législatives de 1992 (8,6 % et 55 députés à l'Assemblée). Notons que ses scores atteignaient 16 à 23 % dans les régions septentrionales. Le parti aura par la suite des résultats en dent de scie, notamment en 1999, où il plafonna à 4,5 % avec 4 députés, son appel à l'indépendance de la Padanie ayant refroidi maints électeurs.

Les élections de 2008, où la Lega avait fait alliance avec Berlusconi, lui permirent, grâce à ses positions sur l'immigration, de monter à 8,3 %, obtenant 60 députés et 25 sénateurs. Puis, nouvel effondrement (4,09 %, 18 députés et 17 sénateurs) en 2013, suite au scandale Bossi, accusé de lourds détournements de fonds. Il sera condamné à deux ans et demi de prison pour escroquerie aux dépens de l'Etat et au séquestre des comptes du parti, soit 48 millions d'euros, handicap majeur dont souffre encore aujourd'hui la *Ligue*. On connaît la suite. La même année, Matteo Salvini va succéder à Umberto Bossi et réorienter la ligne du mouvement, abandonnant les chimères indépendantistes, élargissant le parti vers le Sud, et orientant son combat contre l'invasion migratoire. La *Ligue du Nord* était devenue *La Ligue*.

Qui est Matteo Salvini ? Il est né à Milan, le 9 mars 1973. A l'âge de vingt ans, il vit sa première expérience à la télévision en reportant un jeu. S'il adhère très tôt à la

*Ligue du Nord*, c'est sur des positions d'extrême gauche. Il sera élu conseiller municipal en 1994 et sera tête de liste lors d'un scrutin interne du Parlement de la Padanie, sous l'étiquette des Communistes du Pô. Il défendra, bec et ongles, le plus redoutable squat gauchiste de Milan, le Leoncavallo. Il va évoluer dans ses idées au fil du temps, devenant secrétaire à la Jeunesse de la *Ligue*, secrétaire provincial milanais, puis député européen, puis député à l'Assemblée nationale et même sénateur puis, comme nous l'avons vu, il sera élu, avec un score de maréchal, secrétaire national de la *Ligue*, en remplacement d'Umberto Bossi. Il est aujourd'hui ministre de l'Intérieur et vice-Premier ministre...

## LES CINQUE STELLE

Comment présenter cet étrange OVNI ? Gabriele Adinolfi le décrit comme un parti populiste, un mélange de l'esprit de Coluche et de celui de Jean-Luc Mélenchon, tout en présentant certains traits de la communication de La République en marche. Le fondateur du parti est Beppe Grillo, un comique très connu, qui contestait le régime politique italien depuis trente ans. En 2007, il était entré en guerre contre les politiciens, instaurant le V-Day (« la journée pour aller vous faire foutre »). Aux élections municipales et provinciales de 2012, il obtint de bons résultats (18,2 % en Sicile) et, en 2013, ce sera le grand saut : 9 millions de voix, soit 22,5 % à la Chambre, 109 députés et 54 sénateurs. En mars 2018, comme nous l'avons vu, ce sera le triomphe : 227 députés, 112 sénateurs. *Cinque Stelle* est devenu le premier parti italien, dont le chef, aujourd'hui, est Luigi Di Maio. Le fonctionnement de ce parti est très curieux. Adinolfi le compare à une version informatique du centralisme démocratique de Lénine. Le droit de vote au sein du parti varie en fonction du parcours effectué par chaque militant, lequel est soumis à des quiz et à des examens. Chaque fois que quelqu'un franchit un échelon, il obtient le droit d'accéder à des sites protégés et d'être consulté sur d'autres décisions. Celui-ci se sent, bien sûr, valorisé, mieux intégré et est fidélisé.

Adinolfi relève que la particularité des gens de *Cinque Stelle* est qu'il s'agit d'extrémistes de tous bords et qu'y règne une très forte influence à la fois de ses minorités organisées et du spontanéisme de sa base. L'auteur, qui n'est pas un fantaisiste, évoque, arguments à l'appui, l'hypothèse que les *Cinque Stelle* se sont laissés téléguider depuis l'outre-Atlantique et que tel homme de l'ombre, qu'il cite, est en mesure, grâce aux sites, évoqués plus haut, dont il détient la clé, de décider du destin de tout le parti. Ce dernier serait ainsi totalement manipulé par des marionnettistes internes et externes. Autre hypothèse : le parti serait au contraire l'otage de choix spontanés et improvisés, simple jouet entre les mains de cadres incapables et incompétents. Cette hypothèse est renforcée par le fait que les positions du parti, sur quasiment tous les sujets, ne sont jamais claires, changent tous les jours, créant à chaque fois des divisions internes.

En conclusion, nous dit Gabriele Adinolfi, on peut dire que le mouvement *Cinque Stelle* est quelque chose de totalement inédit dans le panorama mondial et on peut s'attendre à bon droit à tout de sa part. C'est aussi la raison pour laquelle faire des prévisions sur l'avenir de la coalition populiste reste totalement hasardeux.

R. S.

*Matteo Salvini ou l'itinéraire d'un parcours politique météorique*, de Gabriele Adinolfi, 135 pages, 18 euros. Diffusion par La Nouvelle Librairie, 11 rue de Médicis, 75006 Paris.

## RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris

Tél. : 06-40-87-72-79

Correspondance seulement

(Une permanence téléphonique est assurée le lundi et le mardi de 10h à 17h et le vendredi de 10h à 14h.)

[www.rivarol.com](http://www.rivarol.com) et

[www.boutique-rivarol.com](http://www.boutique-rivarol.com)

Rédaction : [jeromebourbon@yahoo.fr](mailto:jeromebourbon@yahoo.fr)

Administration : [contact@rivarol.com](mailto:contact@rivarol.com)

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN

(1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,

éditorialiste (depuis février 2010) :

Fabrice Jérôme BOURBON

E. U. R. L. « Editions des Tuileries », au capital de 51000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Paris Offset Print (POP) 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve. — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon.

CPPAP n°0223 C 82763, ISSN n°0035 56 66.

ABONNEMENTS : 2 ans : 215 euros — 1 an : 125 euros — 6 mois : 70 euros — 3 mois : 40 euros —

soutien : 175 euros — propagande : 210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté, ecclésiastiques et religieux) : 100 euros — Abonnement à vie à RIVAROL : 2000 euros — Abonnement à vie à RIVAROL et à *Ecrits de Paris* : 3 000 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (il suffit de nous envoyer un IBAN et votre adresse postale complète).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (créer un compte sur le site <[www.boutique-rivarol.com](http://www.boutique-rivarol.com)>)

ETRANGER : 1 an : 140 euros — 6 mois : 80 euros.

Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES. Délai dix jours.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Editions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPPAR)

Entreprise Générale Réalise tous travaux du bâtiment Contacter M. Mascali au 06-64-67-33-92.

# Louis de Bonald, le philosophe de la contre-

**A**LORS que Joseph de Maistre se présente comme un contempteur de la Révolution et un laudateur de la monarchie de droit divin et du principe théocratique, Louis de Bonald, lui, procède à l'analyse des causes de la première, et a bâti une théorie exhaustive de la seconde.

## FILS D'UNE FAMILLE NOBLE DE PROVINCE

Louis de Bonald naît le 2 octobre 1754 à Millau, dans l'actuel département de l'Aveyron, au sein d'une vieille famille noble du Rouergue, riche en terres, et qui avait engendré nombre de magistrats.

Il manifeste, au collège des Oratoriens de Juilly, des dons intellectuels qui semblent le destiner à une carrière de philosophe. Se sentant pourtant une vocation militaire, il entre dans le corps des mousquetaires du Roi, mais celui-ci est dissous en 1776, ce qui l'incite à regagner sa province. Il épouse alors Elisabeth Guibal de Combes-cure, une jeune fille de la noblesse du Gard, installée au Vigan<sup>(1)</sup>. Il est nommé maire de Millau en 1785.

Durant l'été 1789, Bonald se montre favorable au courant réformateur porté par l'Assemblée nationale constituante. Il reçoit une couronne civique, de ses concitoyens, et est réélu maire de Millau<sup>(2)</sup> en 1790. Puis il devient membre de l'assemblée du département de l'Aveyron. Mais, très vite, il se montre hostile à la Révolution, comme de Maistre, et pour les mêmes raisons : l'humiliation du Roi, la vente des biens de l'Église (décret du 2 novembre 1789), la constitution civile du clergé (décret du 12 juillet 1790). Le 31 janvier 1790, il rejoint l'armée du prince de Condé, à Heidelberg. Alors va commencer son activité de théoricien de la Contre-révolution. En cela, il ressemble à de Maistre.

## UN PHILOSOPHE, ET NON UN SIMPLE PUBLICISTE

Mais ses dispositions d'esprit ne sont pas celles du Savoyard.

Ce dernier a l'âme de, tout ensemble, un partisan, un prédicateur, et un visionnaire. Le sentiment, l'émotion, guident sa conduite, qui est avant tout celle d'un acteur de la vie publique (il fut, durant la Révolution, l'agent actif du roi de Sardaigne). Son œuvre est l'expression de sa fidélité à la cause de la monarchie, de la religion et du royaume de Sardaigne.

Il en va autrement pour Bonald, dont la pensée est indépendante de ses sentiments et du cours des événements. Il ne participera à aucune action en faveur du rétablissement de la monarchie. En revanche, il construira la doctrine de la monarchie absolue la plus achevée qui se puisse concevoir.

Bonald comprend d'emblée que l'œuvre de la Révolution ne pourra être combattue que par une impeccable argumentation théorique. Au contraire de de Maistre, il lit beaucoup avant d'écrire. Depuis sa jeunesse il a acquis une culture philosophique immense. Il a lu Platon, Aristote, saint Augustin, saint Thomas, Abélard, Guillaume d'Occam, Bossuet, Descartes, Leibniz, Montesquieu, Rousseau, Condillac, Hume, Diderot, d'Alembert, Helvétius, d'Holbach, sans oublier Tacite (dont l'œuvre l'a beaucoup inspiré). Il n'est pas seulement un publiciste cultivé, mais un véritable philosophe, et un érudit, dont les vues reposent sur des connaissances sérieuses, et non pas approximatives. À ses yeux, on ne pourra rebâtir la monarchie et l'ordre chrétien qu'à condition de posséder une connaissance exacte de l'homme,

de l'histoire et du fonctionnement des sociétés. Et c'est dans cet état d'esprit qu'il compose sa *Théorie du pouvoir politique et religieux dans la société civile, démontrée par le raisonnement et par l'histoire*, publiée à Constance en 1796<sup>(3)</sup>. Ce livre porte en lui l'ambition de son auteur de fonder une véritable science de l'ordre politique et social. Alors que de Maistre et la plupart des publicistes contre-révolutionnaires récusent sommairement le rationalisme athée et exclusif du XVIII<sup>e</sup> siècle, Bonald, lui, opère un véritable retour aux concepts fondamentaux de la philosophie qui sous-tendait l'ordre politique et social de la monarchie.

## LA THÉORIE BONALDIENNE DES ORIGINES DE LA RÉVOLUTION

Il comprend que la perversion éthique et politique qui a mené à la Révolution découle de la distorsion de sens que la pensée philosophique du XVIII<sup>e</sup> siècle a fait subir à la notion de λόγος (*logos*), c'est-à-dire, tout ensemble du discours et de la raison indissolublement liés. Les Grecs, Socrate et Platon en tout premier lieu, avaient défini ce concept de *logos*, à la base de la philosophie occidentale. Les philosophes médiévaux, tout particulièrement saint Thomas, l'avaient accordé aux vérités révélées par les Écritures, et avaient distingué les réalités conceptuelles des êtres qu'elles subsumaient abstraitement, au niveau de la connaissance. Mais la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec Condillac et Hume, reprenant, en le poussant jusqu'à ses dernières extrémités, le nominalisme occamien, fit du langage un simple code arbitrairement conçu et sans vérité absolue, et l'identifia totalement à la raison, expurgée de la révélation, de l'impression sensible et du sentiment. Ainsi naquit l'idée d'un Homme purement fictif, sans transcendance, et aliéné par une raison assimilée à un langage de pure convention, instrument de domination de ceux qui savent le manipuler, source d'asservissement pour les autres, utilisé par les sociétés de pensée, les loges et les clubs contre la monarchie de droit divin, animé par une conception conquérante de l'homme sans Dieu, que sa liberté menait à sa perte et à la ruine de la civilisation.

Bonald fait justice de cette philosophie et, contre elle, rappelle l'origine divine du langage, attestée par le fait qu'il préexiste à toute pensée, dont il est la condition de l'existence, lors même que cette pensée consiste en la négation de Dieu et des vérités révélées. Il renoue ainsi avec le conceptualisme abélardien et la conception thomiste de la raison. Le langage est un don de Dieu, duquel découle la raison ; ce qui implique que celle-ci est bornée par la puissance divine. Dieu donne à l'homme le langage et la raison tout unis, dont l'homme peut user à sa guise, y compris contre Lui, mais sans jamais pouvoir sortir de Sa tutelle, celle de son Créateur, et donc du créateur de sa capacité de pensée. Dieu confère à l'homme la liberté, mais reste maître de son destin, parce qu'il est le Créateur de toutes choses. Partant, il est maître des institutions qui conviennent à l'homme. Il a créé un ordre politique et social qui convient à l'homme tel qu'il l'a conçu. L'homme peut user de sa liberté pour remettre cet ordre en question, mais il s'agit là d'une tentative vouée à l'échec car sa nature n'admet pas d'autre mode de gouvernement et d'organisation autre que celui que Dieu a conçu pour lui dans son infinie Sagesse. Les prétendus essais d'affranchissement mènent fatalement à la servitude. L'homme est fait pour se conformer au plan de Dieu. Il ne choisit pas son mode de vie,

non plus que son mode d'organisation et de gouvernement. Dieu l'a conçu comme dépendant de Sa Volonté et accomplissant ses desseins, comme un être social inséré dans une communauté différenciée et hiérarchisée, dont le pouvoir procède de Lui et doit guider le peuple conformément à la morale découlant des vérités celées dans les Écritures. Comme le langage, l'organisation politique découle d'une Vérité révélée. Elle ne saurait être une construction de l'homme seul, pas plus que ne l'est le langage, et pas plus que la raison n'est indépendante de Dieu, qui l'a donnée à ce même homme, de la Vérité révélée, qui lui préexiste et s'impose à elle. L'ordre politique et social monarchique est d'institution divine, et ne saurait souffrir la moindre limitation, hors celle, bien entendu, de la morale chrétienne. En cela, la pensée

de Bonald, comme celle de de Maistre, est théocratique. En définitive, c'est Dieu même qui gouverne les hommes ; Il décide de leur destin, soit qu'ils se soumettent librement à sa Vérité et à sa morale révélées, soit que, les reniant et prétendant s'inscrire contre elles, il est abandonné de Lui, et, par là même, voué à sa propre perte, comme le montre la catastrophe révolutionnaire. Le Roi est le lieutenant de Dieu sur terre, chargé de gouverner son peuple conformément à la morale chrétienne, à la manière d'un bon père chef de famille. La plus funeste des erreurs, d'où a procédé tout le mal des "Lumières" et de la Révolution, est la liberté de conscience, prônée par la Réforme, source de l'esprit critique débridé, de l'individualisme et de la revendication démocratique. Bonald professe un antiprottestantisme absolu. Ses cibles préférées, à cet égard, sont Luther, auquel il reproche d'avoir pensé que « la raison des hommes n'a pas besoin d'autorité visible pour régler sa croyance religieuse », et Jurieu, le contempteur de la monarchie absolue de Louis XIV. « *La Réforme*, écrit-il, a divisé la société religieuse, et elle a apporté le même désordre dans la société politique ». Professer que les hommes n'ont nul besoin de l'encadrement d'une autorité ecclésiastique, revient à dire qu'ils ne sont pas tenus de vivre constamment selon la morale chrétienne, qu'ils peuvent ne pas s'y conformer sans qu'il y ait là une faute, et, même, qu'en définitive ils sont libres de concevoir Dieu suivant leurs désirs et leurs intérêts. De ce fait, ils sont libres de se donner les institutions qu'ils veulent. On aboutit alors à la théorie du *Contrat social*, d'essence démocratique, qui s'accorde pleinement avec la conception condillacienne du langage comme un simple code créé par l'homme lui-même, manifestation d'une raison souveraine.

Or, pas plus que le langage, le pouvoir n'est une invention humaine. Tout comme le langage, il s'impose d'emblée à l'homme, qui, dès sa naissance, est intriqué dans une famille et une organisation sociale qu'il n'a pas choisies. L'ordre social et politique s'impose à lui. De même que l'homme peut utiliser le langage et la raison pour nier Dieu sans pour autant pouvoir se flatter de créer ce langage et cette raison, il peut jeter bas l'ordre politique et social pour tenter d'en édifier un autre, mais ce dernier se soldera par un échec.

En conséquence, le seul régime qui convienne à la France comme à tout pays chrétien, c'est la monarchie d'institution divine, régie par la morale chrétienne et la tradition, façonnée par l'histoire, en laquelle le pouvoir se trouve tout entier entre les mains du Roi, sans la limitation d'une constitution écrite, et en opposition totale avec la souveraineté du peuple. Bonald refuse tout ensemble la démocratie, telle

qu'elle s'exprime dans *Du Contrat social* de Rousseau et l'œuvre de la Révolution, mais également la monarchie élective (dont la Pologne a donné un exemple aussi désastreux qu'édifiant) et la monarchie constitutionnelle régie par le suffrage censitaire. La seule constitution qui vaille est celle que Dieu même donne à la société en la créant, en la "constituant" selon son plan et sa volonté, avec sa sagesse, et qui fait d'elle « une société constituée ». Bonald refuse donc le principe de la souveraineté du peuple, celui de la séparation des pouvoirs, et l'institution d'une assemblée législative élue. À son esprit, la démocratie implique nécessairement l'athéisme, puisqu'elle postule qu'il n'existe aucune puissance supérieure à la souveraineté du peuple et à la liberté de l'individu. L'indépendance totale du pouvoir

à l'égard du peuple lui paraît nécessaire non seulement du fait de l'origine divine de l'autorité monarchique, mais aussi en raison des exigences de son bon fonctionnement : un gouvernement issu du suffrage dépend des électeurs, et est contraint de se soumettre à leurs exigences. Les partisans d'une monarchie parlementaire et les démocrates (Bonald voit entre ces derniers et ceux-là une différence de degré, mais non de nature) ne comprennent pas cela et veulent, naïvement, « que la digue naisse du torrent », écrit-il. Les régimes qu'ils prônent sont voués à l'instabilité, et, en fin de compte, à la chute<sup>(4)</sup>.

## UN AUTEUR CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE ASSEZ BIEN VU PAR NAPOLEON

Cependant, Bonald, nous l'avons dit, n'est pas un homme d'action. Se sentant inutile et seul parmi les Émigrés, il regagne la France dès la fin de 1797. Il s'enquiert de l'écho de son livre dans sa patrie. Il découvre qu'il n'est pas passé inaperçu, puisque, au ministère de la Police, où il se rend, un officier lui en montre tout un stock d'exemplaires... rangés avec ceux d'ouvrages pornographiques ou de pamphlets antigouvernementaux de très bas niveau ; ce qui lui arrache cette parole : « *Je finis en mauvaise compagnie* ».

Il constate bientôt qu'il n'a pas mauvaise presse en France. Bonaparte lui-même, alors Premier Consul, lit son livre durant sa campagne d'Italie, en 1800, et lui trouve un grand intérêt. C'est que Napoléon, fils et continuateur de l'œuvre de la Révolution, n'est pas moins un politique réaliste qui voit exprimées dans le livre de Bonald bien des vérités dont il est convaincu depuis longtemps. Il va jusqu'à proposer à Bonald une réédition de sa *Théorie du pouvoir politique et religieux* aux frais de l'État, ce que l'auteur refuse, par fidélité à son camp. Fontanes, le futur Grand Maître de l'Université, se montre lui aussi séduit par les analyses bonaldiennes, et il sollicite l'auteur pour collaborer au *Mercure de France*. Bonald est également lu par Chateaubriand et Molé, futur président du Conseil de Louis-Philippe.

Tout ne baigne cependant pas dans l'huile pour lui. Napoléon se montre quelque peu froissé de le voir repousser ses avances, et, en 1806, son article (dans le *Mercure de France*) intitulé « *Réflexions philosophiques sur la tolérance des opinions* » lui vaut une objurcation menaçante de Fouché.

Afin d'éviter des déconvenues, il accepte de devenir conseiller de l'Université impé-

4. Bonald ne croit pas à la pérennité de la jeune démocratie américaine.

1. Le couple aura plusieurs enfants, dont un fils, Louis Jacques Maurice, qui deviendra successivement évêque (1823), archevêque de Lyon (1839), cardinal (1841).

2. Il s'agit d'une élection au suffrage censitaire, instituée par la Constituante.

3. De manière anonyme, puisque attribué à un certain « M. de B., gentilhomme français ».



# -révolution

riale, en 1810, sur l'insistance de Fontanes, fonction qu'il avait déclinée en 1807<sup>(5)</sup>.

## UNE ŒUVRE ABONDANTE ET UNE INFLUENCE ULTÉRIEURE CERTAINE

Reinstallé à Millau, il ne se soucie de rien d'autre que de poursuivre l'élaboration de son œuvre. Il publie ainsi une *Théorie de l'éducation sociale*, écrite et publiée pour la première fois à l'étranger, peu après la *Théorie du pouvoir politique et religieux* (1796), puis, surtout, un *Essai analytique sur les lois de l'ordre social* (1800), où il approfondit le contenu de son premier ouvrage. Dans cet *Essai*, Bonald a à cœur de systématiser sa pensée et de dégager de véritables lois du fonctionnement de la société ; à l'évidence, il aspire à fonder une véritable science du social, et ce livre le fera considérer, bien plus tard, comme un des précurseurs de la sociologie. Il exercera une influence déterminante sur des auteurs aussi différents que Comte, Le Play et Durkheim (sans oublier Maurras). Si Sieyès, dans un de ses moments d'emballlement narcissique, déclara : « *La politique est une science que je crois avoir achevée* », Bonald, lui, aurait pu se flatter d'avoir fondé une science sociale, une science du fonctionnement des sociétés.

Bonald écrira encore beaucoup d'autres ouvrages. C'est que, s'il a la plume lourde, il l'a aussi vélocité. Suivront donc *Du divorce considéré au XIX<sup>e</sup> siècle* (1801 ; critique du divorce, légalisé par la Révolution, puis par le Consulat), *Législation primitive* (1802, en trois tomes), *Recherches philosophiques sur les premiers objets des connaissances morales* (1818), *Réflexions sur l'intérêt général de l'Europe* (1819), *Démonstration philosophique du principe constitutif des sociétés* (1820), *De la chrétienté et du christianisme* (1825).

Il publiera aussi des écrits plus engagés dans le siècle, inspirés par les événements du moment. Ainsi, en 1818, il produit des *Observations sur l'ouvrage de Madame la baronne de Staël, Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*. Et, en 1821, il exprime, en un opuscule, son *Opinion relative à la loi sur la censure des journaux*.

Il donnera, en 1834, un *Discours sur la vie de Jésus-Christ*.

## L'ORACLE DU PARTI ULTRA-ROYALISTE

La Restauration comble Bonald. Il se pose comme le doctrinaire et le sage de la monarchie rétablie. Il devient membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique (1814), député de l'Aveyron (1815), membre de l'Académie française (1816), pair de France (1823). Il propose et fait voter par la Chambre la loi du 8 mai 1816 abolissant le divorce, qu'il qualifie de « *poison révolutionnaire* »<sup>(6)</sup>. Bonald écrit également, avec autorité, dans *Le Conservateur* (1818-1820) et *Le Défenseur* (1820-1830).

Bonald ne fait cependant pas l'unanimité au sein du personnel politique de la monarchie restaurée. Fort apprécié de Louis XVIII, qui le fait chevalier de Saint-Louis dès 1814, il suscite les réserves des royalistes modérés, ceux qui s'accommodent d'une monarchie constitutionnelle, les Richelieu, Decazes, de Serre, Royer-Collard, Jordan et autres. Ceux-ci réprouvent son idéal d'une monarchie sans limitation du pouvoir royal, et ses tendances théocratiques et ultramontaines. Entre eux et lui, les joutes oratoires sont fréquentes à la Chambre des Députés, puis à la Chambre des Pairs. En revanche, Bonald devient la tête pensante des « *ultra-royalistes* », groupés autour du comte d'Artois (le futur Charles X), les Villèle, Corbière, Vaublanc, Chateaubriand,

Polignac, qui jugent trop libérale la Charte, « *octroyée* » par Louis XVIII, et inclinent à une monarchie aussi proche que possible de celle de l'Ancien Régime.

Oracle des ultras, Bonald mène, à leurs côtés, l'opposition parlementaire contre les ministères Talleyrand, Richelieu, Dessoles et Decazes, soutenus par Louis XVIII, entre juillet 1815 et décembre 1821, et soutient le ministère Villèle (décembre 1821-janvier 1828). Il approuve ainsi la reprise en main de l'Université par le gouvernement et son contrôle par le clergé, défend, à la Chambre des Pairs, contre Royer-Collard, la *loi sur le sacrilège* (20 avril 1825) punissant de mort la profanation des objets du culte catholique, approuve et vote la loi dite du « *milliard aux émigrés* » (27 avril 1825)<sup>(7)</sup>, et la « *loi de justice et d'amour* » (12 mars 1827) sur la parution des journaux et des livres. Son activité parlementaire intense ne lui permet cependant pas l'accès au gouvernement, ce dont il ne songe pas à se plaindre, se satisfaisant pleinement de son rôle de maître à penser.

La Révolution de Juillet 1830, qui reverse la monarchie bourbonienne, met un terme à sa carrière. Bonald se démet de ses mandats d'élu, et se retire sur ses terres de Millau.

Pessimiste de nature, non soutenu par une sagesse philosophique forte et élevée, Joseph de Maistre serait tombé dans le plus profond abattement à la suite des « *Trois Glorieuses* ». Il n'en ira pas de même pour Louis de Bonald, trop pénétré de la certitude d'avoir raison de-  
7. Cette loi accordait le versement d'une indemnité de 650 000 francs d'indemnisation aux émigrés spoliés sous la Révolution. Elle fut financée par une conversion de rente.

vant Dieu et l'histoire, pour s'abandonner à la déréliction. Face à la chute de la monarchie contre-révolutionnaire, il restera stoïque, répondant assez bien à cette appréciation portée sur lui par Lamartine : « *Il était indulgent et doux comme tous les hommes qui se croient possesseurs certains et infaillibles de la vérité* ». Il s'éteindra paisiblement dans sa petite patrie de Millau, le 23 novembre 1840, âgé de 86 ans.

## UN PHILOSOPHE ESSENTIEL

Bonald a doté la cause de la restauration monarchique d'un corpus doctrinal remarquable de profondeur et de hauteur de vue. Il a produit la justification théorique et historique la plus solide de la monarchie d'Ancien Régime. Il est le doctrinaire solide de la Contre-révolution et l'un des critiques les plus profonds qui soient de la démocratie.

D'aucuns lui ont cependant fait des reproches, jugeant sa conception de la monarchie figée, ce qui interdirait à cette dernière toute adaptation raisonnable et prohiberait toute évolution des mœurs, des idées, de l'activité économique, et vouerait ainsi la nation et les institutions à la sclérose.

Par ailleurs, sa réaction contre l'individualisme de la Réforme, des « *Lumières* » et de la Révolution, le conduit à opposer, comme deux ennemis voués à se combattre perpétuellement, l'individu et la société. Il ne saisit pas, aux yeux de ses contradicteurs, la relation symbiotique existant entre celle-ci et celui-là, et ne comprend pas que si l'individu peut exercer une influence délétère sur la société, il peut également lui être utile

par son initiative et sa capacité d'invention. Il ne comprend pas que la société se nourrit et s'enrichit des activités individuelles innombrables en son sein, et qu'elle s'étiole en leur absence. Il ne comprend pas davantage, toujours selon ses détracteurs, que la foi qui unit une communauté n'est saine que lorsqu'elle procède de l'illumination, en chaque conscience individuelle, de la révélation et de la libre adhésion à la morale chrétienne, et il envisage l'éducation religieuse sous le seul angle de l'enseignement du dogme, par un prêtre *ex cathedra*, au moment de l'office, ou dans une salle de collège. Le mouvement et la discussion sont les dangers qu'il redoute le plus. Mais sur ce point on ne peut lui donner tort quand on voit à quoi conduisent le bavardage et le bavassage dans nos démocraties modernes. La monarchie qu'il conçoit, très belle et impeccable dans son principe, est cependant une communauté à l'arrêt, assez différente de l'idée que s'en faisaient nos rois, qui ont toujours assuré le progrès de la nation. Au conseil départemental de l'Aveyron, Bonald s'opposa à l'ouverture de grandes routes, affirmant que «  *rapprocher les hommes n'est pas le plus sûr moyen de les réunir* ». Aucun de nos grands rois ne pensa jamais ainsi. Sans doute cette attitude manifeste-t-elle une réaction excessive inévitable au lendemain du cataclysme révolutionnaire. Mais elle peut être discutable. Bonald a eu toutefois le grand mérite d'exposer les fondements spirituels, moraux et intellectuels de la monarchie. Et son travail reste sur ce plan sans équivalent.

Paul-André DELORME.

# Triple élection en Espagne

Un mois à peine après les élections législatives du 28 avril, les Espagnols ont été appelés à participer à une triple élection : les européennes étaient accompagnées par les municipales dans tout le pays et par celles de la majorité des Communautés autonomes (les régions), 12 sur 17. Ces deux dernières élections sont fondamentales car elles permettent d'affermir ou bien de brider le prochain gouvernement du socialiste Pedro Sanchez.

Rappelons que le parti socialiste, malgré sa remontée aux législatives, reste loin de la majorité et qu'il devra s'allier aux gauchistes de Podemos et aux sécessionnistes catalans et basques. Podemos, étrillé aux législatives, en est réduit à mendier quelques ministères de deuxième rang pour caser ses dirigeants. Il en ira autrement avec les sécessionnistes catalans. Enragés par l'incarcération de quatre de leurs dirigeants, et se sachant indispensables à Sanchez, ils ne se gêneront pas pour lui imposer leurs conditions.

Sanchez qui le sait fort bien a déjà commencé les concessions les plus honteuses. Il a fait nommer comme présidents de la chambre des députés et du sénat un député et un sénateur favorables aux séparatismes régionaux. Quatre députés en prison en attente de leur jugement pour la tentative de sécession de la Catalogne ont pu se présenter aux élections, faire leur campagne depuis leur geôle, et une fois élus en sortir pour se présenter à la chambre des députés... Et là ils n'ont pas prêté serment de fidélité à la Constitution espagnole mais ont juré sur la République catalane et en tant que « *prisonniers politiques* ». L'un deux, Oriol Junqueras, chef du parti indépendantiste Esquerra Republicana, salué par Pedros Sanchez, lui a dit : « *Il faut que nous nous parlions* », et le Premier ministre de lui répondre : « *Ne t'inquiète pas* »... Voilà ce qu'il en est du respect de la souveraineté nationale de la part de ce chef de gouvernement ! L'opposition parlementaire à Sanchez, que les médias espagnols rangent d'autorité sous le label obligatoire de Centre Droit, est composée de trois partis : le Parti Populaire, Ciudadanos (Citoyens) et Vox. Le Parti Populaire, typique parti de la fausse droite est composé pour l'essentiel de judéoserviles caractérisés dont le plus bel exemple était l'ancien Premier ministre Rajoy, le successeur Pablo Casado ne valant guère mieux. Ciudadanos est une fausse ré-

ponse européiste aux menaces séparatistes mais il possède des dirigeants efficaces avec Albert Ribert et Ines Arrimada. Vox, le dernier venu, a le mérite d'avoir commencé à combattre idéologiquement la gauche, mais cela de manière encore beaucoup trop timide.

En ce qui concerne le camp national il faut signaler la présence à ses élections de l'alliance électorale ADN Identité Nationale qui réunit deux mouvements phalangistes, Démocratie Nationale et Alternative Espagnole. Il se distingue de Vox en ce qu'il est moins libéral en économie, demande la sortie de l'Euro, et n'est pas ambigu dans son jugement sur le régime de Franco.

Les maux de l'Espagne actuelle existent pour la plupart dans toute l'Europe, c'est la perte des valeurs familiales, de la morale traditionnelle et chrétienne avec pour conséquence l'explosion des divorces, des familles monoparentales, et de l'avortement. La conséquence, c'est une jeunesse sans idéal, une dénatalité effrayante accompagnée d'une immigration de plus en plus envahissante. Ce qui lui est plus particulier, c'est le fléau du sentiment antinational à l'origine de pseudo-nationalismes régionaux. La conséquence est un risque certain de balkanisation de la péninsule avec les séparatismes expansionnistes basque et catalan et l'apparition de fiefs particularistes comme en Galice et en Navarre, dont la mode s'étend à presque toutes les provinces. Les réponses de Vox aux problèmes des sécessionnismes sont radicales et logiques, c'est la suppression du système des Communautés autonomes. Cela permettra de rétablir l'égalité des citoyens devant la loi et aussi le retour aux libertés communales mises à mal par les féodalités régionalistes.

Qu'en est-il de la position de Vox sur l'immigration ? Elle est assez représentative des positions de la droite nationale en Espagne et n'est pas éloignée de celle de la coalition ADN. Il s'agit d'une remise en cause partielle du phénomène migratoire. La dénonciation de l'immigration illégale s'accompagne d'une réticence certaine quant à la prise en compte du facteur ethnique. La raison principale tient au lien historique, sentimental et humain que l'Espagne maintient avec son ancien empire constitué principalement par l'immense Amérique hispanophone. Relation qui représente à la fois un atout et un fardeau. Un certain nationalisme espagnol resté sentimentalement atta-

ché à ce lien historique a du mal à admettre que le temps de l'Empire est hélas révolu et que le devenir de l'Espagne est lié à celui de l'Europe.

Les élections à Barcelone sont significatives à cet égard. Tétanisé par les accusations de racisme, Vox a voulu être plus à gauche que la gauche sur ce terrain et a pensé judicieux de présenter à l'élection pour la mairie de Barcelone le seul candidat métis, Ignacio Garrigo. Celui-ci, né en Catalogne, de père espagnol et de mère originaire de Guinée équatoriale, (l'ancienne Guinée espagnole) ne manque pas de qualités personnelles, il a fait une belle carrière professionnelle et parle parfaitement catalan, mais tout cela n'a visiblement pas suffi pour convaincre les très nationalistes Barcelonnais de voter pour lui.

Manuel Valls a, quant à lui, fait chou blanc à Barcelone. Confronté au redoutable défi de parler aussi bien le catalan que l'espagnol, ce malheureux transfuge, malgré ses parents catalans, n'a finalement jamais réussi à être accepté et a continué d'être surnommé 'el Francés'. Il faut dire que ce coq gaulois se permettait de donner des leçons d'antifascisme à Rivera, le chef de Ciudadanos qui l'avait accueilli sur sa liste au sujet d'éventuelles alliances avec Vox...

L'Espagne élitait 54 députés aux européennes. Le Parti socialiste est passé de 14 à 20 députés, et le Parti Populaire recule de 16 à 12, Ciudadanos passe de 2 à 7, l'extrême gauche a reculé avec 6 députés et Vox pour la première fois obtient 3 députés. Son résultat est cependant en recul par rapport aux législatives, ce qui, compte tenu du système proportionnel plus avantageux des européennes, est en dessous de ce qu'il pouvait espérer. Les élections pour les Communautés autonomes ont tourné à l'avantage du PS qui remporte 10 des 12 communautés où l'on votait. Les élections communales montrent une nette prépondérance de la gauche. Ce cycle électoral aura montré l'échec et le recul de la fausse droite du Parti Populaire. Quant à Vox, le danger est qu'il devienne seulement l'appoint, l'appendice du Parti populaire. Il doit absolument garder ses convictions mais l'expérience atteste que ce n'est pas chose aisée dans un système électoral.

Robert NEBOIT.

5. Tout comme il avait refusé de devenir directeur du *Journal de l'Empire*, proposé par Napoléon.

6. Cette loi maintient la séparation de corps et de biens pour les couples mariés dont les membres ne s'entendent plus.

# Européennes : poussée populiste insuffisante, victoire stratégique du Système



par  
**Hannibal**

Prenons les choses dans l'ordre chronologique. La fin de la campagne aura été abracadabrante. Pour freiner la vague populiste, tout aura été bon. Les médias néerlandais ont battu le tambour autour de la victoire travailliste aux Pays-Bas avant même le résultat final, sur de simples sondages sortie d'urne ; à l'inverse la poussée du parti du Brexit au Royaume-Uni ne semblait pas exister. Quant à Emmanuel Macron,

il fut comme à son habitude impérial. Pour contourner l'interdiction de faire campagne le dernier samedi, il a donné le vendredi soir une interview filmée à un youtubeur de Science Po, bien conforme et gnanngnan, qui a tourné en boucle pendant vingt-quatre heures. Est-il subtil ! Le CSA ne s'en est pas ému, semble-t-il, lui qui se montre parfois si sourcilieux : ainsi aura-t-il décompté le temps de parole de Steve Bannon de celui du Rassemblement national. Bannon est cet ancien officier de marine américain, banquier d'affaires spécialisé dans les médias puis producteur de cinéma et journaliste, patron du site conservateur Breitbart avant de s'en faire évincer, qui fut directeur de la campagne de Trump avant d'être limogé. Motif, il est trop voyant, on l'accuse d'être antisémite, ce qui est ridicule quand on sait que Bannon est un ardent sioniste, totalement inféodé à l'Etat d'Israël. Il est opposé à l'école de Chicago, anti-établissement et se rêve en anti-Soros finançant une internationale des populistes en Europe. C'est un lecteur du *Camp des Saints* qu'il cite volontiers, et il dénonce l'immigration extra-européenne qu'il tient pour la principale menace en Europe. Il s'est installé en mai 2019 à Paris et les médias y ont vu une ingérence étrangère dans la campagne : pour en persuader l'opinion, ils ont passé en boucle des images de 2018, où le Front national avait invité à son congrès via le très sioniste Louis Aliot, d'ascendants juifs revendiqués, Steve Bannon.

Les résultats. En Europe, si l'on simplifie, ce qui n'est pas toujours aisé étant donné les classifications locales, on peut dire que les socialistes et l'extrême gauche reculent, que les centristes et les écologistes avancent, que la fausse droite recule, que l'ensemble que forment eurosceptiques, souverainistes et populistes grandit, mais sans véritable bond en avant. Le PS et le PPE n'ont plus la majorité à eux deux au Parlement européen et ne pourront plus se partager le pouvoir comme ils le faisaient : cela n'affectera pas la domination du grand magma central, mais il faudra faire une place pour les libéraux et les Verts.

Sauf en Espagne, où le socialiste Sanchez sauve la mise, la gauche au pouvoir est battue, et les partis qui combattent l'immigration ont de bons résultats : la droite polonaise reste au pouvoir, Orban triomphe, Kurz aussi, sans que le FPÖ recule trop malgré le récent scandale, Salvini progresse nettement et la Ligue domine désormais le mouvement Cinq Étoiles dans la coalition au pouvoir. En Grèce Tsipras est écrasé. L'Angleterre voit la victoire du *Brexit Party*, moins ample qu'on ne le pensait cependant, un raté du Labour et un écrasement des conservateurs. En Allemagne, la CDU de Merkel perd sept points, le SPD douze, les Verts en gagnent dix et l'AFD trois. La tendance, sauf en Espagne, est au remplacement du PS par les Verts.

Elle s'affirme aussi en France, c'est l'un



(Dessin de Chard)

des enseignements importants du scrutin, derrière toutefois la participation, en hausse de presque dix points. La liste socialiste emmenée par Glucksmann a frôlé l'élimination et perd sept points. Les Verts gagnent plus de trois points par rapport à 2014 (tous les autres partis reculent) et plus de quatre sur les sondages, malgré la présence d'écologistes "indépendants" qui ont un résultat non négligeable.

L'opération Bellamy chez les Républicains est un échec sanglant. Avec moins de neuf pour cent les successeurs de l'UMP plongent de plus de douze points, atteignant un plus bas historique (même Sarkozy avait fait mieux en 1994 avec 12,82 %). L'homme paye son catholicisme, son inexpérience, et aussi une ligne politique exécrable et contradictoire : se prétendre national et de droite, tout en préférant Macron au Rassemblement national. Les électeurs ont sanctionné. Bellamy ne sera pas Kurz parce qu'il a exclu de l'être dès le départ.

Le Rassemblement national sauve les meubles. Il recule de deux points, en pourcentage, sur 2014, mais progresse en voix, étant donné la participation en hausse. Le mérite en revient sans doute à Jordan Bardella, dont tout le monde pensait qu'il serait laminé, et qui a fait une prestation honorable. Le coup de mou que le mouvement connaissait depuis le débat raté de Marine en 2017 est presque effacé. Il faut dire qu'il a bénéficié d'une hypermédiation organisée par Macron, étant érigé en ennemi public numéro un. Il a également profité d'une actualité catastrophique, donc très favorable. Enfin, les deux listes gilets jaunes ayant ramassé des brouilles, on peut imaginer que la fronde de ces six derniers mois, qui ne débouche sur rien à peu près, a profité électoralement au RN. La France insoumise, qui caracola quelque temps, revient au niveau du Front de gauche en 2014, et les diverses extrêmes gauches ne décollent pas. Ce sont probablement les gilets jaunes qui ont empêché le déclin du RN.

Enfin Emmanuel Macron est le grand vainqueur stratégique de l'élection. D'abord, malgré le choix d'une tête de liste idéale nulle, Nathalie Loiseau, rébarbative et pleine de casseroles, la Renaissance ne perd qu'un point et demi par rapport au score de Macron au premier tour de la présidentielle de 2017 (24 %). Sans doute le président de la République avait-il fait de l'élection un référendum anti-RN, et l'a-t-il perdu : mais de peu ; c'est une petite calotte, ce n'est pas la grosse fessée dont on rêvait. Pour le reste tout lui sourit. Philippot et Asselineau dans les choux, Bellamy KO, Dupont-Aignan balayé, la droite est en net recul en France, et le RN n'a pour l'instant nulle réserve ni d'alliance possible. C'est quelque chose de très neuf en France, la droite n'est plus majoritaire. Elle n'a plus besoin de se diviser pour perdre.

D'autre part, à gauche, la situation est par faite pour Macron. Le PS sauve sa peau (un exemple de discipline républicaine et ma-

bonne : tous les grands éléphants moribonds ont barri pour appeler à l'aide) de justesse : cela fera un allié à la main du président, et Mélenchon le gueulard retourne à l'état quasi-groupusculaire. Enfin, les écolos. Ils sont à la fois la préfiguration de la politique de demain et le triomphe de Macron. Avec sa campagne hystérique qui a mis au turf tous les ministres pendant les dernières semaines, le président a réussi à mobiliser les Français, la participation le dit. Il les a mobilisés contre lui, peut-on dire, puisque le RN est devant. Oui, mais pas que. Le score des écolos le montre. Parmi les électeurs verts il y a des Verts bien sûr, mais il y a aussi des gens qui n'ont pas voulu voter Macron tout en barrant la route au mal nauséabond, des bourgeois de progrès qui ont quitté des républicains trop catho, bref, beaucoup de bien-pensants qui ont fait leur devoir de bons citoyens progressistes regardant la télé, admirant Greta Thunberg, et s'inquiétant du temps qu'il fera pour nos enfants. Macron a su susciter et cristalliser le nouvel électoralat conformiste avec lequel il va marcher vers la république universelle au service de la planète. Le *gauleiter* de la France a superbement manœuvré.

La question nationale. Marine Le Pen a limité la casse mais les poulains des natiots durs, Asselineau, NDA et Philippot sont sonnés. Qu'en penser et que faire ?

Asselineau est un énarque qui fit pas mal de cabinets ministériels, ça l'aide à bien connaître Bruxelles et ses textes. Un inspecteur des finances n'est pas forcément un mauvais homme, et on lui donne acte d'avoir préféré Pasqua et Séguin à Juppé, mais cela suffit-il à porter les couleurs d'un véritable opposant au système ? Sans doute, comme son compère Philippot, est-il ferme sur la dénonciation de l'Euro, de l'Union européenne et de l'OTAN. Mais d'abord, ces trois choses ne sont pas les seules menaces qui pèsent sur la souveraineté de la France, il faudrait se garder au moins autant de l'ONU, de ses conférences de consensus et de sa *soft law* anglo-saxonne qui sapent les us, mœurs, coutumes et croyances traditionnelles, et qui sont le principal vecteur de décadence au service de la révolution arc-en-ciel. Ensuite, la souveraineté n'est rien sans l'identité, elle n'est que le premier moyen pour protéger celle-ci : en d'autres termes, une France souveraine d'imposer les lois de la république universelle à ses nationaux n'est ni une force ni un modèle, c'est un pas vers la mort. De là découle qu'Asselineau est un danger grave pour la France, puisqu'il n'a pas de vraie politique anti-invasion et qu'il se présente même en adversaire du Rassemblement national "xénophobe" et de l'extrême droite anti-immigration. En conclusion, même s'il ne s'en rend pas compte, et quelle que soit sa sincérité, il sert objectivement à distraire des électeurs du RN par son discours souverainiste dur : c'est un allié du système. Dire qu'il fait profil bas sur l'immigration par habileté, pour ne pas donner prise aux violences du système, ne rime à rien : c'est comme si un clerc faisait profil bas sur la présence réelle du Christ dans l'hostie, on le nommerait à bon droit hérétique.

Florian Philippot, énarque lui aussi, est un très bon débateur à la voix douce et à la parole claire. Il est plus solide sur l'immigration, mais péniblement raide sur la question économique (une fois rétablies les frontières, on n'est pas forcé de sombrer dans le socialisme, il existe un capitalisme national qui est sans doute la meilleure formule), et catastrophique sur la question morale, sociale comme on dit. On se souvient qu'il avait comparé la question du mariage pour tous à la « culture du bonsaï », ce qui montre une triple faiblesse : dérèglement moral, manque

de flair politique, et lacune intellectuelle grave : incapacité à comprendre les fondements de la société française.

Dupont-Aignan, quant à lui, vient de l'UMP, il a eu de peu louables accointances dans sa jeunesse, mais, contrairement à Bellamy qui préfère, du moins le dit-il, Emmanuel Macron à Marine Le Pen, lui a eu le courage et l'intelligence de choisir au deuxième tour de la présidentielle 2017 la candidate du RN. A court terme, ce fut une déroute, à long terme, sans doute un bon calcul. Mais il semble depuis vouloir dilapider ce capital en menant mal sa barque. Une alliance avec le RN pour les Européennes l'aurait placé en bien meilleure position. Le mieux serait qu'il retourne au néant d'où les faiblesses du RN l'ont fait sortir.

Pour avoir lu leur propagande et bavardé avec certains d'entre eux sur Facebook, je me suis aperçu cependant que les partisans de NDA, ceux de Philippot et même ceux d'Asselineau partagent la rhétorique du système contre le RN : ils dénoncent l'extrême droite. En d'autres termes ils refusent l'union des patriotes au moyen du bon vieux moteur à exclusion, la *reductio ad Hitlerum*. L'*ultima ratio* de ces gaullistes souverainistes est de dénoncer un parti « dont les fondateurs étaient à Vichy et non à Londres ». La phraseologie de la « collaboration » est à l'œuvre. Elle est idiote : si une partie des fondateurs du FN était, non pas à Vichy, mais sur le front de l'Est, une autre part était dans la résistance, de Roger Holeindre à Georges Bidault (président du CNR), la dernière n'étant pas née (Alain Robert). Elle est ensuite inopérante : le FN fut fondé contre le communisme par des partisans de l'Algérie française dont la plupart étaient résistants. Elle est enfin criminelle : elle perpétue, avec la préférence communiste, la guerre civile issue de la Seconde Guerre mondiale. De Gaulle lui-même, après l'avoir encouragée de 1940 à 1945, tendit à y mettre fin sous le RPF parce qu'il avait besoin des Pétainistes. On voit ainsi de prétendus nationaux rouvrir de vieilles plaies et ranimer les vieux mensonges du parti communiste pour exclure d'autres nationaux. Les suivre, ou admettre ce type d'argumentation, c'est condamner tout mouvement national à la division et à la mort.

Si quelque chose est à porter au crédit de Jean-Marie Le Pen, dont j'ai critiqué les erreurs en leur temps, c'est la volonté de réconciliation nationale : ce que De Gaulle a manqué en 1945 et en 1962, lui l'a essayé avec constance en combattant l'effroyable mensonge historique qui divise la France. Si Marine Le Pen veut sauver la France, elle doit un jour sortir de la repentance et rassembler la nation autour de la fierté légitime qu'appelle son histoire. Elle a commis de graves fautes, exclusion de son père, changement de nom, affadissement de la ligne anti-invasion, brouillamini socio-économique, graves dérives sociétales, débat de 2017, etc. Sa politique de dédialisation est un leurre, elle est menée à contretemps du mouvement de l'opinion. Elle-même présente le double désavantage d'être cassante, arrogante et trop sensible aux influences, deux signes montrant qu'elle n'a pas confiance en elle. Elle a tendance à interioriser l'argumentation du système contre l'extrême droite, mais par bonheur le système continue à la diaboliser, ce qui la préserve quelque peu de s'acoquiner tout à fait avec lui. A condition qu'elle passe la main à l'un de ses suivants (Bardella ?), le RN pourrait entrer dans une coalition des droites dont Marion Maréchal serait la patronne et la candidate à l'élection présidentielle de 2022. Ce serait le meilleur cadeau qu'elle puisse faire à la droite, aux nationaux et à la nation, et cela déjouerait le calcul de Macron pour 2022 : de la sorte, cette élection deviendrait peut-être une défaite du président de la République, réelle cette fois.